



Ordre de service d'inspection

Direction générale de l'alimentation
Sous-direction de la santé et de la protection des végétaux
BSV
251 rue de Vaugirard
75 732 PARIS CEDEX 15
0149554955

Instruction technique
DGAL/SDSPV/2022-229
15/03/2022

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction abroge :

DGAL/SDQSPV/2021-170 du 09/03/2021 : Ordre de méthode chapeau Surveillance officielle des organismes nuisibles réglementés ou émergents (SORE)

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 0

Objet : Ordre de méthode-ordre de service d'inspection Surveillance officielle des organismes nuisibles réglementés ou émergents (SORE)

Destinataires d'exécution
DRAAF-SRAL DAAF-SALIM

Résumé : Les modalités de déploiement, d'animation et de pilotage de la surveillance officielle des organismes réglementés ou émergents (SORE) en métropole sont précisées dans le présent ordre de méthode. Des instructions techniques par filière en détaillent les modalités de mise en oeuvre. Les prospections de la SORE ont pour objectifs la détermination de la situation phytosanitaire et la détection la plus précoce possible des foyers d'ORE sur le territoire national.

Textes de référence : Règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, modifiant les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 228/2013, (UE) n° 652/2014 et (UE) n° 1143/2014 et abrogeant les directives du Conseil 69/464/CEE, 74/647/CEE, 93/85/CEE, 98/57/CE, 2000/29/CE, 2006/91/CE et 2007/33/CE

Règlement d'exécution (UE) 2019/2072 de la Commission du 28 novembre 2019 établissant des conditions uniformes pour la mise en oeuvre du règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux, abrogeant le règlement (CE) no 690/2008 de la Commission et modifiant le règlement d'exécution (UE) 2018/2019 de la Commission

Règlement d'exécution (UE) 2020/1231 de la Commission du 27 août 2020 définissant la forme et les instructions de présentation des rapports annuels sur les résultats des prospections ainsi que la forme des programmes de prospection pluriannuels et les modalités pratiques correspondantes, prévus respectivement aux articles 22 et 23 du règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil

Table des matières

1	Définitions	3
2	Contexte de la surveillance	6
2.1	Cadre légal et réglementaire	6
2.2	Objectifs	7
2.3	Dispositifs	9
2.4	Statut des organismes nuisibles sous surveillance	10
2.5	Processus et parties prenantes	11
3	Organisation de la surveillance	12
3.1	Filières et concepts	12
3.2	Échelon central	14
3.3	Echelon régional.....	14
3.4	Programmation nationale annuelle	15
3.5	Programmation régionale	16
3.6	Plans d'initiative régionale	16
4	Modalités de surveillance.....	16
4.1	Dispositions générales	16
4.2	Prospections de repérage	18
4.3	Prospections de délimitation et de suivi.....	18
4.4	Cas particulier des zones protégées	19
4.5	Cas particulier de l'environnement de sites d'opérateurs professionnels apposant un PP..	20
4.6	Modalités de prélèvement.....	20
4.7	Conduite à tenir en cas de refus d'inspection	21
5	Résultats de la surveillance	22
5.1	Situation du territoire	22
5.2	Suspicion	22
5.3	Consignation	22
5.4	Confirmation de cas positif et déclenchement de mesures conservatoires	23
5.5	Distinction entre interception ou foyer	23
6	Gestion des données	24
6.1	Qualité des données	24
6.2	Validation et traitement des données, valorisation informatique	24
6.3	Bilans réglementaires.....	24
7	Formation et animation	25
7.1	Référentiel des signes de présence	25

7.2	Comité de suivi.....	25
8	Évaluation du dispositif	26
8.1	Pilotage du fonctionnement	26
8.2	Audit technique.....	26
9	Ressources.....	26
9.1	Financement par le programme 206	26
9.2	Co-financement.....	26
10	Liste des annexes.....	27
11	Annexes	28
11.1	Programmation annuelle nationale	28
11.1.1	Arboriculture fruitière	29
11.1.2	Cultures légumières et PPAMC	37
11.1.3	Forêt et bois.....	41
11.1.4	Grandes cultures.....	45
11.1.5	JEVI.....	47
11.1.6	Pomme de terre.....	49
11.1.7	Vigne	51
11.2	Éléments de communication	52
11.2.1	Objectifs et moyens de communication sur la SORE.....	52
11.2.2	Messages clés	52
11.2.3	Questions/Réponses.....	52
11.3	Matériel et sécurité.....	54
11.4	Echantillonnage.....	55
11.4.1	Taille d'échantillon.....	55
11.4.2	Plan d'échantillonnage et adaptation au terrain.....	55
11.5	Saisie et utilisation des données.....	59
11.5.1	Type de données collectées.....	59
11.5.2	Utilisations prévues des données.....	60
11.5.3	Outils informatiques de saisie et de collecte.....	61
11.5.4	Saisie des actions SORE dans PGI.....	62
11.6	Lignes directrices pour l'analyse de risque et la programmation.....	75
11.6.1	Analyse de risque au niveau national	75
11.6.2	Calcul de la programmation nationale	76
11.6.3	Analyse de risque au niveau régional	77
11.6.4	Planification régionale	78
11.7	Liste des filières et sous-filières	78

11.8	Liste des organismes réglementés ou émergents, avec précision de statut et filières concernées	80
11.9	Trame d'instruction-filière	86
11.10	Trame du plan SORE –EPOM.....	86
11.11	Trame de fiche de reconnaissance	87

Les évolutions apportées par rapport à la version 2021 sont marquées par ce surlignage gris.

Avant-propos : A la suite de l'entrée en application du règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil au 19 décembre 2019, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, Mayotte et Saint-Martin sont considérés comme des espaces phytosanitaires distincts du territoire continental de l'Union européenne (UE) car leurs caractéristiques biogéographiques sont différentes. L'élaboration de l'arrêté préfectoral indiquant les listes des organismes nuisibles réglementés et les exigences à l'importation associées est en cours dans chacun des espaces phytosanitaires d'Outre-mer (EPOM).

Le texte en bleu clair de cette instruction est une adaptation de la méthode chapeau pour les espaces phytosanitaires d'Outre-Mer. Si aucune information en début de paragraphe n'est apportée, c'est que cela s'applique aux EPOM.

Saint-Barthélemy est une collectivité d'Outre-Mer aussi considérée comme un espace phytosanitaire d'Outre-Mer. Cependant, la réglementation applicable à Saint-Barthélemy et Saint-Martin ne sera pas étudiée dans cette instruction.

1 Définitions

Dans cet ordre de méthode, on emploie les définitions suivantes :

Une « **inspection** », conformément à la NIMP 5, est un examen visuel officiel¹ de végétaux, de produits végétaux ou d'autres articles réglementés afin de déterminer la présence ou l'absence d'organismes nuisibles et/ou de s'assurer du respect de la réglementation phytosanitaire (FAO, 1990 ; révisé CEMP, 1999). Cependant, dans le cadre de sa démarche qualité, en cohérence avec la norme ISO/CEI 17020, la DGAL définit « l'**inspection** » comme l'évaluation de la conformité à un référentiel donné de l'objet inspecté par une personne qualifiée. De plus, elle précise que cela comprend l'ensemble des étapes depuis l'analyse de risques conduisant à la programmation de l'inspection jusqu'à la décision fondée sur le jugement de conformité. Bien que ces deux définitions ne soient pas strictement incompatibles, dans le présent ordre de méthode l'expression « **processus d'inspection** » désigne le processus complet ainsi défini par la DGAL et l'expression « **examen visuel officiel** » désigne plus spécifiquement l'inspection au sens de la NIMP 5.

1 Aux termes de la NIMP5, « officiel » signifie « établi, autorisé ou réalisé par l'Organisation nationale de la protection des végétaux ».

Une « **prospection** », conformément à la NIMP 5, est une méthode officielle appliquée pendant une durée déterminée pour établir la présence ou l'absence d'organismes nuisibles, ou les limites ou les caractéristiques d'une population d'organismes nuisibles, dans une zone ou dans un lieu de production ou un site de production donné.

La prospection, tout comme l'examen visuel officiel (qui fait en général partie du processus d'inspection), est généralement non exhaustive et doit donc être basée sur un « **échantillonnage** », c'est-à-dire l'examen d'un échantillon représentatif, composé d'unités du lot à inspecter (NIMP 31).

Par ailleurs, au vu du règlement 2017/625/UE, on entend par « **contrôle officiel** » les activités effectuées par les autorités compétentes ou les organismes délégataires pour vérifier que des végétaux ou produits végétaux ou des opérateurs satisfont aux règles applicables relatives aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux établies au niveau national ou de l'Union européenne, ou au niveau de l'EPOM.

De même, on entend par « **autre activité officielle** » toute activité autre qu'un contrôle officiel, effectuée par les autorités compétentes, les organismes délégataires ou les personnes physiques auxquelles elle a été déléguée. Aux termes du règlement 2017/625/UE, les autres activités officielles incluent les activités visant à détecter la présence d'organismes nuisibles aux végétaux, à prévenir ou enrayer leur propagation et à les éradiquer.

Conformément au CRPM (article L.251-3, [modifié par l'article L271-7 pour les EPOM](#)), les « **organismes nuisibles réglementés ou émergents** » (ORE) sont, pour la France métropolitaine [et les EPOM](#) :

- ➔ les organismes de quarantaine de l'Union au sens du règlement 2016/2031/UE, dont la liste est dressée par un acte d'exécution de la Commission européenne prévu à l'article 5, paragraphe 2 [ou les organismes de quarantaine ou émergents au sens de l'article L251-3, III modifié par le 1er alinéa du 2 de l'article L271-7 du code rural et de la pêche maritime pour les EPOM](#) ;
- ➔ les organismes de quarantaine de zone protégée au sens du règlement 2016/2031/UE, dont la liste est dressée par un acte d'exécution de la Commission européenne prévu à l'article 32, paragraphe 3 [ou les organismes de quarantaine de zone protégée au sens de l'article L251-3, IV modifié par le 2e alinéa du 2 de l'article L271-7 du code rural et de la pêche maritime pour les EPOM](#) ;
- ➔ les organismes réglementés non de quarantaine au sens du règlement 2016/2031/UE, dont la liste est dressée par un acte d'exécution de la Commission européenne prévu à l'article 37, paragraphe 2 [ou les organismes réglementés non de quarantaine au sens de l'article L251-3, V modifié par le 3e alinéa du 2 de l'article L271-7 du code rural et de la pêche maritime pour les EPOM](#) ;
- ➔ les organismes nuisibles faisant l'objet de mesures nationales ou de mesures de l'Union, au titre des articles 29 et 30 du règlement 2016/2031/UE [ou au titre du L251-3, III dernier alinéa modifié par l'article L.271-7, 2° d\) du CRPM pour les EPOM](#) (ces organismes sont « considérés provisoirement comme de quarantaine de l'Union », ou encore sur « liste d'alerte ») ;
- ➔ les autres organismes nuisibles listés par arrêté.

Les organismes réglementés non de quarantaine (ORNQ) font partie des ORE, mais ne sont pas couverts par les dispositions de cet ordre de méthode-ordre de service d'inspection sauf exception, car ils ne font pas l'objet d'exigences réglementaires de surveillance officielle au même titre que les autres ORE.

Un « **foyer** », dans l'interprétation du règlement 2016/2031, est constitué lors de la confirmation officielle par l'autorité compétente de la présence sur son territoire d'un ORE dont la présence n'y avait pas été constatée auparavant, ou dans une partie de son territoire jusqu'alors considérée comme exempte. La constitution d'un foyer, sauf cas particuliers, entraîne des obligations d'information par l'autorité compétente à destination des opérateurs professionnels et du public (articles 12 et 13 du règlement 2016/2031, [article L201-4 modifié par l'article L.271-5, 3° a\) du CRPM](#) pour les EPOM). Elle fait aussi l'objet de notification à la Commission européenne et à l'OEPP effectuées par le Bureau de la santé des végétaux. La constitution d'un foyer entraîne également la prise de mesures d'éradication et la délimitation de zones infestée et tampon (articles 17 et 18 du règlement 2016/2031, [article L201-5 modifié par l'article L.271-5, 4° du CRPM](#)). Sauf exceptions, ces délimitations doivent être effectuées immédiatement par l'autorité compétente.

La « **gestion de foyer** » est décrite dans le Plan national d'intervention sanitaire d'urgence (PNISU et PNISU principes généraux) ou [Plan d'intervention sanitaire d'urgence \(PISU\)](#) générique en santé des végétaux (ou, le cas échéant, dans le PNISU spécifique de l'ORE concerné), qui précise également l'ensemble des cas particuliers où une confirmation officielle de présence d'un ORE n'entraîne pas la constitution d'un foyer.

La « **surveillance officielle des organismes réglementés ou émergents** » (SORE) est l'ensemble des prospections visant des ORE, en dehors des prospections menées dans le cadre de la gestion de foyer. Outre la réalisation des prospections, elle comprend l'analyse de risque et la programmation, en amont de la réalisation des activités prescrites dans le présent ordre de méthode et dans les [ordres de méthode](#) par filière (ci-après désignées comme « instructions-filière »), ainsi que la collecte et le suivi des données relatives à ces activités, en aval de leur réalisation. Ces prospections constituent d'autres activités officielles, et reposent sur les différentes modalités définies dans le présent ordre de méthode-[ordre de service d'inspection](#).

Les concepts suivants issus du travail de l'EFSA (mandat EFSA-Q-2017-00831 requis par la Commission européenne) sont précisés et employés dans cet ordre de méthode et dans les documents qui lui sont adossés afin d'harmoniser la conception de la surveillance sur le plan technique.

Une « **composante** » d'un plan de surveillance est une activité caractérisée par une population cible, une méthode de détection et une unité d'inspection. La sensibilité du plan de surveillance est une combinaison de celles de ses composantes. Deux composantes d'un même plan de surveillance peuvent donc avoir des populations cibles différentes (exemple : piégeage de vecteurs et examen visuel de plantes hôtes) ;

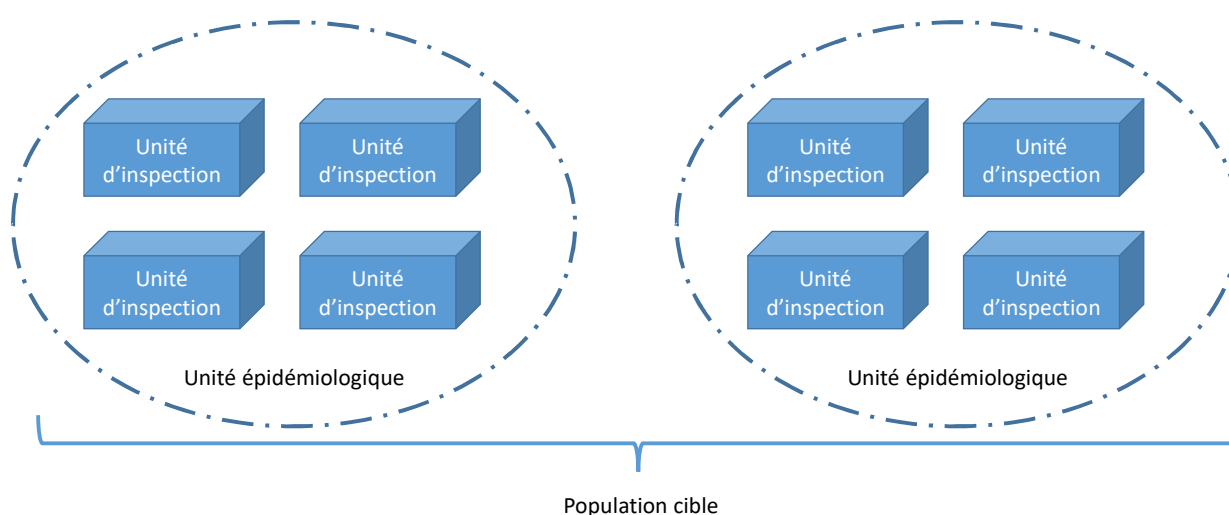
Les « **protocoles de diagnostic** » sont les procédures et méthodes pour la détection et l'identification d'organismes nuisibles réglementés (NIMP 27) ;

La « **population cible** » est l'ensemble des végétaux, produits végétaux ou autres objets dans lesquels l'organisme nuisible visé peut être détecté directement ou indirectement (par exemple par des symptômes) dans la zone d'intérêt. La population cible d'un plan de surveillance doit être définie clairement, ainsi que sa taille et sa délimitation géographique ;

L'« **unité épidémiologique** » est une zone homogène où les interactions entre organisme nuisible, plantes hôtes et facteurs biotiques et abiotiques résulteraient en une épidémiologie similaire en cas de présence de l'organisme nuisible visé. Les unités épidémiologiques sont des subdivisions de la

population cible et reflètent la structure de cette population dans une zone donnée (par exemple, arbre, verger, champ, serre, pépinière) ;

L'« **unité d'inspection** » est l'ensemble des végétaux, produits végétaux ou autres objets qui sont examinés pour identifier et détecter des organismes nuisibles. Ce sont les unités qui, au sein d'une unité épidémiologique, sont susceptibles d'héberger des organismes nuisibles, et auxquels un diagnostic est appliqué.



Unité d'inspection = « ce que l'inspecteur examine » : arbre, cep, rang, palette, fruit, relevé de piégeage...

Unité épidémiologique = « ce qui est couvert lors d'une visite sur le terrain » : parcelle, hectare, abri, site, linéaire, aire d'attraction d'un piège...

Population cible = « tout ce qui est sous surveillance » : végétaux hôtes, grumes, vecteurs, parcelles ou hectares comportant un végétal hôte...

Figure 1: Concepts statistiques

La « **design prevalence** » ou « **niveau de détection** » et le « **niveau de confiance** » sont deux indicateurs statistiques qui permettent, ensemble, de quantifier l'objectif (défini *a priori* par le gestionnaire du risque) ou le résultat (*a posteriori*) d'un plan de surveillance. Par exemple, pour un niveau de détection de 1 % et un niveau de confiance de 95 %, lorsque le plan de surveillance n'a pas donné lieu à une détection alors on peut affirmer en n'ayant qu'une chance sur 20 de se tromper (= niveau de confiance de 95 %) que l'organisme nuisible recherché, s'il est présent dans la population cible, infecte au plus 1 % des individus (= niveau de détection de 1%).

2 Contexte de la surveillance

2.1 Cadre légal et réglementaire

En France métropolitaine, la SORE répond aux exigences qui s'imposent aux Etats membres de l'Union européenne en application du règlement santé des végétaux 2016/2031(UE), en particulier en application des articles 22, 24 et 34 de ce règlement, du règlement sur les contrôles officiels 2017/625(UE), de l'article [L.201-4 modifié par l'article L271-5,3° et de l'article L201-3 modifié par l'article L.271-5,2° du CRPM pour les EPOM](#). Il s'agit d'un dispositif de surveillance officielle qui fait partie de la surveillance biologique du territoire prévue par l'article L.251-1 du Code rural et de la pêche maritime (CRPM).

A ce titre, la SORE est couverte par le deuxième paragraphe de l'article L.250-1 du CRPM, en tant qu'autres activités officielles réalisées dans le cadre de la surveillance biologique du territoire.

Ainsi, les agents habilités à réaliser la SORE sont concernés par l'article L.250-5 du CRPM, [ou l'article L250-5 modifié par l'article L271-6 du CRPM pour les DROM](#) : dans les limites de leurs attributions, ils ont accès « à tous locaux, parcelles, installations, lieux, véhicules de transport à usage professionnel, à l'exclusion des domiciles et de la partie des locaux à usage d'habitation ». De plus, ces agents « peuvent demander la communication, obtenir ou prendre copie par tout moyen et sur tout support ou procéder à la saisie des documents professionnels de toute nature, en quelques mains qu'ils se trouvent, propres à faciliter l'accomplissement de leur mission et peuvent recueillir, sur convocation ou sur place tout renseignement ou toute justification nécessaire au contrôle. Ils ont accès, pour le contrôle des opérations faisant appel à l'informatique, aux logiciels et aux données stockées ainsi qu'à la restitution en clair des informations propres à faciliter l'accomplissement de leurs missions. Ils peuvent en demander la transcription par tout traitement approprié dans des documents directement utilisables pour les besoins du contrôle. » De plus, au titre de l'article L.250-6 du CRPM, dans le cadre de la SORE ces agents « peuvent prélever tout végétal, produit végétal ou autre objet (...). Dans l'attente des résultats d'analyse, ces agents peuvent consigner les produits mentionnés. ». Vis-à-vis des détenteurs de végétaux, l'article L.251-7 prévoit que « les propriétaires ou détenteurs de végétaux, produits végétaux ou autres objets mentionnés à l'article L.201-2² sont tenus d'ouvrir leurs terrains et jardins, clos ou non, ainsi que leurs dépôts ou magasins, aux agents habilités mentionnés à l'article L.250-5. »

Lorsque la SORE n'est pas réalisée par l'autorité compétente mais que celle-ci la délègue, le cadre légal est celui fixé par l'article L.201-13 du CRPM. En particulier, « les employés des délégataires légalement désignés ont accès aux locaux, parcelles, terrains et jardins, clos ou non, à leurs alentours, aux installations, lieux, véhicules de transport à usage professionnel dans les mêmes conditions que les agents de l'Etat habilités à réaliser les contrôles et autres activités ainsi déléguées. Ils ont également accès aux données nécessaires à l'accomplissement de la mission qui leur a été déléguée, sans que puisse leur être opposé le secret professionnel. » De plus, au titre de ce même article « peuvent notamment être déléguées les tâches consistant à réaliser ou faire réaliser des prélèvements et consigner des produits ou des animaux, des végétaux, des produits végétaux et autres objets susceptibles de présenter un danger sanitaire ou de ne pas être conformes aux normes en vigueur, dans l'attente de l'intervention de l'autorité administrative. »

Le décret n° 2021-1858 du 28 décembre 2021 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la protection contre les organismes nuisibles et de mise en œuvre du régime des contrôles en cette matière, précise ou modifie notamment certaines dispositions réglementaires applicables à la SORE. En particulier, l'article R.250-2 s'applique aux échantillons prélevés dans le cadre de la SORE.

2.2 Objectifs

L'objectif général de la SORE est de fournir à l'État une connaissance de la situation phytosanitaire du territoire vis-à-vis de l'ensemble des ORE, dont la précision et la fiabilité soient quantifiées autant que possible. Au-delà du fait que la réalisation de cette surveillance est obligatoire au niveau UE, elle est

² A savoir, « toute personne qui possède ou détient, même à titre temporaire, des végétaux, produits végétaux ou autres objets au sens de l'article 2 du règlement (UE) 2016/2031 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux »

primordiale pour optimiser les chances d'éradication de foyers d'organismes nuisibles de quarantaine ou d'organismes nuisibles émergents, en contribuant à leur détection précoce. Elle participe à l'identification des incursions d'organismes nuisibles qui ne sont pas encore réglementés mais qui seraient susceptibles de le devenir. La SORE intègre la stratégie préventive dans le domaine phytosanitaire et concourt ainsi à assurer pour l'État l'efficacité des actions de gestion de foyer et de lutte pour les organismes nuisibles qui font l'objet des PNISU.

En contribuant ainsi à éviter l'établissement de ces organismes qui pourraient, à terme, grever leurs productions que ce soit sur un plan quantitatif (rendements) ou qualitatif, la SORE présente donc également un intérêt pour les opérateurs économiques. En outre, les données qui sont issues de la SORE peuvent être mobilisées pour leur délivrer des certificats phytosanitaires dans le cadre de leurs exportations. En effet, elles contribuent à justifier le statut phytosanitaire de régions de production vis à vis de certains organismes nuisibles, ce qui est parfois nécessaire pour permettre l'exportation de certains végétaux ou produits végétaux par les opérateurs économiques, en fonction des exigences des pays tiers de destination. Enfin, les résultats de la SORE sont nécessaires aux autorités compétentes en charge de la délivrance du passeport phytosanitaire (contrôle de second niveau de l'autorisation à délivrer le passeport phytosanitaire) et aux opérateurs professionnels autorisés à le délivrer.

En résumé, la prévention du risque phytosanitaire et la gestion des alertes sanitaires dans le domaine végétal, dans lesquelles la SORE s'inscrit, servent des intérêts économiques, commerciaux, sociaux et environnementaux puisqu'elles réduisent les dégâts occasionnés par les organismes nuisibles réglementés ou émergents en diminuant leurs possibilités d'établissement, en contenant l'extension géographique des zones infestées et en favorisant leur éradication ; et qu'elles assurent aux producteurs la possibilité d'exporter leur production sans être arrêtés par une barrière sanitaire.

Spécifiquement, selon les cas les objectifs d'une prospection peuvent être :

- de vérifier que le territoire, ou une zone restreinte, est exempt d'un organisme nuisible particulier, et d'être en mesure de le justifier techniquement aux autres États membres de l'Union européenne, à la Commission européenne ainsi qu'aux pays tiers pour la métropole ou aux espaces phytosanitaires extérieurs pour les DROM ;
- de détecter l'introduction d'un organisme nuisible réglementé ou émergent sur le territoire (métropolitain ou un Espace phytosanitaire d'Outre-Mer) ;
- d'évaluer l'étendue d'un foyer afin de délimiter une zone infestée et une zone tampon ;
- d'ajuster la délimitation de ces zones à l'évolution de la situation phytosanitaire ;
- de mesurer l'efficacité des mesures d'éradication ou d'enrayement mises en œuvre, et le cas échéant de fournir à la Commission européenne des éléments de preuve montrant que l'éradication n'est pas possible.

La SORE se cantonne aux trois premiers objectifs. Les deux autres objectifs se rattachent à la gestion de foyer (cf. PNISU principes généraux) et à l'évaluation des mesures de lutte, mais les prospections afférentes à ces deux activités peuvent reposer sur les référentiels techniques décrits dans le présent ordre de méthode - ordre de service d'inspection et dans les ordres de méthode et fiches de

reconnaissance qui lui sont adossées.

2.3 Dispositifs

La SORE comprend les composantes d'examen visuel, de piégeage et de collecte d'échantillons suivie d'analyses³, qui sont toutes désignées comme « actions SORE ». Chacune de ces composantes est conduite par échantillonnage fondé sur le risque portant sur une population-cible constituée de végétaux, de produits végétaux ou d'autres objets qui doit être déterminée avec soin en fonction du ou des organismes nuisibles visés (voir les dispositions générales sur l'échantillonnage en Annexe 11.4). Les analyses officielles (définies par l'article R.200-1 du CRPM) sont effectuées soit sur des prélèvements de végétaux, produits végétaux ou autres objets, soit sur des échantillons issus du piégeage. Toute action SORE doit pouvoir être tracée et archivée au niveau de détail approprié, selon des modalités définies en Annexe 11.5.

Cependant, l'information phytosanitaire est aussi produite par de nombreux autres acteurs et canaux (représentés en Figure 2) outre la SORE et la gestion de foyers. C'est pourquoi la programmation et l'ajustement des activités de SORE doivent intégrer des données externes permettant d'analyser le risque, parmi lesquels :

- la surveillance événementielle, c'est-à-dire le signalement par toute personne compétente d'une suspicion de présence d'un organisme nuisible réglementé ou émergent ;
- les autres dispositifs de surveillance biologique du territoire ;
- les enquêtes de remontée de filière et les interceptions ;
- la recherche scientifique.

³ Cette liste correspond aux composantes principales mais n'est pas limitative ; d'autres composantes de la surveillance peuvent également être employées dans certains cas, comme la télédétection.

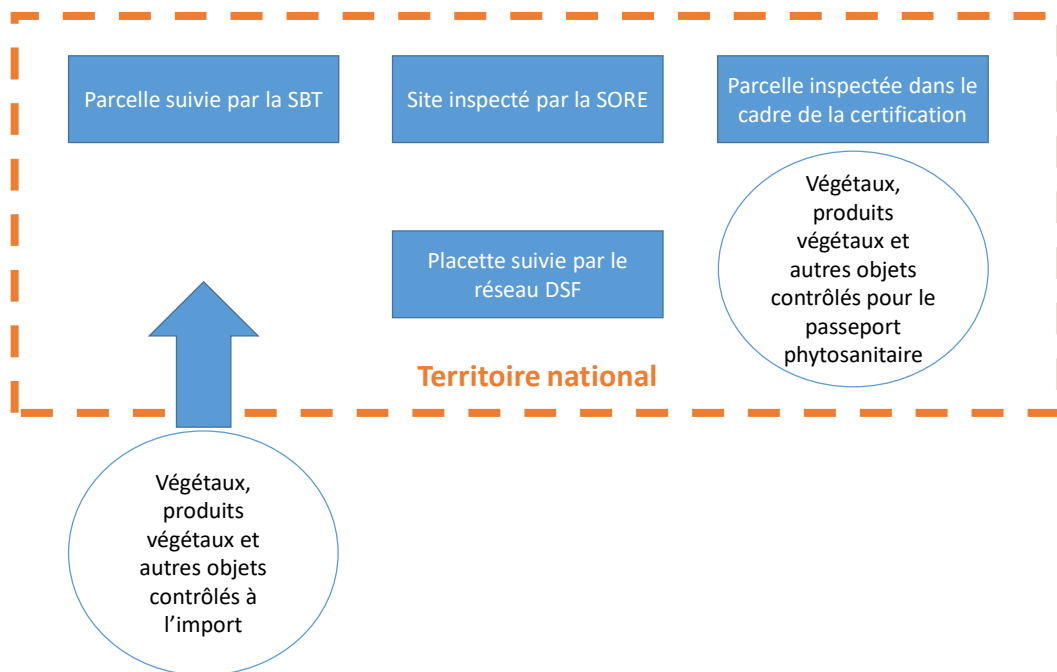


Figure 2: Dispositifs de surveillance

A la mesure des moyens dont elle dispose, la SORE ne peut être efficace que si elle parvient à fédérer tous les acteurs concernés, tant au niveau national que régional et de terrain, et à exploiter utilement les informations disponibles *via* une analyse de risque pertinente tant à l'échelle nationale que locale, et mise à jour de façon régulière.

2.4 Statut des organismes nuisibles sous surveillance

Conformément au règlement 2016/2031, les exigences de surveillance sur le territoire métropolitain portent sur :

- les organismes de quarantaine de l'Union (OQ), susceptibles d'avoir des impacts économiques, environnementaux et/ou sanitaires inacceptables pour l'UE. Leur liste est établie en se fondant sur des critères précis listés en annexe I, section 1 du règlement ;
- parmi ceux-ci, les organismes de quarantaine prioritaires (OQP), susceptibles d'avoir en cas d'introduction l'incidence économique « la plus grave » pour le territoire de l'Union. Leur liste est établie en se fondant sur l'annexe I, section 2 du règlement. Des ressources spécifiques sont mobilisées pour les combattre, ce qui implique des obligations plus importantes que pour les simples OQ pour les autorités compétentes, les opérateurs professionnels et les particuliers ;
- les organismes de quarantaine de zone protégée (OQZP), pour lesquels ne sont protégées que certaines zones du territoire de l'UE, étant établi qu'ils sont déjà présents sur le territoire de l'UE mais absents de la zone protégée.

Par ailleurs, certains organismes nuisibles font l'objet de mesures nationales ou de l'Union qui peuvent imposer une obligation de surveillance sur l'ensemble du territoire ou dans des zones particulières.

Conformément à la réglementation en place dans chaque EPOM, les exigences de surveillance sur leurs territoires portent sur :

- les organismes de quarantaine de chaque EPOM, susceptibles d'avoir des impacts économiques, environnementaux et/ou sanitaires inacceptables pour les EPOM;
- parmi ceux-ci, les organismes de quarantaine prioritaires (OQP), susceptibles d'avoir en cas d'introduction l'incidence économique « la plus grave » pour les EPOM. Pour rappel, **un OQP est un OQ pour lequel un PISU a été rédigé (L271-5, 4° du CRPM)**. Des ressources spécifiques sont mobilisées pour les combattre, ce qui implique des obligations plus importantes que pour les simples OQ pour les autorités compétentes, les opérateurs professionnels et les particuliers ;
- les organismes de quarantaine de zone protégée (OQZP), pour lesquels ne sont protégées que certaines zones d'un EPOM, étant établi qu'ils sont déjà présents sur l'EPOM mais absents de la zone protégée.

2.5 Processus et parties prenantes

En métropole, la SORE détaillée dans cet ordre de méthode-ordre de service d'inspection constitue la surveillance officielle des organismes nuisibles cités au paragraphe précédent (dont la liste détaillée se trouve en annexe 1.1), dont la politique est élaborée par le bureau de la santé des végétaux et validée par le Directeur général de l'Alimentation. Sa mise en œuvre est confiée aux services déconcentrés de l'État en région (Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt – service régional de alimentation⁴) qui peuvent la déléguer aux organismes à vocation sanitaire reconnus.

Les parties prenantes de la surveillance sont les autorités compétentes (au sens du règlement 2017/625), leurs délégataires, les producteurs ou revendeurs de végétaux et leurs associations ayant une compétence sanitaire, les communes, les parcs, les propriétés privées (forêt, infrastructures industrielles, etc.), les laboratoires, les experts scientifiques d'INRAE et de l'ANSES.

La Plateforme d'épidémiosurveillance en santé végétale (Plateforme ESV) apporte à la DGAL, dans le respect de son programme de travail, un appui méthodologique, scientifique et technique, qui peut notamment porter sur l'amélioration du dispositif de la SORE ou sur la valorisation des données collectées.

Dans les EPOM, la SORE détaillée dans cette note constitue la surveillance officielle des organismes nuisibles cités au paragraphe précédent et détaillée en annexe 1.1, dont la politique est élaborée par les SALIM. Le BSV a un rôle d'appui dans l'élaboration des stratégies de surveillance : un cadre pour le plan de surveillance est annexé à cette méthode chapeau. Sa mise en œuvre est confiée aux services déconcentrés de l'État en région (Direction de l'Alimentation, de l'agriculture et de la forêt – service

de l'alimentation⁵) qui peuvent la déléguer aux organismes à vocation sanitaire reconnus.

Les parties prenantes de la surveillance sont les autorités compétentes, leurs délégataires, les producteurs ou revendeurs de végétaux et leurs associations ayant une compétence sanitaire, les communes, les parcs, les propriétés privés (forêt, infrastructures industrielles, etc.), les laboratoires, les experts scientifiques de l'INRAE, du CIRAD et de l'ANSES.

La Plateforme d'épidémiosurveillance en santé végétale (Plateforme ESV) apporte à la DGAL, dans le respect de son programme de travail, un appui méthodologique, scientifique et technique, qui peut notamment porter sur l'amélioration du dispositif de la SORE ou sur la valorisation des données collectées.

3 Organisation de la surveillance

3.1 Filières et concepts

Afin d'organiser efficacement la surveillance d'un nombre important d'ORE, les plans de surveillance sont regroupés par filière, elles-mêmes ventilées en sous-filières et cultures. Les détails de cette structuration figurent en Annexe 11.7. Dans chacune des filières, les concepts définis en partie 1 sont spécifiés et utilisés.

Pour respecter les exigences réglementaires et définir des objectifs cohérents et adaptés à la surveillance de l'ensemble des ORE, trois groupes d'objectifs sont constitués au niveau national (voir la Figure 3: Groupes d'objectifs pour les ORE dans le champ de la SORE) [ainsi que pour les EPOM \(voir la Figure 3 bis : Groupes d'objectifs pour les ORE dans le champ de la sore pour les EPOM\)](#).

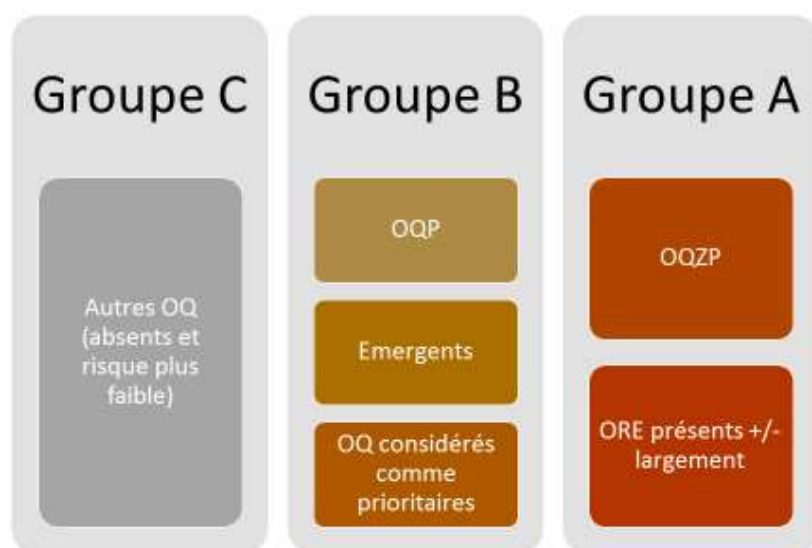


Figure 3: Groupes d'objectifs pour les ORE dans le champ de la SORE nationale

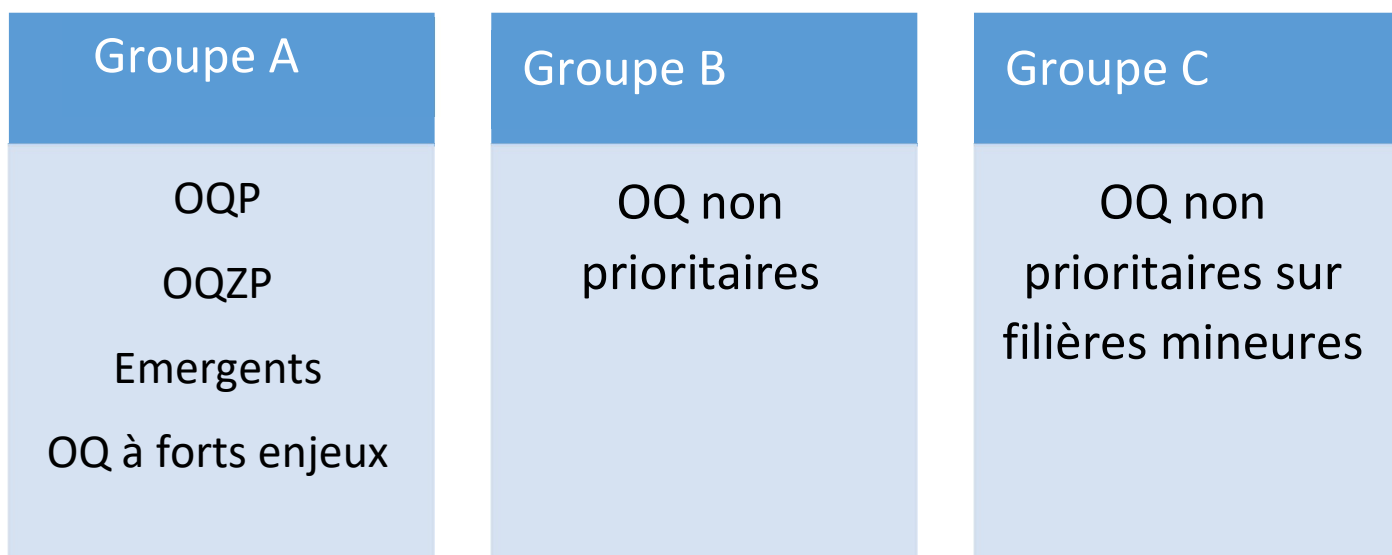


Figure 3 bis : Groupes d'objectifs pour les ORE dans le champ de la SORE pour les EPOM

Pour la métropole : Le groupe A comprend les ORE pour lesquels des objectifs différenciés de surveillance doivent être formulés en fonction de la région, soit parce qu'ils sont présents sur une partie non-négligeable du territoire, soit parce qu'ils font l'objet d'une zone protégée sur au moins une partie du territoire. Ces ORE peuvent être considérés comme particulièrement à risque en raison de leur présence *a minima* sur le territoire de l'Union européenne, et l'objectif de détection précoce doit être recherché dans les zones exemptes (*design prevalence* fixée à 1 % voire moins, pour un niveau de confiance de 95 %).

Le groupe B représente le cœur de la SORE, puisqu'il regroupe les organismes de quarantaine prioritaires, les émergents (faisant l'objet de mesures au niveau national ou communautaire), ainsi que quelques organismes de quarantaine « considérés comme prioritaires » au niveau national, dont la liste est établie par le groupe de suivi de la SORE et validée par la DGAL. Les critères d'appartenance à ce groupe sont à la fois la probabilité d'introduction (risque) et le risque d'impacts économiques, sociaux ou environnementaux (vulnérabilité). L'objectif de détection précoce vaut également pour ce groupe (*design prevalence* fixée uniformément à 1 % pour un niveau de confiance de 95 %).

Le groupe C rassemble les organismes de quarantaine n'appartenant ni au groupe A ni au groupe B, pour lesquels des exigences réglementaires de surveillance s'appliquent mais sur lesquels les efforts ne doivent pas porter en priorité, car ils sont considérés comme peu prioritaires. L'objectif de la SORE est, pour ces ORE, de prouver le statut exempt du territoire.

Pour les EPOM : Le groupe A comprend les OR pour lesquels des objectifs de surveillance selon les EPOM peuvent être différenciés, soit parce qu'ils sont présents sur une partie non-négligeable du territoire, ou sur un territoire proche, soit parce qu'ils font l'objet d'une zone protégée sur au moins une partie du territoire. Ces ORE peuvent être considérés comme particulièrement à risque et doivent

faire l'objet d'une surveillance annuelle. L'objectif de détection précoce doit être recherché dans les zones exemptes (*design prevalence* fixée à 1 % voire moins, pour un niveau de confiance de 95 %).

Le groupe B représente les organismes de quarantaine non prioritaires mais dont une surveillance pluriannuelle doit être réalisée afin de vérifier leur absence sur le territoire de l'EPOM. La liste de ces organismes est établie par le groupe de suivi de la SORE de l'EPOM concernée et validée par la DGAL. Les critères d'appartenance à ce groupe sont à la fois la probabilité d'introduction (risque) et le risque d'impacts économiques, sociaux ou environnementaux (vulnérabilité).

Le groupe C rassemble les organismes de quarantaine n'appartenant ni au groupe A ni au groupe B, pour lesquels des exigences réglementaires de surveillance s'appliquent mais sur lesquels les efforts ne doivent pas porter en priorité, car ils sont considérés comme peu prioritaires. L'objectif de la SORE est, pour ces ORE, de prouver le statut exempt du territoire via une surveillance générale.

3.2 Échelon central

La DGAL est gestionnaire du dispositif. En métropole, elle en assure la réglementation, la publication des instructions et méthodes, la planification du budget tant que le seul programme 206 finance la SORE, l'attribution des ressources humaines et financières, l'organisation des systèmes d'information, l'offre de formation pour les agents des services centraux et déconcentrés et pour le personnel des délégataires (voir la section 7), en lien avec les différentes parties prenantes.

L'animation du dispositif est assurée par le Bureau de la santé des végétaux (bsv.sdspv.dgal@agriculture.gouv.fr) avec l'appui du réseau d'expertise de la DGAL.

La DGAL apporte un appui aux DAAF dans l'élaboration du dispositif dans les EPOM. Elle en assure la planification du budget tant que le seul programme 206 finance la SORE, l'attribution des ressources humaines et financières, l'organisation des systèmes d'information, l'offre de formation pour les agents des services centraux et déconcentrés et pour le personnel des délégataires (voir la section 7), en lien avec les différentes parties prenantes.

L'animation du dispositif est assurée par le Bureau de la santé des végétaux (bsv.sdspv.dgal@agriculture.gouv.fr) avec l'appui du réseau d'expertise de la DGAL.

3.3 Echelon régional

La DRAAF ou DAAF est gestionnaire du dispositif au niveau de chaque région. Elle anime le réseau local des parties prenantes en s'assurant que les intervenants de terrain sont informés de ce qui est attendu de leur part, et assure la restitution des informations à l'échelon central. Elle assure également la conformité du cadre réglementaire des actions et de leur financement. La DRAAF ou DAAF planifie les actions, y compris les processus d'inspection, en s'appuyant sur ses propres ressources ou par délégation à un OVS. Durant la période de validité des conventions quinquennales de délégation conclues pour la période 2020-2024 (selon le modèle prévu par l'instruction technique DGAL/SDQSPV/2019-863), dans un objectif de continuité des missions par rapport aux campagnes précédentes et pour éviter toute déstabilisation, les actions SORE ne peuvent être déléguées à un OVS qu'en étant couvertes par la portée d'accréditation ISO/CEI 17020. Cependant, dans la mesure où la réglementation européenne n'exige pas l'accréditation du délégataire pour les autres activités

officielles, à l'avenir cette condition est susceptible d'être levée, sous réserve qu'un processus adéquat soit mis en place notamment en matière de contrôle technique des délégataires. Lorsqu'un foyer est confirmé, la DRAAF [ou DAAF](#) est par ailleurs responsable de sa gestion, incluant l'adaptation de la SORE conformément aux PNISU [ou PISU](#).

En Corse, l'organisation comporte une spécificité : l'échelon départemental des services de l'État (Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations – DDETSP) planifie et organise les contrôles dans les deux départements. Le SRAL est chargé de la coordination régionale de ces contrôles.

Le contrôle de la délégation doit être réalisé conformément à la note de service DGAL/SDSPA/2019-526.

La planification régionale doit permettre de couvrir les ORE du groupe A de façon adéquate au territoire, et de respecter les exigences réglementaires pour le groupe B. Dans les régions les plus exposées, les ORE du groupe C doivent le cas échéant faire l'objet d'une surveillance spécifique. Dans les autres régions, les mutualisations avec les visites programmées dans le cadre de la surveillance des ORE des groupes A et B doivent être privilégiées.

[Dans chaque EPOM, la DAAF assure la publication de son plan SORE. Un modèle de plan se trouve en annexe 11.8. Le plan SORE-EPOM est soumis, pour avis et validation, au Bureau Santé des Végétaux avant publication.](#)

3.4 Programmation nationale annuelle

La programmation annuelle de la SORE pour l'année N doit être réalisée au niveau national **avant le 30 septembre de l'année N-1**. Elle désigne la prescription du nombre d'unités épidémiologiques à visiter, de pièges à poser et/ou de prélèvements asymptomatiques à réaliser par région et par culture. Cette programmation figure en annexe du présent ordre de méthode-[ordre de service d'inspection](#) ; elle est élaborée et mise à jour [sous la responsabilité du Bureau de la santé des végétaux](#), avec l'appui du comité de suivi prévu au paragraphe 7.2. Des ajustements au cours de l'année pourront être effectués en fonction de mises à jour de l'analyse de risque et de l'actualité phytosanitaire.

La totalité des données relatives aux prospections menées durant l'année N doit être renseignée dans les meilleurs délais et dans tous les cas **avant le 15 janvier de l'année N+1**, conformément à l'annexe 11.5 de cet ordre de méthode.

Cette programmation anticipée est nécessaire afin de s'assurer

- que tous les organismes nuisibles réglementés ou émergents feront bien l'objet d'une surveillance officielle à l'année N ou, dans le cas de programmes de surveillance pluriannuels, d'un niveau de surveillance adéquat sur une période réglementaire de 5 ans ;
- que les modalités de surveillance sont adaptées à l'analyse du risque posé par ces organismes nuisibles et aux exigences des bilans demandés par la Commission européenne ;
- que les moyens nationaux dévolus à la mise en œuvre de cette surveillance sont adaptés ;
- que les moyens régionaux sont adéquats, et le cas échéant de pouvoir les moduler lors des dialogues de gestion ;
- que les dossiers de demande de cofinancement pour les activités de surveillance déposés par

le Bureau de la santé des végétaux auprès de la Commission européenne sont cohérents et bien dimensionnés.

Pour les EPOM, cette programmation anticipée, à l'initiative de la DAAF en concertation avec la DGAL, est nécessaire afin de s'assurer :

- que tous les organismes nuisibles réglementés ou émergents feront bien l'objet d'une surveillance officielle à l'année N ou, dans le cas de programmes de surveillance pluriannuels, d'un niveau de surveillance adéquat sur une période de 5 ans ;
- que les modalités de surveillance sont adaptées à l'analyse du risque posé par ces organismes nuisibles;
- que les moyens nationaux dévolus à la mise en œuvre de cette surveillance sont adaptés ;
- que les moyens au niveau de l'EPOM sont adéquats, et le cas échéant de pouvoir les moduler lors des dialogues de gestion.

3.5 Programmation régionale

Le déploiement effectif de la surveillance programmée au niveau national conformément au paragraphe 3.4, c'est-à-dire la sélection et la planification des sites à visiter et des dates des actions (examen visuel, relevé de pièges et/ou collecte d'échantillons en vue d'analyses), est confié à l'échelon régional (SRAL ou SALIM), qui la met en œuvre ou délègue en partie sa mise en œuvre conformément au présent ordre de méthode-ordre de service d'inspection, particulièrement au paragraphe 4.2.

3.6 Plans d'initiative régionale

En plus du socle obligatoire de surveillance officielle faisant l'objet d'une programmation annuelle, le renforcement régional de la surveillance d'un organisme nuisible particulier est possible à l'initiative du service régional (SRAL ou SALIM). Sa programmation doit être établie avant le **30 septembre de l'année N-1** pour les raisons listées au paragraphe 3.4, et en particulier assurer la cohérence de l'ensemble du dispositif de surveillance. Tout renforcement doit faire l'objet d'une consultation préalable du bureau de la santé des végétaux par le SRAL ou le SALIM.

4 Modalités de surveillance

4.1 Dispositions générales

Plusieurs activités (contrôles officiels ou autres activités officielles) contribuent à établir la situation phytosanitaire du territoire relativement aux organismes réglementés ou émergents. Il faut distinguer :

- Dans le champ de la SORE :
 - les prospections de repérage, visant à confirmer l'absence d'un organisme nuisible donné ;
 - les prospections de délimitation, visant à délimiter des zones (zone infestée et zone tampon) suite à une confirmation officielle de présence d'un organisme nuisible dans une zone où sa présence n'était pas connue ;
- Dans le champ de la gestion de foyer :
 - les prospections de suivi, visant à vérifier les caractéristiques d'une population établie d'un

organisme nuisible dans une zone, et ainsi, notamment, à documenter dans la durée l'efficacité des méthodes de lutte officielles ;

- Dans le champ des contrôles officiels et autres activités officielles en santé des végétaux, les examens visuels, relevés de pièges, collectes d'échantillons en vue de la réalisation d'analyses, qui sont prévus
 - dans le cadre de l'autorisation des opérateurs professionnels à délivrer des passeports phytosanitaires ;
 - dans le cadre de l'autorisation des opérateurs professionnels à apposer la marque NIMP15 sur du matériel en bois ;
 - dans le cadre de la certification à l'exportation ;
 - dans le cadre des contrôles à l'import.

Cette section décrit les modalités de surveillance pour les prospections de repérage et de délimitation, qui peuvent inclure des actions SORE d'examen visuel, de collecte d'échantillons (y compris résultant du piégeage) et la réalisation d'analyses. Ces mêmes modalités (déclinées techniquement dans les ordres de méthode filière et/ou les fiches de reconnaissance) peuvent être utilisées dans le cadre de certains contrôles officiels ou d'autres activités officielles cités ci-dessus.

La surveillance est planifiée par filière culturale, chaque filière faisant l'objet d'un ordre de méthode spécifique (« instruction-filière »). Cet ordre de méthode précise notamment la stratégie de surveillance retenue, qui doit permettre de combiner la surveillance de différents ORE, dans un souci d'efficacité. La liste des filières retenues et des ordres de méthode afférents est dressée en annexe du présent ordre de méthode-ordre de service d'inspection. Une filière culturale désigne ici un ensemble de lieux ayant pour point commun qu'ils comportent un même type de végétaux ou produits végétaux.

Les sites de mise en circulation de végétaux qui font l'objet de processus d'inspection relatifs au passeport phytosanitaire (PP) sont exclus de ce découpage : tous les examens visuels et collectes d'échantillons réalisés sur ces sites sont rattachés, en termes de traçabilité et d'archivage, au PP. En effet, l'apposition du PP ne peut être effectuée que lorsqu'il est établi que le matériel concerné est exempt d'organismes nuisibles réglementés, en particulier d'ORE y compris, le cas échéant, d'ORNQ (règlement 2016/2031/UE, article 85). Les examens effectués par l'autorité compétente dans l'environnement immédiat du lieu de production des végétaux, produits végétaux ou autres objets concernés par le PP constituent quant à eux des actions SORE, qui doivent être tracées et archivées comme telles tout en étant systématiquement associées au(x) numéro(s) d'enregistrement de l'(des) opérateur(s) professionnel(s) concerné(s). Ces données doivent pouvoir être échangées de façon systématique avec les autres autorités compétentes en charge de la délivrance du PP.

Les sites de mise en circulation de végétaux qui pourraient faire l'objet de processus d'inspection relatifs au passeport phytosanitaire EPOM (PP-EPOM), en cas de mise en place de ce dispositif dans les EPOM, sont exclus de ce découpage : tous les examens visuels et collectes d'échantillons réalisés sur ces sites sont rattachés, en termes de traçabilité et d'archivage, au PP-EPOM. En effet, l'apposition du PP-EPOM ne peut être effectuée que lorsqu'il est établi que le matériel concerné est exempt d'organismes nuisibles réglementés comme cela sera indiqué dans les annexes des futurs arrêtés des

EPOM. Le cas échéant, cela fera l'objet d'une instruction spécifique.

Les modalités de contrôle de végétaux et autres objets (examen visuel, collecte d'échantillon, identification) sont précisées dans les instructions-filière sous forme de fiches techniques par modalités de surveillance (« fiches protocole ») ou organisme nuisible (« fiches de reconnaissance », voir sections 5 et 7.1).

Afin de maximiser la probabilité de détection, les examens visuels et les collectes d'échantillons doivent être conduits durant la période la plus propice, conformément aux instructions données dans chaque instruction-filière ou fiche de reconnaissance, le cas échéant.

Pour les cas où l'échantillonnage porte sur du matériel asymptomatique, cela est mentionné dans l'instruction-filière et dans la fiche de reconnaissance.

Selon la zone et la modalité de surveillance, la pose de pièges peut être réalisée en complément de l'examen visuel pour renforcer la probabilité de détection. Les éléments pertinents concernant l'entomologie, les maladies vectorielles et les types de pièges sont explicités dans les fiches de reconnaissance et dans une instruction technique transversale sur le piégeage.

Les méthodes d'inspection sont constituées par les instructions-filière, les fiches de reconnaissance et autres instructions techniques qui complètent cet ordre de méthode-ordre de service d'inspection. Leur processus de validation et de mise à jour sont décrits dans la section 7 de ce document.

4.2 Prospections de repérage

La surveillance programmée en zone exempte a pour objectif de vérifier le maintien de ce statut. Étant entendu qu'il est méthodologiquement impossible de « prouver l'absence » d'un organisme nuisible sur un territoire, cette surveillance doit s'appuyer sur un dispositif de détection précoce des éventuels foyers qui tendent vers l'exhaustivité. Elle doit donc chercher à minimiser la probabilité de ne pas avoir découvert un foyer, s'il en existait un dans la zone, sur un pas de temps donné (1 an pour les OQP, OQZP et organismes nuisibles émergents, 5 ans pour les OQ).

Cette surveillance doit viser, en priorité, les espèces végétales hôtes des ORE, notamment celles d'importance économique et/ou situées dans des zones géographiques les plus à risque (régions à climat favorable ou débouchés de voies d'entrée identifiées par l'analyse de risque phytosanitaire), ainsi que les zones agricoles ou artificialisées potentiellement exposées. Cependant, la surveillance ne doit pas négliger les produits végétaux ou autres objets susceptibles de porter ou de disséminer des organismes nuisibles, selon les cas (bois, vecteurs, etc.). Les DRAAF/SRAL ou DAAF/SALIM pourront le cas échéant établir leur analyse de risque en s'appuyant sur les sources listées en 2.2, selon les lignes directrices définies en 11.6 ou, spécifiquement, en annexe de la ou des instructions-filière pertinentes.

En fonction de l'actualité phytosanitaire de chaque région ou EPOM, la surveillance de certains organismes nuisibles pourra être renforcée par des instructions ponctuelles et dans le cadre des dialogues de gestion.

4.3 Prospections de délimitation et de suivi

Après détection d'un ORE dans une zone présumée exempte une enquête épidémiologique doit être menée afin de déterminer s'il s'agit d'un foyer, c'est-à-dire d'une population établie de l'ORE nécessitant la délimitation d'une zone et l'application des mesures de gestion de foyer. Il appartient

au SRAL, [ou SALIM](#), en coordination avec le bureau de la santé des végétaux, de [réaliser ou de faire réaliser](#) les prospections de délimitation permettant d'évaluer l'étendue du foyer. Il faut noter que la première détection d'un ORE dans une zone ne correspond pas, en général, à la source de l'introduction ni au centre de la zone effectivement infestée. L'enquête épidémiologique en cas de foyer inclut la recherche de la source et du moyen d'introduction ; si celle-ci peut être identifiée, ou qu'une hypothèse d'introduction jugée probable par le SRAL, [ou le SALIM](#), et le bureau de la santé des végétaux peut être formulée. Dans ce cas, il est impératif de poursuivre l'enquête dans tous les lieux appropriés [en tenant compte des caractéristiques de l'ORE détecté](#), y compris dans d'autres régions ou Etats membres, sous la coordination du bureau de la santé des végétaux, pour identifier tous les autres événements d'introduction ayant pu survenir en lien avec cette source.

Lorsqu'un foyer est confirmé, les mesures de gestion de foyer (spécifiées dans les PNISU [et/ou prises en application de la réglementation européenne et nationale](#)) s'appliquent et prennent le relai de la SORE. Elles incluent des prospections obligatoires à mettre en œuvre localement, ainsi que, le cas échéant, la surveillance à maintenir une fois que le foyer est officiellement considéré comme clôturé (*surveillance active post-foyer*).

Il convient en particulier d'établir une cartographie de la zone délimitée, avec un recensement des références cadastrales et des opérateurs professionnels (et le cas échéant des autres détenteurs de végétaux), afin d'ajuster la pression de surveillance.

Par ailleurs, d'autres actions peuvent être menées dans les zones délimitées :

- renforcement de la surveillance événementielle : une communication spécifique à destination des producteurs, des détenteurs de végétaux et des personnes concernées est réalisée pour les sensibiliser au risque de contamination et leur apporter les connaissances nécessaires pour qu'ils puissent signaler d'éventuelles suspicions de contamination ;
- en fonction du contexte épidémiologique, des actions SORE et d'autres activités officielles peuvent être réalisées ou déléguées par les DRAAF/SRAL (cf. PNISU) [ou DAAF/SALIM](#).

4.4 Cas particulier des zones protégées

Au sein d'une zone protégée (définie à l'article 34 du règlement 2016/2031), un organisme de quarantaine précis (appelé « organisme de quarantaine de zone protégée », abrégé en OQZP) n'est pas présent alors qu'il l'est sur le territoire de l'Union européenne. Les zones protégées font l'objet de prospections de repérage annuelles, dont l'objectif est de garantir le statut exempt de la zone vis-à-vis de l'OQZP.

L'objectif de la délimitation des zones protégées est de les protéger vis-à-vis de l'introduction des OQZP dans ces zones exemptes, en interdisant la circulation de certains végétaux susceptibles d'être porteurs de l'OQZP. Les végétaux concernés peuvent néanmoins être autorisés à la circulation sous condition du respect d'exigences particulières (attestée par un PP-ZP), ou pour des raisons de recherche.

[Au sein d'une zone protégée \(définie conformément à l'article L271-7 du CRPM\), un organisme de quarantaine précis \(appelé « organisme de quarantaine de zone protégée », abrégé en OQZP\) n'est pas présent dans une zone alors qu'il est présent dans une autre. Les zones protégées font l'objet de prospections de repérage annuelles, dont l'objectif est de garantir le statut indemne de la zone vis-à-vis de l'OQZP.](#)

L'objectif de la délimitation des zones protégées est de les protéger vis-à-vis de l'introduction des OQZP dans ces zones indemnes, en interdisant la circulation de certains végétaux susceptibles d'être porteurs de l'OQZP. Les végétaux concernés peuvent néanmoins être autorisés à la circulation sous condition du respect d'exigences particulières (attestée par un PP-EPOM-ZP), ou pour des raisons de recherche.

En annexe 11.8 de cet ordre de méthode, le statut « OQZP » ainsi que la ZP correspondante est précisé pour les ZP françaises.

4.5 Cas particulier de l'environnement de sites d'opérateurs professionnels apposant un PP

Le paragraphe suivant ne concerne pas les DROM.

Une surveillance de l'environnement est requise pour certains sites de productions de certains végétaux, lorsque les opérateurs professionnels souhaitent les faire circuler dans l'Union européenne ou spécifiquement vers certaines ZP. Cette surveillance constitue bien une action SORE, conformément au paragraphe 4.1 de cet ordre de méthode. Les détails des sites et ORE concernés figurent dans les instructions-filière.

4.6 Modalités de prélèvement

Les prélèvements à réaliser (espèces, échantillons biologiques à collecter, modalités de prélèvement, de conditionnement et de conservation) sont précisés dans les instructions-filières et les fiches de reconnaissance pertinentes.

Les consignes générales relatives aux échantillons et leur acheminement, à défaut d'instructions spécifiques, sont réunies dans la note de service DGAL/SDQSPV/N2013-8175. Des conseils complémentaires et actualisés sont fournis par les laboratoires nationaux de référence. Elles peuvent être consultées à l'adresse suivante :

<https://www.anses.fr/fr/content/activit%C3%A9s-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-du-laboratoire-de-la-sant%C3%A9-des-v%C3%A9g%C3%A9taux-0>

Conformément à l'article R.250-2 du CRPM, les échantillons prélevés sont placés par l'inspecteur sous scellé porteur d'un numéro d'ordre unique, lors de l'opération de prélèvement. Si le protocole de surveillance prévoit que le scellé doit être ouvert pour préparer l'échantillon avant envoi au laboratoire pour analyse officielle (ajustement du poids de l'échantillon, tri d'insectes capturés, etc.), cette ouverture ne peut se faire que sous la responsabilité de l'agent qui a réalisé le prélèvement, et la traçabilité entre le nouveau scellé qui est apposé suite à cette opération et celui qui avait été apposé lors de l'opération de prélèvement doit être garantie. Le détenteur des végétaux, produits végétaux ou autres objets prélevés doit être identifié. En cas d'impossibilité avérée à identifier le détenteur, l'inspecteur doit lui substituer la mairie de la commune où le prélèvement a été réalisé. Un procès-verbal de prélèvement doit être établi et le détenteur doit être invité à le signer. En cas de refus ou d'absence, une mention doit être ajoutée. Une copie du procès-verbal est laissée au détenteur. Les échantillons prélevés ne donnent lieu à aucun remboursement.

Par ailleurs la liste des laboratoires agréés du Ministère de l'agriculture est tenue à jour à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/laboratoires-agrees-en-sante-des-vegetaux>

Les analyses à réaliser, les standards pour leur qualité et l'interprétation de leurs résultats, sont précisés dans les fiches de plan d'analyse qui seront établies en lien avec les laboratoires nationaux de référence. Ces informations seront par ailleurs paramétrées par le Bureau de la santé des végétaux dans RESYTAL à partir du déploiement de l'application Prélèvements & analyses, qui permettra d'assurer la traçabilité des échantillons du préleveur au laboratoire et de centraliser les résultats d'analyses.

Les échantillons prélevés sont accompagnés d'un code d'identification édité *via* Phytopass2 ou géré au niveau régional, mais en tout cas obligatoirement alphanumérique (composé uniquement de lettres et de chiffres, à l'exclusion de tout autre caractère ou espace) unique, ainsi que d'une fiche de demande d'analyse conformément à la note de service DGAL/SDQPV/N2006-8131.

Il est fortement recommandé de préciser si le végétal ou le produit végétal présente des symptômes ou non (saisie « oui » ou « non »). Cette modalité permet d'alimenter les connaissances sur le comportement du nuisible en fonction des espèces hôtes, et en particulier d'améliorer la détection des infections à l'aide de l'examen visuel.

Dans le cas de forte suspicion de présence d'ORE dans un échantillon prélevé dans une zone réputée exempte (possibilité de *première détection*), le laboratoire doit être averti par téléphone et par e-mail de l'envoi, afin de préparer sa réception et la réalisation rapide des analyses.

Les résultats positifs sont rendus par les laboratoires au SRAL, [ou au SALIM](#), et, le cas échéant, au délégataire lorsqu'il a réalisé l'inspection. Les résultats négatifs peuvent être rendus à la structure qui a réalisé l'inspection uniquement ou bien également au SRAL [ou au SALIM](#), selon les indications de la fiche de demande d'analyse.

En cas de première détection d'ORE dans une zone réputée exempte, le SRAL, [ou le SALIM](#), concerné doit systématiquement en informer le Bureau de la santé des végétaux dans les meilleurs délais, selon les modalités prévues par le PNISU principes généraux.

4.7 Conduite à tenir en cas de refus d'inspection

Lorsqu'un opérateur professionnel ou détenteur de végétaux refuse à l'inspecteur (qu'il s'agisse d'un agent de l'Etat ou d'un délégataire) l'accès à ses locaux, parcelles ou installations – en dehors des locaux à usage d'habitation –, il convient :

- En premier lieu, de s'assurer que les finalités de l'inspection sont bien comprises par l'opérateur (se référer à l'annexe 11.2 du présent ordre de méthode), et en particulier la valeur d'intérêt général que revêt la protection des végétaux et des ressources économiques, sociales et environnementales qui leur sont liées. L'inspecteur doit être en mesure de faire comprendre ces aspects, ainsi que d'expliquer l'analyse de risque qui a conduit à cibler l'opérateur ;
- De rappeler la loi, en l'occurrence les articles L.250-5 et L.251-7 ([L271-6 pour les DROM](#)) du Code rural et de la pêche maritime qui prévoient que les agents habilités ont accès aux locaux, parcelles, installations ou jardins pour la réalisation de leurs missions – en l'occurrence, pour leur mission de surveillance qui constitue une « autre activité officielle » (ou, le cas échéant, à l'article L.201-13 qui prévoit que les employés du délégataire légalement désigné disposent de cet accès « dans les mêmes conditions que les agents de l'Etat habilités à réaliser les contrôles et autres activités ainsi déléguées ») ;

- D'indiquer qu'en cas de maintien du refus d'inspection par l'opérateur, l'accès pourra néanmoins être autorisé par ordonnance du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire dans le ressort duquel sont situés les lieux à visiter (sur ce point, se référer aux modalités prévues par l'article L.206-1 du Code rural et de la pêche maritime) ;
- D'indiquer enfin que le fait de faire obstacle ou de refuser l'assistance ou la coopération aux inspecteurs est puni par la loi de 15 000 € d'amende et de six mois d'emprisonnement (article L.205-11 du Code rural et de la pêche maritime). Si le professionnel ne revient pas sur sa position, il convient d'en informer le procureur sans délai, conformément à l'article 40 du code de procédure pénale.

Ces rappels sont faits par écrit et l'inspecteur doit quitter les lieux sans prendre de risque.

Si des difficultés particulières sont anticipées ou rencontrées sur le terrain lors d'inspections déléguées, le SRAL peut convenir en début de campagne avec son délégataire que ces rappels réglementaires soient faits uniquement par le SRAL.

5 Résultats de la surveillance

5.1 Situation du territoire

Le résultat de la SORE est constitué par la mise à jour de la situation des ORE dans l'ensemble des zones sous surveillance. Pour les ORE initialement absents, il peut être soit le maintien du statut exempt du territoire ou d'une zone du territoire, soit la suspicion puis la confirmation de la présence de l'ORE auquel cas les mesures adéquates doivent être prises sans délai, qu'il s'agisse d'une interception ou d'un foyer. Le statut des ORE sur un territoire s'exprime à l'aide des termes de la [NIMP 8](#) et aussi, lorsque les prospections sont fondées sur une base statistique (voir section 3.1), à l'aide d'un niveau de confiance (*confidence level*, dont la cible est généralement fixée à 95 %) et d'un niveau de détection (*design prevalence*, dont la cible est généralement fixée à 1 %).

5.2 Suspicion

Dès lors qu'un ORE ou des signes de présence d'un ORE sont observés lors d'une action SORE dans une zone où la présence de cet ORE n'avait pas été constatée jusqu'alors, on considère que l'on a une suspicion de présence de l'ORE et il faut donc dans tous les cas procéder à une confirmation officielle, ce qui nécessite de réaliser un prélèvement qui donnera lieu à une analyse officielle. Des mesures phytosanitaires peuvent être prises en l'attente de la confirmation officielle (voir 5.3), conformément à l'article 10 du règlement 2016/2031, [ou L271-5 du CRPM, 3°](#). Le référentiel des signes devant conduire l'inspecteur à une suspicion de présence et donc à la réalisation d'un prélèvement sur la base d'une observation de symptômes ou de signes de présence est précisé pour chaque ORE dans sa fiche de reconnaissance.

Le PNISU principes généraux précise les cas et les modalités dans lesquels une suspicion doit être signalée à la DGAL.

5.3 Consignation

En métropole, conformément à l'article R.251-10 du CRPM (une [adaptation sera prévue pour les EPOM, par voie de décret](#)), en cas de suspicion de présence d'un ORE, des végétaux, produits végétaux ou autres objets peuvent être consignés un mois, renouvelable autant que nécessaire. La consignation s'apprécie en fonction de l'organisme nuisible et d'une analyse de risque ; des critères sont donnés dans le PNISU principes généraux. La consignation empêche la commercialisation, la distribution à titre

gracieux, le mouvement ou l'utilisation des lots de végétaux, produits végétaux ou autres objets pour lesquels un ou des organismes de quarantaine ou des symptômes liés à un ou des organismes de quarantaine ont visuellement été constatés en l'attente des résultats d'analyse officielle et/ou de l'intervention de l'autorité administrative (SRAL ou SALIM).

5.4 Confirmation de cas positif et déclenchement de mesures conservatoires

En application de l'article R.200-1 du CRPM, la confirmation officielle de la présence d'un organisme de quarantaine ne peut reposer que sur :

- un prélèvement ou une constatation réalisée dans cadre d'un contrôle officiel ou autre activité officielle ; et
- les résultats d'une analyse officielle, *a priori* réalisée par le laboratoire national de référence (le Laboratoire de la Santé des Végétaux de l'Anses) quelle que soit la méthode officielle.

Pour toute détection d'un ORE lors d'une analyse réalisée par un laboratoire agréé par le Ministère de l'agriculture, si l'échantillon provient d'une zone reconnue exempte de l'ORE, une analyse de confirmation doit être réalisée par le LNR.

Après confirmation par le LNR, ces cas font l'objet de mesures de police sanitaire précisées le cas échéant dans les PNISU et le PNISU principes généraux, ainsi que de notifications à la Commission européenne et à l'OEPP effectuées par le Bureau de la santé des végétaux.

En cas de découverte d'ORE dans des pièges, le piégeage doit systématiquement être renforcé dans la zone concernée afin de mener au plus vite une prospection de délimitation conformément au paragraphe 4.3, et il doit impérativement être complété par un renforcement des examens visuels conduits dans la zone sur les végétaux, produits végétaux et autres objets adéquats. La fréquence de relevé des pièges prévue dans la fiche de reconnaissance de l'ORE concerné ou dans une instruction technique peut être ajustée à la durée du cycle de vie de l'ORE concerné. Les mesures de gestion de foyer s'appliquent.

5.5 Distinction entre interception ou foyer

En règle générale, la confirmation de présence ou de premier signalement d'un ORE sur le territoire national donne lieu à l'application des mesures des PNISU et doit être notifiée comme « foyer » à la Commission européenne, via l'application EUROPHYT.

Cependant, certaines circonstances peuvent conduire à traiter une présence ou un signalement comme une interception ou une incursion plutôt qu'un foyer, ce qui change la nature des mesures à prendre et permet de maintenir le statut exempt du territoire. La DGAL, en tant qu'Organisation nationale de la protection des végétaux, apprécie la distinction en fonction de l'ensemble des données dont elle dispose. Le PNISU principes généraux précise les responsabilités respectives de la DGAL et du SRAL concerné dans ce contexte.

Pour le cas des DROM,

- Il convient de vérifier que les coordonnées de la personne « contact local » sur le site de la FAO (<https://www.ippc.int/en/countries/all/list-countries/>) sont à jour, et le cas échéant de

demander sa mise à jour au Bureau de la santé des végétaux; La personne contact local est le chef du Service de l'Alimentation du DROM concerné ;

- La présence ou le premier signalement d'un organisme réglementé ou émergent doit être effectuée auprès du Bureau de la santé des végétaux par mail. Si l'organisme est réglementé, il conviendra d'indiquer la lutte envisagée et les évolutions (en cours d'éradication, en enrayement, éradiqué, ou à défaut qu'il est dérèglementé) au Bureau de la santé des végétaux. Si c'est un organisme non réglementé, détecté pour la 1ère fois sur l'EPOM, il convient aussi de le signaler. Le Bureau de la santé des végétaux relayera l'information à l'OEPP par voie officielle (selon la NIMP 8).

6 Gestion des données

6.1 Qualité des données

Sauf instruction spécifique, chaque action menée dans le cadre de la SORE est saisie sans délai sur RESYTAL dans l'application PGI. S'agissant de prélèvements, ils doivent impérativement être renseignés sur Phytopass2 ou dans le fichier harmonisé prévu par la note de service DGAL/SAS/2021-633. En tout état de cause, la saisie doit intervenir **avant le 15 janvier de l'année N+1**.

L'annexe 11.5 de cet ordre de méthode précise les modalités de saisie des données, et les instructions-filière précisent la manière de remplir les différents items de la grille d'inspection, lorsqu'il y a des spécificités.

L'auteur d'une action SORE (DRAAF/SRAL, DAAF/SALIM ou son délégataire) est chargé de mettre à jour sa conclusion en fonction des résultats du laboratoire.

6.2 Validation et traitement des données, valorisation informatique

Les données relatives à la surveillance de chaque organisme nuisible réglementé ou émergent listé en annexe de cette note (réalisation d'examens visuels, de piégeages et de prélèvements), extraites sous forme de tableau de bord mis à jour quotidiennement, sont accessibles aux auteurs des inspections dans les briques applicatives dédiées de RESYTAL (DEDAL).

La DGAL produit une synthèse annuelle, et un retour d'information vers les acteurs de terrain et nationaux dans le cadre de la Plateforme ESV. Cette synthèse est actualisée en fonction de l'évolution de la situation phytosanitaire.

6.3 Bilans réglementaires

La SORE fait l'objet de bilans annuels (avant le 30 avril de l'année N+1) à la Commission européenne et aux autres Etats membres, conformément aux articles 22, 24 et 34 du règlement santé des végétaux ainsi qu'aux éventuelles dispositions *ad hoc* contenues dans les mesures d'urgence adoptées par la Commission. Le format de ces bilans est cadré par le règlement d'exécution (UE) 2020/1231.

Par ailleurs, un rapport annuel à l'Assemblée nationale et au Sénat est prévu par l'article L.251-1 du Code rural et de la pêche maritime, couvrant l'ensemble de la surveillance biologique du territoire et donc notamment la SORE.

L'annexe 11.5 de cet ordre de méthode détaille les données qui doivent être collectées aux fins notamment de l'élaboration de ces bilans. Ces bilans sont élaborés par le bureau de la santé des végétaux, en lien avec les SRAL.

La SORE-DROM fait l'objet de bilans annuels (avant le 30 avril de l'année N+1). Par ailleurs, un rapport annuel à l'Assemblée nationale et au Sénat est prévu par l'article L.251-1 du Code rural et de la pêche maritime, couvrant l'ensemble de la surveillance biologique du territoire et donc notamment la SORE.

L'annexe 11.5 de cet ordre de méthode détaille les données qui doivent être collectées aux fins notamment de l'élaboration de ces bilans. Ces bilans sont élaborés par le bureau de la santé des végétaux, en lien avec les SALIM par extraction des données Resytal.

7 Formation et animation

7.1 Référentiel des signes de présence

Les fiches de reconnaissance des ORE sous surveillance sont produites et mises à jour au besoin par les experts, les personnes ressources de la DGAL et les agents compétents (en particulier dans les LNR), et validées par les experts, avec l'appui de la Plateforme ESV. Elles sont publiées sur internet par la Plateforme ESV à l'adresse suivante : https://plateforme-esv.fr/fiches_diagnostic. Ces fiches sont le support technique indispensable complétant le présent ordre de méthode-order de service d'inspection et les instructions-filières associées. Elles contiennent le référentiel des signes devant conduire l'inspecteur à suspecter la présence d'un ORE, mentionné en 5.2. Avec les instructions-filière et d'éventuelles autres instructions techniques adossées à cet ordre de méthode-order de service d'inspection, elles constituent les méthodes d'inspections.

La trame des fiches de reconnaissance est fournie en Annexe 11.10.

Une fois que les listes des organismes réglementées seront connus pour les EPOM, des fiches de reconnaissance seront initiées.

Des instructions spécifiques annexées aux instructions-filières (« fiches protocole »), précisent les protocoles à appliquer.

Toute personne compétente identifiant des erreurs, incohérences ou points d'amélioration possibles de ces fiches de reconnaissance ou des méthodes d'inspection en général, est invitée à les transmettre sans délai au Bureau de la santé des végétaux ainsi qu'à la personne ayant validé la fiche de reconnaissance, le cas échéant.

7.2 Comité de suivi

Un comité de suivi de la SORE est constitué et réuni au moins annuellement à l'initiative de la DGAL, qui en assure le pilotage. L'objet de ce comité est de faciliter l'échange d'informations entre les régions et de contribuer à l'amélioration continue du dispositif, notamment en révisant les indicateurs de fonctionnement, en traitant de façon harmonisée les éventuelles difficultés rencontrées, les besoins de formation, et l'actualisation de l'analyse de risque, mais aussi en veillant à l'adéquation des formations prodiguées aux inspecteurs. Par le biais de son pilote, le comité de suivi est tenu informé au fil de l'eau de tout projet de modification des méthodes d'inspection ainsi que de toute difficulté rencontrée. Dans la mesure du possible, il est associé aux éventuels arbitrages devant être pris entre deux réunions concernant l'adaptation de la surveillance.

Afin de pouvoir traiter pleinement les sujets techniques qui seront soulevés, ce comité de suivi se décline sous la forme de cellules techniques dédiés à chacune des filières, animés par les référents experts nationaux de la DGAL.

Chaque DRAAF/SRAL ou DAAF/SALIM désigne un correspondant SORE qui participe à ce groupe de suivi, *a minima* pour les filières les plus importantes localement.

Le comité de suivi de la SORE et les cellules techniques par filière prennent la forme d'un groupe de travail de la Plateforme ESV, dont les différents membres sont invités à contribuer au groupe dans la mesure des moyens qu'ils mettent à disposition.

8 Évaluation du dispositif

8.1 Pilotage du fonctionnement

Le pilotage de la mise en œuvre de la surveillance à travers le suivi, annuel ou par campagne, d'indicateurs de fonctionnement vise à permettre une analyse du fonctionnement du dispositif afin de pouvoir apporter des mesures correctrices aux dysfonctionnements éventuels. Ces indicateurs sont des outils de pilotage internes à la DGAL. Les critères/indicateurs de suivi de l'efficacité du dispositif national de surveillance seront construits et mis à jour dans le cadre des travaux du comité de suivi de la SORE.

8.2 Audit technique

Une analyse approfondie du fonctionnement et de la qualité du dispositif peut être mise en œuvre à l'initiative de la DGAL, elle est alors programmée 6 mois à l'avance.

Un audit technique global est systématiquement conduit par la DGAL sur le pas de temps pluriannuel prévu par la Commission européenne pour la surveillance des organismes de quarantaine de l'Union (5 ans aux termes du règlement 2016/2031), en vue d'alimenter la préparation de la séquence pluriannuelle suivante.

9 Ressources

9.1 Financement par le programme 206

Les actions SORE sont exclusivement financées en 2022 par le programme budgétaire 206 « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation », qu'elles soient effectuées par les SRAL, les SALIM, les délégataires, le réseau des correspondants-observateurs du DSF ou par d'autres personnes physiques.

9.2 Co-financement

Cette partie ne concerne pas les EPOM.

Le règlement (UE) 2021/690 et les actes d'exécution pris par la Commission européenne fixent le cadre dans lequel les activités de surveillance officielle en santé des végétaux peuvent être cofinancées. Le programme de travail établissant la liste des organismes nuisibles dont la surveillance lors de l'année N peut être cofinancée est adopté par la Commission au plus tard le 30 avril de l'année N-1. Les instructions-filière et la liste des ORE sous surveillance sont mises à jour annuellement en conséquence pour mettre en avant les organismes nuisibles pouvant faire l'objet de cofinancements.

Les coûts éligibles se répartissent entre l'échantillonnage (sélection et collecte d'échantillon, incluant l'examen visuel et le piégeage), les analyses et les coûts exceptionnels. Pour bénéficier du cofinancement, il est nécessaire de planifier à l'avance ces activités puis de pouvoir les tracer aussi précisément que possible (voir Annexe 11.5).

10 Liste des annexes

- Programmation annuelle nationale
- Eléments de communication sur la SORE
- Matériel
- Echantillonnage
- Saisie et utilisation des données
- Lignes directrices pour l'analyse de risque et la programmation
- Liste des filières et sous-filières
- Liste des organismes réglementés ou émergents, avec précision de leur statut et des filières concernées
- Trame d'instruction-filière
- Trame du plan SORE -EPOM
- Trame de fiche de reconnaissance

Je vous remercie de me faire part de toute difficulté que vous rencontreriez dans la mise en application de la présente instruction.

Le Directeur Général de l'Alimentation

Bruno FERREIRA

11 Annexes

11.1 Programmation annuelle nationale

Chaque type d'action SORE est associé à un code unique. Un type d'action associe systématiquement une « filière », une « culture », une « composante », une « modalité », et un ou plusieurs « organismes nuisibles ». Les tableaux suivants détaillent, par filière, le nombre d'actions SORE prescrites annuellement par région.

La description détaillée de chaque type d'action SORE prescrite se trouve dans les instructions-filières concernées. Sauf exceptions précisées dans les instructions-filières, la prescription dans les tableaux suivants :

- D'un examen visuel correspond à la visite d'un site (unité épidémiologique) donné à une date donnée pour la recherche de symptômes ou signes de présences d'ORE ;
- D'un piégeage correspond à la pose puis au relevé d'un à plusieurs pièges du même type sur un site donné (unité épidémiologique) ;
- D'un prélèvement asymptotique correspond à la réalisation d'un ou de plusieurs échantillons, selon le protocole, pour la recherche d'organisme(s) nuisible(s) spécifié(s) sur un site donné (unité épidémiologique).

En fonction de leurs résultats, la réalisation d'examens visuels et de piégeages peut donner lieu à la réalisation d'échantillons, dont le nombre ne peut pas être prescrit à l'avance.

11.1.1 Arboriculture fruitière

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G-001	Agrumes	Citrons	Examen visuel	Sur organes aériens	Oeomona hirta, Aphis citricidus, Trioza erytrae	20	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	2	0	9
PRO G-003	Agrumes	Citrons	Piégeage	Chromatique liquide	Aphis citricidus	20	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	2	0	9
PRO G-004	Agrumes	Clémentinier Oranger	Examen visuel	Sur fruits	Anastrepha ludens, Bactrocera dorsalis, Bactrocera tryoni, Bactrocera tsuneonis, Bactrocera zonata, Ceratitis rosa, Citrus leprosis viruses, Phyllosticta citricarpa, Pseudocercospora angolensis, Thaumatotibia leucotreta, Xanthomonas citri pv. aurantifolii	43	0	0	0	0	33	0	0	0	0	0	0	0	10
PRO G-005	Agrumes	Clémentinier Oranger	Examen visuel	Sur organes aériens	Aleurocanthus spiniferus, Anoplophora chinensis, Candidatus Liberibacter africanus, Candidatus Liberibacter americanus, Candidatus Liberibacter asiaticus, Citrus leprosis viruses, Lopholeucaspis japonica, Aphis citricidus, Xanthomonas citri pv. aurantifolii, Xylella fastidiosa	43	0	0	0	0	33	0	0	0	0	0	0	0	10
PRO G-007c	Agrumes	Clémentinier	Piégeage	Alimentaire Anastrepha ludens	Anastrepha ludens	20	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	3
PRO G-007b	Agrumes	Clémentinier	Piégeage	Alimentaire Bactrocera tryoni	Bactrocera tryoni	20	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	3
PRO G-007a	Agrumes	Clémentinier	Piégeage	Alimentaire Ceratitis rosa	Ceratitis rosa	20	0	0	0	0	17	0	0	0	0	0	0	0	3
PRO G-008	Agrumes	Clémentinier	Piégeage	Chromatique liquide	Aphis citricidus	15	0	0	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	2

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G-009	Agrumes	Clémentinier	Piégeage	Méthyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis, Bactrocera tsuneonis, Bactrocera zonata	21	0	0	0	0	16	0	0	0	0	0	0	0	5
PRO G-227	Agrumes	Clémentinier	Piégeage	Phéromone Thaumatotibia leucotreta	Thaumatotibia leucotreta	15	0	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-213	Agrumes	Clémentinier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	12	0	0	0	0	12	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-189	Agrumes	Oranger	Examen visuel	Sur organes aériens	Citrus tristeza virus, Eotetranychus lewisi, Oemona hirta, Homalodisca vitripennis, Aphis citricidus	5	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-190	Agrumes	Oranger	Piégeage	Chromatique liquide	Scirtothrips aurantii, Aphis citricidus	5	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-242	Agrumes	Oranger	Piégeage	Chromatique englué	Homalodisca vitripennis	5					5								
PRO G-010	Agrumes	Pamplemousse	Examen visuel	Sur organes aériens	Citrus leprosis viruses, Lopholeucaspis japonica, Oemona hirta, Pseudocercospora angolensis, Aphis citricidus, Xanthomonas citri pv. citri	5	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-011	Figuier	Figuier	Examen visuel	Sur organes aériens	Bactrocera zonata, Lopholeucaspis japonica, Xylella fastidiosa	8	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	4
PRO G-214	Figuier	Figuier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
PRO G-013	Fruits à coque	Noisetier	Examen visuel	Sur organes aériens	Anoplophora chinensis	13	2	0	0	2	0	0	0	0	0	5	2	2	0
PRO G-014	Fruits à coque	Noyer	Examen visuel	Sur organes aériens	Geosmithia morbida, Pityophthorus juglandis, Popillia japonica, Xylella fastidiosa	124	33	5	0	7	0	6	0	0	4	29	24	6	10

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G- 015	Fruits à coque	Noyer	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	25	5	2	0	2	0	2	0	0	2	4	4	2	2
PRO G- 016	Fruits à coque	Noyer	Piégeage	Phéromone Pityophthor us juglandis	Pityophthorus juglandis	74	30	3	0	3	0	0	0	0	0	20	10	3	5
PRO G- 215	Fruits à coque	Noyer	Prélèvement asymptomatiq ue	Organes aériens	Xylella fastidiosa	27	10	0	0	0	0	0	0	0	0	10	7	0	0
PRO G- 017	Fruits à noyau (dont amandie r)	Abricotier	Examen visuel	Sur fruits	Bactrocera zonata, Ceratitis quinaria	97	31	0	0	0	8	0	0	0	0	6	27	0	25
PRO G- 018	Fruits à noyau (dont amandie r)	Abricotier	Examen visuel	Sur organes aériens	Aromia bungii, Xylella fastidiosa	11 0	30	0	0	0	20	0	0	0	0	0	30	0	30
PRO G- 019	Fruits à noyau (dont amandie r)	Abricotier	Piégeage	Alimentaire Ceratitis quinaria	Ceratitis quinaria	96	30	0	0	0	7	0	0	0	0	7	27	0	25
PRO G- 020	Fruits à noyau (dont amandie r)	Abricotier	Piégeage	Alimentaire + Phéromone (Aromia bungii)	Aromia bungii	24	8	0	0	0	2	0	0	0	0	2	6	0	6
PRO G- 021	Fruits à noyau (dont	Abricotier	Piégeage	Methyl- eugenol (Bactrocera)	Bactrocera zonata	91	29	0	0	0	7	0	0	0	0	5	26	0	24

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
	amandier)																		
PRO G-216	Fruits à noyau (dont amandier)	Abricotier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	37	10	0	0	0	7	0	0	0	0	0	10	0	10
PRO G-022	Fruits à noyau (dont amandier)	Amandier	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	94	12	0	0	0	20	0	0	0	0	7	15	0	40
PRO G-217	Fruits à noyau (dont amandier)	Amandier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	30	5	0	0	0	10	0	0	0	0	0	5	0	10
PRO G-023	Fruits à noyau (dont amandier)	Cerisier	Examen visuel	Sur organes aériens	Aromia bungii, Lopholeucaspis japonica, Saperda candida, Xylella fastidiosa	165	26	13	3	11	0	12	0	4	7	10	30	9	40
PRO G-024	Fruits à noyau (dont amandier)	Cerisier	Piégeage	Alimentaire + Chromatique (Rhagoletis)	Rhagoletis indifferens	36	6	3	2	2	0	2	0	2	2	2	6	2	7
PRO G-025	Fruits à noyau (dont amandier)	Cerisier	Piégeage	Alimentaire + Pheromone (Aromia bungii)	Aromia bungii	22	3	2	0	2	0	2	0	2	2	2	2	2	3
PRO G-218	Fruits à noyau (dont	Cerisier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	30	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	10

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
	amandier)																		
PRO G-026	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Examen visuel	Sur fruits	Anastrepha ludens, Bactrocera dorsalis, Bactrocera zonata, Carposina sasakii, Ceratitis quinaria, Conotrachelus nenuphar, Thaumetobia leucotreta	165	30	0	3	6	20	6	0	4	0	16	40	6	34
PRO G-027	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Examen visuel	Sur organes aériens	Aromia bungii, Popillia japonica, Saperda candida, Xylella fastidiosa	113	30	0	0	0	20	0	0	0	0	0	30	3	30
PRO G-028b	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Piégeage	Alimentaire Anastrepha ludens	Anastrepha ludens	158	29	0	3	6	18	6	0	4	0	16	39	3	34
PRO G-028a	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Piégeage	Alimentaire Ceratitis quinaria	Ceratitis quinaria	158	29	0	3	6	18	6	0	4	0	16	39	3	34
PRO G-029	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	34	15	0	0	2	2	2	0	0	0	2	5	2	4
PRO G-030	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Piégeage	Alimentaire + Pheromone (Aromia bungii)	Aromia bungii	26	4	0	0	2	3	2	0	2	0	2	5	2	4
PRO G-031	Fruits à noyau (dont	Pêcher	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis, Bactrocera zonata	82	16	0	2	3	9	3	0	2	0	7	19	3	18

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
	amandier																		
PRO G-032b	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Piégeage	Phéromone Thaumatotibia leucotreta	Thaumatotibia leucotreta	8	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	2
PRO G-032a	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Piégeage	Phéromone Carposina sasakii	Carposina sasakii	8	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	2
PRO G-219	Fruits à noyau (dont amandier)	Pêcher	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	30	10	0	0	0	5	0	0	0	0	0	5	0	10
PRO G-033	Fruits à noyau (dont amandier)	Prunier	Examen visuel	Sur organes aériens	Anoplophora chinensis, Aromia bungii, Homalodisca vitripennis, Popillia japonica, Saperda candida, Xylella fastidiosa	160	10	9	4	6	10	30	0	7	7	30	30	7	10
PRO G-034	Fruits à noyau (dont amandier)	Prunier	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	46	15	2	0	2	2	10	0	2	2	4	3	2	2
PRO G-035	Fruits à noyau (dont amandier)	Prunier	Piégeage	Alimentaire + Phéromone (Aromia bungii)	Aromia bungii	35	3	2	2	2	3	4	0	2	2	6	4	2	3
PRO G-036	Fruits à noyau (dont	Prunier	Piégeage	Chromatique englué	Homalodisca vitripennis	78	10	4	0	3	3	10	0	2	3	18	17	3	5

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
	amandier)																		
PRO G-220	Fruits à noyau (dont amandier)	Prunier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	43	5	0	0	0	5	10	0	0	0	10	10	0	3
PRO G-037	Fruits à pépins	Poirier	Examen visuel	Sur organes aériens	Erwinia amylovora	5	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-038	Fruits à pépins	Poirier	Examen visuel	Sur fruits	Acrobasis pirivorella, Bactrocera dorsalis, Carposina sasakii	73	10	4	3	6	0	4	5	5	5	6	7	6	12
PRO G-039	Fruits à pépins	Poirier	Examen visuel	Sur organes aériens	Anoplophora chinensis, Anoplophora glabripennis, Popillia japonica, Saperda candida	20	2	0	0	2	0	2	2	2	2	2	2	2	2
PRO G-040	Fruits à pépins	Poirier	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	27	3	2	2	2	0	2	2	2	2	2	2	2	4
PRO G-041	Fruits à pépins	Pommier	Examen visuel	Sur organes aériens	Erwinia amylovora	10	0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-042	Fruits à pépins	Pommier	Examen visuel	Sur fruits	Anthonomus quadrigibbus, Bactrocera dorsalis, Carposina sasakii, Grapholita inopinata, Rhagoletis pomonella	184	18	7	13	13	0	10	12	8	18	18	23	18	26
PRO G-043	Fruits à pépins	Pommier	Examen visuel	Sur organes aériens	Anoplophora chinensis, Anoplophora glabripennis, Popillia japonica, Saperda candida	66	6	3	5	5	0	4	4	3	7	7	7	7	8
PRO G-044	Fruits à pépins	Pommier	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	49	15	10	2	2	0	5	2	2	2	2	2	2	3

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G- 045	Fruits à pépins	Pommier	Piégeage	Alimentaire + Chromatique (Rhagoletis)	Rhagoletis pomonella	18 3	17	7	13	13	0	10	12	8	18	18	24	18	25
PRO G- 046	Fruits à pépins	Pommier	Piégeage	Chromatique englué	Anthonomus quadrigibbus	37	3	2	3	3	0	2	2	2	3	4	5	3	5
PRO G- 047	Fruits à pépins	Pommier	Piégeage	Methyl- eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	25	2	2	2	2	0	2	2	2	2	2	2	2	3
PRO G- 048	Fruits à pépins	Pommier	Piégeage	Phéromone Carposina sasakii	Carposina sasakii	31	3	2	2	2	0	2	2	2	3	3	3	3	4
PRO G- 049	Olivier	Olivier	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	40 0	80	0	0	0	10 0	0	0	0	0	0	80	0	14 0
PRO G- 221	Olivier	Olivier	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	12 8	25	0	0	0	33	0	0	0	0	0	25	0	45

11.1.2 Cultures légumières et PPAMC

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-052	BTR	Carotte	Prélèvement asymptomatique	Terre	Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax	69	4	2	2	2	0	2	4	4	10	30	5	2	2
PROG-053	BTR	Salsifis	Prélèvement asymptomatique	Terre	Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax	7	0	0	2	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0
PROG-054	Cucurbitacées	Concombre	Examen visuel	Sur fruits	Spodoptera frugiperda, Dacus ciliatus, Bactrocera dorsalis	57	5	2	2	2	5	2	2	2	2	5	8	10	10
PROG-057	Cucurbitacées	Concombre	Examen visuel	Sur organes aériens	Tomato leaf curl New Delhi virus	60	5	2	2	5	5	2	2	2	2	5	8	10	10
PROG-061	Cucurbitacées	Concombre	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	27	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
PROG-209	Cucurbitacées	Concombre	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	15	2	0	0	2	2	0	0	0	0	2	2	2	3
PROG-058	Cucurbitacées	Courgette	Examen visuel	Sur fruits	Dacus ciliatus, Bactrocera dorsalis	46	2	2	2	5	2	2	2	2	2	5	5	5	10
PROG-059	Cucurbitacées	Courgette	Examen visuel	Sur organes aériens	Liriomyza sativae, Tomato leaf curl New Delhi virus	46	2	2	2	5	2	2	2	2	2	5	5	5	10
PROG-208	Cucurbitacées	Courgette	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	27	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
PROG-211	Cucurbitacées	Melon	Examen visuel	Sur fruits	Dacus ciliatus, Spodoptera frugiperda	39	2	0	0	0	5	0	0	0	0	10	10	2	10
PROG-063	Cucurbitacées	Melon	Examen visuel	Sur organes aériens	Tomato leaf curl New Delhi virus	39	2	0	0	0	5	0	0	0	0	10	10	2	10
PROG-210	Cucurbitacées	Melon	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	2
PROG-065	Fraisier	Fraise	Examen visuel	Sur organes aériens	Popillia japonica	45	3	2	2	2	2	2	3	2	2	15	4	2	4
PROG-066	Fraisier	Fraise	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	37	3	2	3	2	2	2	3	2	2	6	4	2	4

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG -233	Fraisier	Fraise	Piégeage	Chromatique liquide Frappage	Scirtothrips aurantii	37	3	2	3	2	2	2	3	2	2	6	4	2	4
PROG -067	Haricot	Haricot	Examen visuel	Sur organes aériens	Curtobacterium flaccumfaciens pv.	74	4	5	11	6	2	3	10	5	3	10	5	6	4
PROG -069b	Haricot	Haricot	Piégeage	Phéromone Thaumatotibia leucotreta	Thaumatotibia leucotreta	27	2	2	3	2	0	2	3	2	2	3	2	2	2
PROG -069a	Haricot	Haricot	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	27	2	2	3	2	0	2	3	2	2	3	2	2	2
PROG -206	Légumes feuilles	Epinard	Prélèvement asymptomatique	Racines	Beet necrotic yellow vein virus	50	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PROG -076	PPAMC	Immortelle d'Italie	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	18	3	0	0	0	12	0	0	0	0	0	0	0	3
PROG -205	PPAMC	Immortelle d'Italie	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	8	2	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	2
PROG -071	PPAMC	Lavande	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	24	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	4
PROG -200	PPAMC	Lavande	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	14	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	2
PROG -070	PPAMC	Lavandin	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	35	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	10
PROG -199	PPAMC	Lavandin	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	22	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	6
PROG -074	PPAMC	Origan	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	5	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
PROG -203	PPAMC	Origan	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-073	PPAMC	Romarin	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	23	11	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3	0	6
PROG-202	PPAMC	Romarin	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	7	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	2
PROG-075	PPAMC	Sariette	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	4	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
PROG-204	PPAMC	Sariette	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
PROG-072	PPAMC	Thym	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	10	4	0	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	3
PROG-201	PPAMC	Thym	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	5	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	1
PROG-077	Solanacées	Aubergine	Examen visuel	Sur organes aériens	Anthonomus eugeni, Helicoverpa zea, Neoleucinodes elegantalis	51	5	2	3	3	4	2	3	4	3	6	6	3	7
PROG-078	Solanacées	Aubergine	Examen visuel	Sur fruits	Bactrocera dorsalis	51	5	2	3	3	4	2	3	4	3	6	6	3	7
PROG-231	Solanacées	Aubergine	Examen visuel	Sur racines	Meloidogyne enterolobii	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	2
PROG-082	Solanacées	Aubergine	Piégeage	Chromatique liquide Filet	Bactericera cockerelli	30	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2	4
PROG-084	Solanacées	Aubergine	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	30	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2	4
PROG-085b	Solanacées	Aubergine	Piégeage	Phéromone Helicoverpa zea	Helicoverpa zea	30	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2	4
PROG-085a	Solanacées	Aubergine	Piégeage	Phéromone Neoleucinodes elegantalis	Neoleucinodes elegantalis	30	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2	4
PROG-083b	Solanacées	Aubergine	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	30	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2	4

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-083a	Solanacées	Aubergine	Piégeage	Phéromone Thaumatotibia leucotreta	Thaumatotibia leucotreta	30	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3	3	2	4
PROG-088	Solanacées	Piment	Examen visuel	Sur organes aériens	Bactrocera dorsalis, Anthonomus eugenii, Tomato leaf curl New Delhi virus	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	0	0
PROG-089	Solanacées	Piment	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0	0
PROG-091	Solanacées	Poivron	Examen visuel	Sur fruits	Anthonomus eugenii, Helicoverpa zea, Neoleucinodes elegantalis, Bactrocera dorsalis	49	5	2	3	3	4	3	2	2	2	6	6	3	8
PROG-093	Solanacées	Poivron	Examen visuel	Sur organes aériens	Tomato brown rugose fruit virus, Tomato leaf curl New Delhi virus	89	9	5	6	6	6	6	3	6	3	11	11	6	11
PROG-095	Solanacées	Poivron	Piégeage	Chromatique liquide Frappage	Scirtothrips dorsalis	27	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	3
PROG-096	Solanacées	Poivron	Piégeage	Chromatique liquide Filet	Bactericera cockerelli	47	5	2	3	3	3	3	2	2	2	6	6	3	7
PROG-098	Solanacées	Poivron	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	34	3	2	2	2	2	2	2	2	2	4	4	2	5
PROG-099b	Solanacées	Poivron	Piégeage	Phéromone Helicoverpa zea	Helicoverpa zea	34	3	2	2	2	2	2	2	2	2	4	4	2	5
PROG-099a	Solanacées	Poivron	Piégeage	Phéromone Neoleucinodes elegantalis	Neoleucinodes elegantalis	34	3	2	2	2	2	2	2	2	2	4	4	2	5
PROG-097b	Solanacées	Poivron	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	34	3	2	2	2	2	2	2	2	2	4	4	2	5
PROG-097a	Solanacées	Poivron	Piégeage	Phéromone Thaumatotibia leucotreta	Thaumatotibia leucotreta	34	3	2	2	2	2	2	2	2	2	4	4	2	5
PROG-100	Solanacées	Poivron	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Tomato brown rugose fruit virus	89	10	5	3	7	6	7	3	7	3	13	13	7	5
PROG-102	Solanacées	Tomate	Examen visuel	Sur fruits	Spodoptera eridania, Spodoptera frugiperda, Bactrocera dorsalis, Helicoverpa zea, Keiferia lycopersicella, Neoleucinodes elegantalis	130	10	5	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	15

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-103	Solanacées	Tomate	Examen visuel	Sur organes aériens	Liriomyza sativae, Ralstonia solanacearum, Tomato brown rugose fruit virus, Tomato leaf curl New Delhi virus	331	29	15	39	18	18	18	17	18	17	30	33	29	50
PROG-232	Solanacées	Tomate	Examen visuel	Sur racines	Meloidogyne enterolobii	24	4	0	2	2	4	0	0	0	0	6	0	0	6
PROG-106	Solanacées	Tomate	Piégeage	Chromatique liquide Filet	Bactericera cockerelli	52	4	2	6	3	3	3	3	3	3	5	5	5	7
PROG-108	Solanacées	Tomate	Piégeage	Methyl-eugenol (Bactrocera)	Bactrocera dorsalis	52	5	2	6	3	3	3	3	3	3	5	5	4	7
PROG-109c	Solanacées	Tomate	Piégeage	Phéromone Helicoverpa zea	Helicoverpa zea	52	5	2	6	3	3	3	3	3	3	5	5	4	7
PROG-109b	Solanacées	Tomate	Piégeage	Phéromone Keiferia lycopersicella	Keiferia lycopersicella	52	5	2	6	3	3	3	3	3	3	5	5	4	7
PROG-109a	Solanacées	Tomate	Piégeage	Phéromone Neoleucinodes elegantalis	Neoleucinodes elegantalis	52	5	2	6	3	3	3	3	3	3	5	5	4	7
PROG-110	Solanacées	Tomate	Piégeage	Phéromone Spodoptera eridania	Spodoptera eridania	28	2	2	3	0	2	2	2	3	2	2	3	2	3
PROG-107	Solanacées	Tomate	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	12	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2	2	2	2
PROG-111	Solanacées	Tomate	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Tomato brown rugose fruit virus	118	10	5	13	6	6	6	5	6	5	10	11	10	25
PROG-112	Solanacées	Tomate	Prélèvement asymptomatique	Terre	Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax	46	4	2	5	2	2	2	2	2	2	10	4	4	5

11.1.3 Forêt et bois

Les prescriptions SORE concernant le réseau des correspondants observateurs du DSF sont communiquées par le DSF central aux pôles santé des forêts. Elles sont indiquées ci-dessous à titre indicatif.

Par essence :

unité épidémiologique	Composante	Auvergne-Rhône- Alpes	Grand Est	Nouvelle Aquitaine	Nord-Ouest	Bourgogne- Franche-Comté	Sud-Est	TOTAL France
Autres conifères	Examen visuel	10	10	10	10	10	10	80
Autre feuillus	Examen visuel	13	13	13	13	13	13	78
Chênes	Examen visuel	5	5	5	5	5	5	30
Pins	Examen visuel	50	30	250	100	20	150	600
Mélèzes	Examen visuel	5	5	10	20	5	5	50
Peupliers	Examen visuel	5	10	20	30	5	5	75

Par organisme de quarantaine :

Organisme nuisible	unité épidémiologique	Composante	Auvergne-Rhône- Alpes	Grand Est	Nouvelle Aquitaine	Nord-Ouest	Bourgogne- Franche-Comté	Sud-Est	TOTAL France
Bursaphelenchus xylophilus	Pins	Examen visuel / prélèvement asymptomatique	20	5	190	50	10	110	385
Dendrolimus sibiricus	Conifères	Examen visuel	25	25	25	25	10	25	135
Fusarium circinatum	Pins	Examen visuel	5	5	20	10	5	5	50
Autres OQ sur Pins	Pins	Examen visuel	10	5	25	25	5	20	90
Agrilus anxius	Bouleaux	Examen visuel	5	5	5	5	5	5	30
Agrilus planipennis	Frênes	Examen visuel	8	8	8	8	8	8	48
Phytophthora ramorum	Mélèzes	Examen visuel	5	5	10	20	5	5	50
Bretziella fagacearum	Chênes	Examen visuel	5	5	5	5	5	5	30
Sphaerulina musiva	peupliers	Examen visuel	5	5	20	30	10	5	75

Les prescriptions ci-dessous concernent uniquement les autres actions SORE pour la filière forêt et bois, réalisées ou déléguées par les SRAL.

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G-147	Bois	Ecorces - origines à risque	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Bursaphelenchus xylophilus, Monochamus	17	2	0	0	0	0	0	10	2	0	0	3	0	0
PRO G-226	Bois	Ecorces - origines à risque	Prélèvement asymptomatique	Bois	Bursaphelenchus xylophilus	17	2	0	0	0	0	0	10	2	0	0	3	0	0
PRO G-146	Bois	Ecorces - production française	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Bursaphelenchus xylophilus, Monochamus	57	9	2	2	2	0	5	2	2	5	17	2	6	3
PRO G-225	Bois	Ecorces - production française	Prélèvement asymptomatique	Bois	Bursaphelenchus xylophilus	57	9	2	2	2	0	5	2	2	5	17	2	6	3
PRO G-150	Bois	Emballages - origine à risque	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Anoplophora glabripennis, Aromia bungii, Bursaphelenchus xylophilus, Monochamus, Scolytidae	170	16	2	2	7	20	19	24	30	15	5	10	10	10
PRO G-230	Bois	Emballages - origine à risque	Prélèvement asymptomatique	Bois	Bursaphelenchus xylophilus	170	16	2	2	7	20	19	24	30	15	5	10	10	10
PRO G-149	Bois	Emballages - sites logistiques	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Anoplophora glabripennis, Aromia bungii, Bursaphelenchus xylophilus, Monochamus, Scolytidae	77	10	3	4	3	0	7	7	15	4	7	7	4	6
PRO G-229	Bois	Emballages - sites logistiques	Prélèvement asymptomatique	Bois	Bursaphelenchus xylophilus	77	10	3	4	3	0	7	7	15	4	7	7	4	6
PRO G-148	Bois	Emballages - producti	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Anoplophora glabripennis, Aromia bungii, Bursaphelenchus xylophilus, Monochamus, Scolytidae	59	10	5	2	3	0	9	5	4	4	6	5	3	3

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
		on française																	
PRO G-228	Bois	Emballages - production française	Prélèvement asymptotique	Bois	Bursaphelenchus xylophilus	59	10	5	2	3	0	9	5	4	4	6	5	3	3
PRO G-152	Bois	Grumes - origines à risque	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Agrilus anxius, Agrilus planipennis, Aromia bungii, Bretziella fagacearum, Bursaphelenchus xylophilus, Fusarium circinatum, Geosmithia morbida, Monochamus, Saperda candida, Scolytidae, Sphaerulina musiva	145	23	<u>10</u>	4	7	0	<u>6</u>	0	0	15	60	10	5	5
PRO G-151	Bois	Grumes - récolte française	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Agrilus anxius, Agrilus planipennis, Aromia bungii, Bretziella fagacearum, Fusarium circinatum, Geosmithia morbida, Monochamus, Saperda candida, Scolytidae, Sphaerulina musiva	208	32	29	7	12	0	<u>22</u>	8	2	7	61	17	6	5
PRO G-154	Bois	Sciages - origines à risque	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Agrilus anxius, Agrilus planipennis, Aromia bungii, Monochamus, Scolytidae	149	18	8	44	2	0	13	19	<u>2</u>	6	20	5	10	2
PRO G-153	Bois	Sciages - récolte française	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Agrilus anxius, Agrilus planipennis, Aromia bungii, Monochamus, Scolytidae	111	26	19	3	2	0	19	2	0	4	26	7	3	0
PRO G-222	Forêt	Pins	Piégeage	Attractif et phéromone (Monochamus)	Bursaphelenchus xylophilus, Monochamus	184	12	18	10	5	2	22	9	6	6	50	24	6	14
PRO G-241	Forêt	Pins	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	Bursaphelenchus xylophilus	385	20	10	8	8	10	5	8	8	8	190	40	10	60
PRO G-223	Forêt	Sites à risque	Piégeage	Alimentaire ou phéromone (large spectre)	Large spectre	12	0	0	0	1	1	1	1	3	1	3	0	0	1

11.1.4 Grandes cultures

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G-113	Céréales hors maïs et riz, oléagineux et protéagineux	Blé	Prélèvement asymptomatique	Grain	Tilletia indica	343	15	15	15	20	0	20	37	20	100	32	30	29	10
PRO G-114	Céréales hors maïs et riz, oléagineux et protéagineux	Soja	Examen visuel	Sur organes aériens	Popillia japonica, Tobacco ringspot virus	75	11	14	0	5	0	9	0	0	0	15	16	0	5
PRO G-234	Céréales hors maïs et riz, oléagineux et protéagineux	Soja	Examen visuel	Sur organes aériens	Meloidogyne enterolobii	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	0
PRO G-115	Cultures industrielles et fourragères	Betterave fourragère	Prélèvement asymptomatique	Racines	Beet necrotic yellow vein virus	50	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PRO G-116	Cultures industrielles et fourragères	Betterave industrielle	Examen visuel	Sur organes aériens	Beet curly top virus	53	0	0	0	9	0	13	16	11	4	0	0	0	0
PRO G-117	Cultures industrielles et fourragères	Betterave industrielle	Prélèvement asymptomatique	Terre	Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax	59	0	0	0	10	0	13	16	11	4	2	0	3	0

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G-243	Cultures industrielles et fourragères	Luzerne	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	87	0	0	4	0	3	0	3	0	3	10	40	4	20
PRO G-118	Cultures industrielles et fourragères	Luzerne	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	87	0	0	4	0	3	0	3	0	3	10	40	4	20
PRO G-119	Cultures industrielles et fourragères	Prairie graminées	Examen visuel	Sur organes aériens	Listronotus bonariensis	41	4	4	2	3	3	3	3	2	3	4	4	3	3
PRO G-120	Cultures industrielles et fourragères	Prairie graminées	Examen visuel	Sur racines	Popillia japonica	32	10	5	0	0	2	10	0	0	0	0	0	0	5
PRO G-121	Cultures industrielles et fourragères	Ray-grass	Examen visuel	Sur organes aériens	Listronotus bonariensis	46	10	5	2	2	2	10	2	0	2	2	2	2	5
PRO G-122	Maïs	Maïs	Examen visuel	Sur organes aériens	Diabrotica barberi, Diabrotica undecimpunctata howardi, Diabrotica undecimpunctata undecimpunctata, Diabrotica virgifera zeae, Helicoverpa zea, Popillia japonica, Spodoptera frugiperda, Spodoptera litura, Thaumotibia leucotreta	259	30	22	20	17	10	15	10	10	5	30	40	30	20
PRO G-123	Maïs	Maïs	Piégeage	Chromatisme englué	Diabrotica barberi, Diabrotica undecimpunctata howardi, Diabrotica undecimpunctata undecimpunctata, Diabrotica virgifera zeae	47	5	5	0	2	0	5	3	5	4	4	5	4	5
PRO G-124	Maïs	Maïs	Piégeage	Lumineux	Helicoverpa zea, Spodoptera frugiperda, Spodoptera litura, Thaumotibia leucotreta	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	11
PRO G-244	Maïs	Maïs	Piégeage	Phéromone Diabrotica barberi	Diabrotica barberi									3					

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G- 125	Maïs	Maïs	Piégeage	Phéromone Spodoptera frugiperda	Spodoptera frugiperda	64	5	4	4	3	5	3	2	2	6	10	10	5	5
PRO G- 126	Maïs	Maïs doux	Examen visuel	Sur organes aériens	Pantoea stewartii	93	0	0	0	3	0	0	0	0	0	85	5	0	0
PRO G- 127	Maïs	Maïs fourrage	Examen visuel	Sur organes aériens	Pantoea stewartii	40	4	3	5	2	0	4	4	2	4	4	3	5	0
PRO G- 128	Maïs	Maïs grain	Examen visuel	Sur organes aériens	Pantoea stewartii	29	3	2	3	3	0	0	2	0	0	11	3	2	0
PRO G- 129	Maïs	Maïs pop corn	Examen visuel	Sur organes aériens	Pantoea stewartii	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	20	0	0
PRO G- 130	Riz	Riz	Examen visuel	Sur organes aériens	Pomacea, Xanthomonas oryzae pv. oryzae, Xanthomonas oryzae pv. oryzicola	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	40
PRO G- 131	Riz	Riz	Prélèvement asymptomatique	Terre	Hirschmanniella, Meloidogyne graminicola	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	10

11.1.5 JEVI

La mention « *Tout ON » désigne un type d'action SORE dans lequel tous les organismes nuisibles pertinents pour la filière JEVI peuvent être recherchés ; la mention « *Toutes UEPI » désigne un type d'action SORE qui peut être réalisé dans toute unité épidémiologique de la filière JEVI.

Code prescription	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-172	Aéroports internationaux	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	160	15	0	10	5	15	15	10	10	0	30	35	5	10
PROG-196	Aéroports internationaux	Piégeage	Alimentaire ou phéromone (large spectre)	Large spectre	3	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0
PROG-235	Arboretums, parcs botaniques et jardins remarquables	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	157	21	6	6	6	4	14	11	13	9	17	19	6	25
PROG-169	Campings	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	112	11	4	6	4	15	5	5	3	6	12	15	6	20
PROG-168	Gazons sportifs	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	71	10	3	3	3	2	4	4	9	4	8	9	5	7
PROG-171	Infrastructures (routes, voies ferrées, aéroports), zones industrielles et commerciales, cimetières paysagers	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	116	7	6	6	6	4	9	9	17	8	9	12	6	17
PROG-163	JEVI villes + 10 000 hab.	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	116	5	4	6	6	12	10	7	12	6	15	14	4	15
PROG-174	MIN	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	80	5	0	0	0	0	5	5	5	5	10	10	10	25
PROG-198	MIN	Piégeage	Alimentaire ou phéromone (large spectre)	Large spectre	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
PROG-170	Parcs de loisirs	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	27	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2	3	2	3
PROG-173	Ports de commerce	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	120	0	0	20	0	20	0	10	0	20	20	10	10	10
PROG-197	Ports de commerce	Piégeage	Alimentaire ou phéromone (large spectre)	Large spectre	8	0	0	0	0	1	1	1	0	1	3	0	0	1
PROG-167	Roseraies	Examen visuel	Général (JEVI, forêt-bois)	*Tout ON	33	6	2	2	2	0	2	2	2	3	2	4	2	4
PROG-246	Zones naturelles et semi-naturelles	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	200	0	0	40	0	0	0	0	0	10	40	70	20	20
PROG-236	Zones naturelles et semi-naturelles	Prélèvement asymptotique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	200	0	0	40	0	0	0	0	0	10	40	70	20	20

Code prescription	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-247	*Toutes UEPI	Examen visuel	Sur organes aériens	Xylella fastidiosa	200	0	0	40	0	0	0	0	0	10	40	70	20	20
PROG-237	*Toutes UEPI	Prélèvement asymptomatique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	200	0	0	40	0	0	0	0	0	10	40	70	20	20
PROG-238	*Toutes UEPI	Piégeage	Phéromone Pityophthorus juglandis	Pityophthorus juglandis	20	6	0	1	3	0	3	0	2	2	1	1	1	0
PROG-239	*Toutes UEPI	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	42	6	4	2	2	6	4	2	2	2	2	2	2	6

11.1.6 Pomme de terre

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL REGIONS NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-134	Pomme de terre	Pomme de terre	Examen visuel	Sur tubercules	Clavibacter sepedonicus, Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax, Ralstonia solanacearum, Epitrix cucumeris, Epitrix papa, Epitrix similis, Epitrix subcrinita, Epitrix tuberis, Premnotypes, Synchytrium endobioticum, Tectia solanivora	561	37	27	48	63	0	70	112	30	62	41	34	10	27
PROG-194	Pomme de terre	Pomme de terre intro UE	Examen visuel	Sur tubercules	Clavibacter sepedonicus, Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax, Ralstonia solanacearum, Epitrix cucumeris, Epitrix papa, Epitrix similis, Epitrix subcrinita, Epitrix tuberis, Premnotypes, Synchytrium endobioticum, Tectia solanivora	297	5	2	20	20	0	30	100	20	80	5	5	10	0

Code prescription	Sous-filière	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL REGIONS NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PRO G- 135	Pomme de terre	Pomme de terre	Piégeage	Chromatiq ue liquide	Epitrix cucumeris, Epitrix papa, Epitrix similaris, Epitrix subcrinita, Epitrix tuberis	42	2	2	2	2	0	2	4	16	2	10	4	2	4
PRO G- 136	Pomme de terre	Pomme de terre	Piégeage	Chromatiq ue liquide Fil et	Bactericera cockerelli	76	7	5	7	7	0	7	7	5	7	7	7	5	5
PRO G- 137	Pomme de terre	Pomme de terre	Piégeage	Phéromon e Tecia solanivora	Tecia solanivora	44	3	2	3	3	0	3	3	2	3	10	5	2	5
PRO G- 141	Pomme de terre	Pomme de terre	Prélèvement asymptomati que	Eau et boues	Ralstonia solanacearum	12 2	7	5	9	5	0	13	39	8	11	8	6	6	5
PRO G- 140	Pomme de terre	Morelles et adventic es hôtes	Prélèvement asymptomati que	Organes immergés	Ralstonia solanacearum	12 2	7	5	9	5	0	13	39	8	11	8	6	6	5
PRO G- 138	Pomme de terre	Pomme de terre	Prélèvement asymptomati que	Terre	Globodera pallida, Globodera rostochiensis	47 1	7	6	23	33	0	50	27 8	20	33	12	3	3	3
PRO G- 139	Pomme de terre	Pomme de terre	Prélèvement asymptomati que	Tubercule s	Clavibacter sepedonicus, Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax, Ralstonia solanacearum	56 1	37	27	48	63	0	70	11 2	30	62	41	34	10	27
PRO G- 186	Pomme de terre	Pomme de terre intro UE	Prélèvement asymptomati que	Tubercule s	Clavibacter sepedonicus, Globodera pallida, Globodera rostochiensis, Meloidogyne chitwoodi, Meloidogyne fallax, Ralstonia solanacearum	29 7	5	2	20	20	0	30	10 0	20	80	5	5	10	0

11.1.7 Vigne

Code prescription	Sous-filière	de	culture / unité épidémiologique	Composante	Modalité	Liste-ON-concernés	TOTAL NATIONAL	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Corse	Grand-Est	Hauts-de-France	Ile-de-France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays-de-la-Loire	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PROG-143	Vigne production	de	Vigne	Examen visuel	Sur organes aériens	Popillia japonica, Xylella fastidiosa	2017	150	120	0	100	60	120	15	10	2	300	550	90	500
PROG-145	Vigne production	de	Vigne	Piégeage	Alimentaire + Attractifs sexuels (Popillia japonica)	Popillia japonica	92	10	10	0	5	5	25	2	0	0	10	10	5	10
PROG-175	Vigne production	de	Vigne	Piégeage	Chromatique englué Aspiration	Scaphoideus titanus	463				0		400	20	3				40	
PROG-240	Vigne production	de	Vigne	Piégeage	Chromatique englué	Homalodisca vitripennis	81	5	2		2	3	2				14	27	2	24
PROG-195	Vigne production	de	Vigne	Prélèvement asymptotique	Organes aériens	Xylella fastidiosa	1249	75	30	0	25	45	30	4	3	1	225	413	23	375
PROG-142	Vigne production	de	Vigne	Examen visuel	Sur organes aériens	Grapevine flavescence dorée phytoplasma	657	100	60	0	100	20	100	15	10	2	20	20	90	120

11.2 Éléments de communication

11.2.1 Objectifs et moyens de communication sur la SORE

Communiquer sur la surveillance officielle en santé des végétaux a pour objectif principal de faire mieux connaître cette politique publique, afin qu'elle soit bien identifiée par l'ensemble des acteurs et le public comme une composante fondamentale de la stratégie de protection de la santé des végétaux.

Cette communication vise les opérateurs professionnels et le public (en particulier les détenteurs de végétaux), qui peuvent contribuer à la surveillance

- par la communication d'informations pouvant alimenter l'analyse de risque ;
- par le signalement des suspicions de présence d'un organisme réglementé ;
- en facilitant l'accès à leurs locaux, parcelles ou installations lorsqu'ils font l'objet d'une action SORE (examen visuel, piégeage, prélèvements).

Les SRAL sont invités à mutualiser au sein du comité de suivi de la SORE des supports et moyens de communication adaptés, utilisés ou développés localement.

Un support de communication national (flyer) sera préparé par le comité de suivi et mis à disposition des SRAL au cours de l'année 2022.

11.2.2 Messages clés

Quatre aspects peuvent notamment être développés dans les communications sur la SORE :

- Les enjeux de la santé des végétaux : on peut notamment se référer aux ressources mises à disposition dans le cadre de l'année internationale de la santé des végétaux (voir par exemple <http://www.fao.org/plant-health-2020/about/fr/>) et développer la valeur d'intérêt général de la santé des végétaux.
- La place de la surveillance dans la prévention : la gestion des foyers d'organismes de quarantaine est souvent difficile, longue et coûteuse, et les impacts peuvent en être dévastateurs tant sur le plan économique que social ou environnemental. Plus la détection peut être précoce et plus la gestion d'un foyer est efficace. Par ailleurs, une surveillance officielle est le seul moyen de garantir le statut phytosanitaire du territoire auprès de nos partenaires commerciaux.
- La cohérence de la stratégie européenne et nationale : se référer aux ressources publiées par le MAA (voir en particulier <https://agriculture.gouv.fr/sante-des-vegetaux-un-nouveau-cadre-reglementaire-evolution-des-obligations-pour-les-professionnels> ou, en particulier concernant la surveillance de *Xylella fastidiosa*, <https://agriculture.gouv.fr/xylella-la-surveillance-du-territoire-francais>)
- Les bases légales et les protections pour les opérateurs : les obligations réglementaires des professionnels mais aussi les dispositifs d'aide et d'accompagnement dont ils peuvent bénéficier en cas de foyer.

11.2.3 Questions/Réponses

Les exemples de questions (d'un détenteur de végétaux) / réponses (d'un inspecteur dans le cadre d'une mission SORE) qui suivent ont vocation à être enrichis sur la base d'échanges de pratiques entre les SRAL. Ils doivent permettre d'aider les inspecteurs à faire connaître la SORE à leurs interlocuteurs, et sa place dans la stratégie européenne et nationale de protection de la santé des végétaux. Ces exemples pourront être repris sur les sites des DRAAF/SRAL et améliorés conformément au paragraphe 11.2.1 du présent ordre de méthode.

Q1 / Pourquoi visitez-vous ma parcelle/mon terrain ?

Nous visitons votre parcelle dans le cadre de la surveillance officielle des organismes réglementés ou émergents, qui est une mission d'intérêt général réalisée par l'Etat (SRAL/DDETSP) ou sous son contrôle (délégataire FREDON) pour protéger la santé des végétaux.

Q2 / Quels sont mes droits ?

Les informations collectées lors de la surveillance officielle restent confidentielles : si elles sont couvertes par le secret professionnel (notamment si leur révélation pourrait porter atteinte aux intérêts commerciaux d'un opérateur) elles ne pourront pas être communiquées à des tiers, à moins que l'autorité compétente ne détermine qu'il existe un intérêt public supérieur qui le justifie (existence, gravité, étendue d'un risque pour la santé des végétaux) ou que la législation l'impose (cas d'une première détection d'un organisme de quarantaine dans une zone par exemple).

Q3 / Que cherchez-vous chez moi ?

Nous sommes à la recherche d'organismes nuisibles aux végétaux (insectes, champignons, virus, bactéries, nématodes, etc.), susceptibles de s'attaquer à des plantes que vous détenez ou de se trouver sur des objets que vous manipulez, qui sont réglementés ou émergents et dont la présence n'aurait pas encore été signalée dans cette zone.

Q4 / Pourquoi le cherchez-vous ?

Nous recherchons ces organismes nuisibles parce que s'ils étaient introduits sur le territoire, ils pourraient s'y établir et se disséminer et ils seraient susceptibles de causer des dommages très importants (aux espèces végétales d'intérêt agricole, paysager, forestier, etc. selon les cas). En cherchant à les détecter le plus tôt possible, nous voulons limiter les dégâts potentiels.

Q5 / Pourquoi laisse-t-on des organismes nuisibles entrer sur le territoire ?

Depuis 2019, la réglementation phytosanitaire de l'Union européenne a été renforcée. Elle le sera aussi pour les EPOM dès la parution de leurs arrêtés. Elle améliore la protection de notre territoire et encadre aussi bien les flux commerciaux en provenance de pays tiers qu'entre Etats membres de l'Union ou entre EPOM. Tous les végétaux (plants, semences, fruits, etc.), produits végétaux (bois) ou autres objets (terre, engins agricoles, etc.) susceptibles d'introduire des organismes nuisibles aux végétaux en provenance d'autres pays sont soumis à des contrôles et à des exigences qui réduisent le risque à un niveau acceptable. Cependant il peut y avoir des failles, ou des fraudes, qui font que certains envois dangereux arrivent quand même à entrer sur le territoire. Par ailleurs, certains organismes nuisibles aux végétaux présents dans d'autres pays peuvent arriver sur notre territoire par leurs propres moyens (vol de lépidoptères par exemple).

Q6 / Pourquoi êtes-vous venus précisément chez moi ?

Nous avons réalisé une analyse de risques à l'échelle nationale puis à l'échelle de la région, qui nous ont conduits à identifier votre activité/votre situation géographique comme particulièrement à risque d'introduction et/ou de présence de tel ou tel organisme nuisible.

Q7 / Pourquoi revenez-vous chez moi ?

Parce que vous vous trouvez dans une zone/vous exercez une activité qui est associée à un risque particulièrement élevé d'introduction et/ou de dissémination de tel ou tel organisme nuisible, ou en raison d'antécédents.

Q8 / Si vous le trouvez, que se passera-t-il pour mes végétaux ? Et pour moi ?

En cas de détection d'un organisme nuisible réglementé dans une zone où sa présence n'était pas connue, une enquête et une surveillance renforcée seront réalisées pour tenter d'identifier la ou les sources d'introduction potentielles ainsi que l'étendue de la zone infectée, et des mesures phytosanitaires seront prises très rapidement pour chercher à éradiquer cet organisme nuisible de la zone. Cela pourra inclure des consignations de lots, des destructions de végétaux, ou encore des traitements phytosanitaires. Par ailleurs certaines restrictions d'activités ou exigences supplémentaires pourront s'appliquer, afin de ne pas risquer de disséminer l'organisme nuisible depuis cette zone vers d'autres régions encore indemnes. Si votre parcelle/site est concerné par la gestion d'un foyer, le DRAAF/SRAL, DDETSP (Corse) ou DAAAF/SALIM qui est le gestionnaire du risque vous accompagnera à travers des étapes d'indemnisation et d'adaptation éventuelle de votre activité jusqu'à l'éradication de l'organisme nuisible.

Pour rappel, pour les EPOM, si les opérateurs ne cotisent pas au FMSE et qu'il n'y a pas de fonds ouverts sur l'ON concerné, ils ne peuvent pas prétendre à une indemnisation.

Q9 / Et si vous ne le trouvez pas ?

Dans tous les cas, vous recevrez un compte-rendu de la surveillance réalisée sur votre parcelle/site, qui vous informera, en l'occurrence, de l'absence de détection d'organismes nuisibles réglementés ou émergents.

Q10 / Quels sont mes devoirs en tant que détenteur de végétaux ?

Vous devez coopérer avec les agents habilités à réaliser la surveillance officielle, leur faciliter l'accès à vos locaux (hors locaux à usage d'habitation), parcelles ou installations et leur communiquer toutes les informations nécessaires pour la réalisation de la surveillance. Si vous suspectez la présence d'un organisme nuisible réglementé ou émergent, vous devez également le signaler. Ces obligations sont inscrites dans la loi.

Q11 / Comment puis-je contribuer à la surveillance en santé des végétaux ?

Outre le respect de vos devoirs (voir Q10), vous pouvez vous informer et vous former à la reconnaissance des organismes nuisibles et intégrer des dispositifs de surveillance participatifs (se référer par exemple au site Ephytia - <http://ephytia.inra.fr/fr/Home/index>). Ces dispositifs ne se substituent pas à la surveillance officielle, mais ils peuvent apporter un appui précieux et permettre des détections plus précoces de nouveaux foyers.

11.3 Matériel et sécurité

Dans l'attente d'une mise à jour sous la responsabilité du comité de suivi de la SORE, la spécification du matériel nécessaire et des consignes de sécurité pour la réalisation des actions SORE sont décrites dans l'ordre de méthode sur le piégeage ainsi que dans les annexes II et III de la note de service DGAL/SDQPV/N2008-8084.

11.4 Echantillonnage

11.4.1 Taille d'échantillon

L'attention portée au plan d'échantillonnage (pour les examens visuels ou les prélèvements) et à la façon de réaliser les prélèvements est en général primordiale pour garantir l'efficacité du processus et réduire autant que possible les « faux négatifs ». En l'absence de consignes spécifiques, l'échantillonnage est régi par la NIMP 31 avec un niveau de confiance fixé à 95 %, un niveau de détection fixé à 1 % et une sensibilité de 80 %, soit une taille d'échantillon « générique » de 373 pour une population infinie. Ces valeurs signifient qu'avec un échantillon de 373 unités inspectées, si un organisme nuisible a atteint une prévalence d'au moins 1 % dans la population cible on a au pire 5 % de risque de ne pas le détecter, lorsque la méthode de détection employée détecte effectivement la présence de l'organisme nuisible 80 % du temps (c'est-à-dire avec 20 % de faux négatifs). Le tableau ci-dessous indique les tailles d'échantillon correspondant à certaines tailles de population, pour des sensibilités de 80 % et de 100 %.

Taille de la population	Taille de l'échantillon (sensibilité de la méthode de 80 %)	Taille de l'échantillon (sensibilité de la méthode de 100 %)
100	100 (exhaustif) ⁶	95
200	194	155
300	237	189
400	263	211
500	281	225
600	294	235
800	312	249
1000	323	258
2000	347	277
5000	363	290
10000	368	294

11.4.2 Plan d'échantillonnage et adaptation au terrain

Dans les plans de surveillance (constitués par cet ordre de méthode et les instructions-filière), il est attendu d'identifier clairement la population cible, de quantifier sa taille et de décrire ses limites géographiques. En l'absence d'éléments de choix préférentiels, la population cible est constituée de l'ensemble des parcelles dans lesquelles est présente l'une des espèces végétales hôtes d'ORE retenues comme support de la surveillance dans l'une des instructions-filière, en raison d'une plus forte probabilité d'installation et d'une surface significative sur le territoire considéré.

⁶ Le niveau de détection effectif est alors de 1,9 %.

Il n'est pas possible d'inspecter l'ensemble des individus qui constituent cette population cible, c'est pourquoi la surveillance repose sur des plans d'échantillonnage. Afin de mettre en place un premier niveau d'échantillonnage, il est nécessaire de structurer cette population cible en unités épidémiologiques. L'unité épidémiologique est l'échelle à laquelle on considère que les facteurs et conditions abiotiques et biotiques aboutiraient à la même épidémiologie, si l'ORE sous surveillance était présent.

Par exemple, dans le cas des grandes cultures :

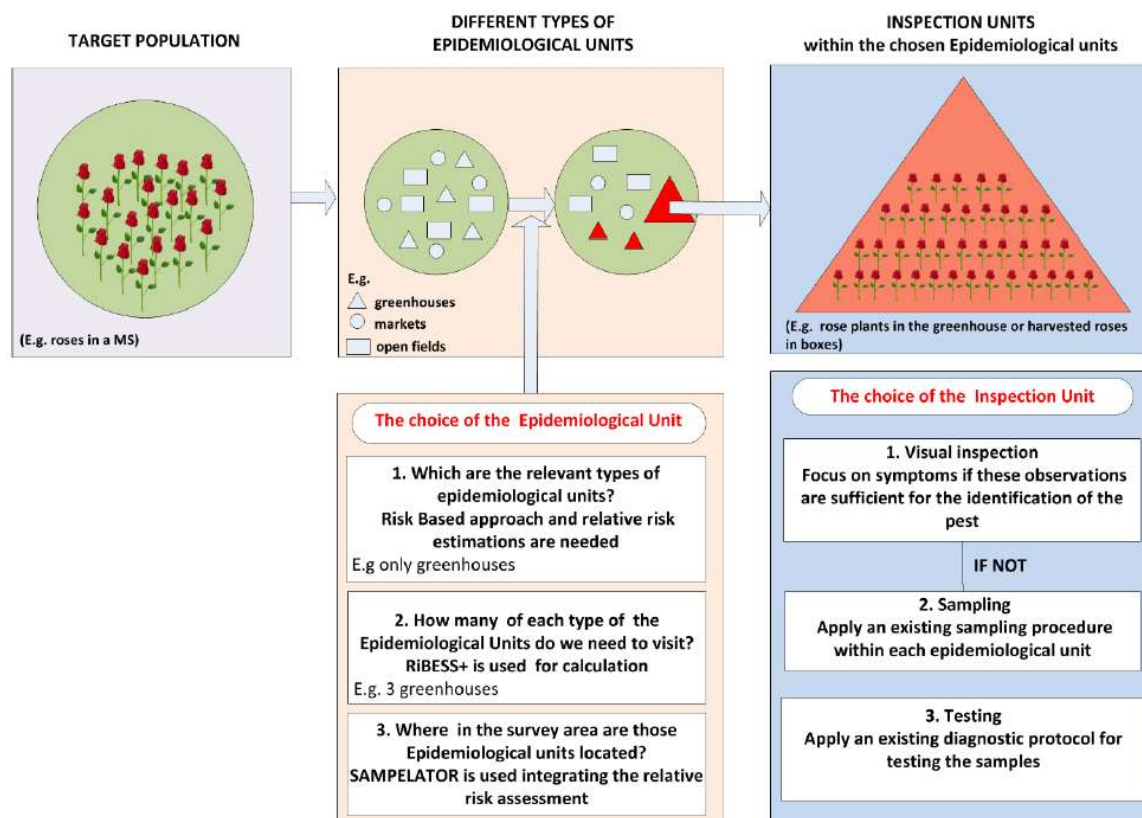
- ➔ Pour les ORE voyageant par la route ou en avion (coléoptères), les unités épidémiologiques seront composées d'un ensemble de parcelles situées dans un rayon de 10 km des aéroports internationaux puis des routes en cas d'introduction via un aéroport, sur la base de l'expérience de la surveillance de *Diabrotica virgifera*.
- ➔ Pour les ORE voyageant par leurs propres moyens à longue distance (lépidoptères), les unités épidémiologiques seront constituées par des zones plus propices à leur installation par rapport aux régions d'origine d'introduction, en tenant compte de l'expérience pour *Spodoptera littoralis* et *Heliothis armigera*.
- ➔ Pour les ORE pour lesquels la sensibilité de la sous-espèce du végétal et l'origine des semences sont déterminantes (maladies bactériennes), ces deux critères détermineront différentes unités épidémiologiques.
- ➔ Pour les ORE pour lesquels l'origine des semences est le principal déterminant (maladies virales), ce critère déterminera différentes unités épidémiologiques.

Au sein de chaque unité épidémiologique, un second niveau d'échantillonnage porte sur les unités d'inspection qui doivent être effectivement inspectées lors de l'action SORE.

Par exemple, dans le cas des grandes cultures :

- ➔ Champs cultivés ou parties de champ cultivé : il s'agira de choisir une unité de surface dans le champ cultivé homogène, ou l'ensemble du champ.

A l'aide de ces deux niveaux d'échantillonnage (d'abord parmi les unités épidémiologiques, puis au sein d'une unité épidémiologique, parmi les unités d'inspection), on peut estimer la prévalence qu'un organisme nuisible aurait pu atteindre sans être détecté, en fonction de l'effort de surveillance. On parle alors d'objectif de détection : si aucun organisme nuisible n'est détecté dans un plan de surveillance, on estime que la prévalence réelle est la suivante: "quelque part entre zéro et l'objectif de détection". En d'autres termes, le plan de surveillance sera conçu pour obtenir au moins un résultat positif lorsque la prévalence de la maladie sera au-dessus de la valeur définie de l'objectif de détection. De toute évidence, plus le plan de surveillance est intensif et sensible et plus on peut abaisser l'objectif de détection.



Le principe de l'échantillonnage retenu par l'EFSA suit des lois de probabilité d'un tirage dans une urne sans remise de l'échantillon.

L'espace agricole ou l'ensemble des parcelles sur lesquelles se trouvent les cultures cibles composant la population cible est schématisé par simplification comme une urne qui est supposée contenir un certain nombre de boules (unités épidémiologiques = parcelles) qui sont indiscernables au toucher.

Pour le tirage dans l'urne il est possible de considérer plusieurs types de tirages : des tirages successifs avec ou sans remise, des tirages simultanés, des tirages successifs dans plusieurs urnes suivant des règles prédéfinies. Le tirage ici est en général assimilé à un tirage simultané ou sans remise car la taille de la population cible est généralement très grande, avec en outre potentiellement plusieurs « urnes » correspondant à des classes de risque distinctes identifiées en amont de la surveillance.

L'outil RiBESS+ de l'EFSA, utilisé pour la programmation (voir le paragraphe 11.6.2), repose sur une hypothèse de tirage parfaitement aléatoire dans chacune de ces « urnes ». Dans le cas de la SORE, des facteurs pratiques limitent cet idéal de tirage parfaitement aléatoire. L'accessibilité à chaque parcelle et ensuite à chaque point au sein de la parcelle ne sont pas équiprobables dans la pratique, en raison de l'effort infiniment plus important pour aller observer une parcelle éloignée du centre d'activité de l'organisme en charge de la surveillance, ou de même pour aller observer un point éloigné de la route au sein d'une même parcelle.

Ce biais n'est cependant pas forcément défavorable car dans de nombreux cas, dès lors que l'organisme est introduit via un moyen de transport anthropique, la probabilité de détection est augmentée par la proximité des centres urbains, des aéroports, des routes ou des zones de serres.

En revanche pour des organismes autonomes dans leur déplacement via des vols migratoires, les zones des piémont et vallées éloignées peuvent être des sites de surveillance importants et moins probables dans leur « tirage » réel car plus complexes d'accès.

C'est également le cas de l'agriculture biologique, souvent plus développée dans des zones en marge des grands bassins de production, l'isolement étant un facteur de sécurité par rapport aux épidémies de maladies ou de la dissémination de ravageurs fréquents. Elle est aussi plus souvent associée à des zones d'élevage de ruminants. L'agriculture biologique majeure dans ce cas le risque de développement de l'organisme une fois introduit (notamment pour les grandes cultures dans le cas de la carie de Karnal, faute de traitements fongicides efficaces tant sur la semence qu'en végétation).

Ce n'est pas tant l'objectif de couvrir parfaitement le territoire qui doit prévaloir que l'évaluation des conséquences d'un « tirage » par essence biaisé pour les raisons évoquées sur l'augmentation ou la diminution de la probabilité de détection de l'organisme, en procédant au cas par cas et en examinant la probabilité :

- 1- de voir l'organisme introduit ;
- 2- une fois introduit de se multiplier et de créer un foyer.

Une bonne proportionnalité entre le nombre de parcelles à surveiller et la surface de l'espèce végétale ou des espèces végétales retenue(s) comme population cible est nécessaire pour une région et une sous unité territoriale donnée (département ou petite région agricole).

Le principe d'un tirage aléatoire est possible pour des enquêtes agricoles via des photos aériennes qui supposent un déplacement uniquement sur le siège de l'exploitation ; son application à la surveillance deviendrait plus complexe et particulièrement coûteuse (distances et état des chemins : voir Figure 4), à la fois au niveau des parcelles agricoles (unités épidémiologiques) et au niveau des points de la parcelle (unités d'inspection).

De même, à l'échelle d'une unité épidémiologique, le plan d'échantillonnage des unités d'inspection pourra être biaisé (voir Figure 5).



Figure 4: Sites d'inspection théoriques (« souhaitables ») pour un plan d'échantillonnage aléatoire, à gauche, et échantillonnage réel tenant compte des contraintes pratiques, à droite.



Figure 5: Le théorique (« souhaitable »), à gauche, et le réel (pour une parcelle de 5 ha et plus), à droite.

Il s'agira de définir si les contraintes qui restreignent l'accès à certaines parcelles ou certaines parties de parcelles augmentent la probabilité de détection (proximité des routes pour des disséminations anthropiques) ou la diminuent (zones de piémont pyrénéen pour des lépidoptères grands migrants ou vallées alpines pour des organismes comme *Popillia japonica*).

En conclusion, ces quelques éléments permettent, à partir des définitions des concepts de la surveillance officielle proposés par l'EFSA, de décrire une adaptation du plan d'échantillonnage aux filières, le choix des parcelles (qui relève de l'unité épidémiologique) et des zones d'observation (qui relèvent de l'unité d'inspection) suivant une logique pratique qui, vu les voies d'introduction pour la plupart des organismes, ne devrait pas réduire la probabilité de détection.

11.5 Saisie et utilisation des données

11.5.1 Type de données collectées

Les données relatives aux actions SORE comportent les éléments suivants (« socle ») :

- 1) Données de contextualisation
 - a) Date
 - b) Localisation
 - c) Auteur et/ou structure d'appartenance
 - d) Organisme(s) nuisible(s) sous surveillance
 - e) Contexte de surveillance (générale, suivi de foyer)
- 2) Caractérisation de l'unité épidémiologique
 - a) Type de lieu
 - b) Taille de la zone surveillée
 - c) Propriétaire
 - d) Filière et culture(s)
- 3) Caractérisation des unités d'inspection
 - a) Modalité de surveillance : examen visuel
 - i) Type d'unité (surface, linéaire, nombre de végétaux ou d'objets) et taille de population ; le cas échéant, type d'objet (palette, etc.) ou de végétaux
 - ii) Taille de l'échantillon inspecté
 - iii) Nombre/proportion d'unités présentant des symptômes

- b) Modalité de surveillance : piégeage
 - i) Type de collecte (piège, filet-fauchoir, etc.)
 - ii) Nombre d'individus capturés
- c) Modalité de surveillance : prélèvement d'échantillons
 - i) Numéro/code-barres d'échantillon
 - ii) Végétal ou produit végétal (espèce ou groupe)
 - iii) Matrice (feuille, rameau, tubercule, sol, eau, insecte, etc.)
 - iv) Analyte [c'est-à-dire organisme(s) nuisible(s) recherché] (si différent de 1)d))
- 4) Résultats d'analyses
- 5) Temps passé sur le terrain⁷

Les éléments des points 1), 2) et 5) ci-dessus doivent être systématiquement collectés lors d'une action SORE, avec au moins une modalité de surveillance sous le point 3) et, dès lors qu'il y a eu analyse d'échantillon, les éléments des points 3)c) (qui doivent alors toujours figurer sur la fiche de demande d'analyse) et 4).

Pour l'ensemble de ces éléments, des référentiels ou formats sont définis par la DGAL et paramétrés dans les outils de saisie.

Des protocoles de surveillance spécifique peuvent être développés pour lesquels des données complémentaires à celles de ce socle doivent être collectées. Le cas échéant, ces protocoles sont paramétrés dans les applications de saisie.

11.5.2 Utilisations prévues des données

Les données collectées peuvent servir à :

- Suivre l'avancement des différents plans de surveillance, à l'échelle régionale ou nationale **ou au niveau d'un EPOM** ;
- Dresser les bilans de la surveillance destinés à la Commission européenne, en application du règlement 2020/1231(UE) et aux fins du cofinancement européen des activités de surveillance dans le cadre du Single Market Programme **(ne concerne pas les DROM)** ;
- Mettre à jour les analyses de risque ;
- Quantifier le niveau de détection et le niveau de confiance obtenus vis-à-vis de l'absence des organismes nuisibles visés ;
- Evaluer la performance des méthodes de surveillance (calcul d'indicateurs) et, le cas échéant, des stratégies de gestion de foyer ;
- Réunir de façon exhaustive, harmonisée et automatique les données de surveillance dans une zone (par exemple en cas de détection).

Ces usages des données SORE sont le fait de l'ensemble des acteurs suivants : DGAL, SRAL, SALIM, FREDON et CTIFL et autorités compétentes pour la délivrance du passeport phytosanitaire pour ce qui

⁷ En application des consignes de l'Union européenne pour le cofinancement des activités de surveillance, ce temps inclut exactement le temps total passé sur le terrain pour réaliser un examen visuel, du piégeage et/ou des prélèvements ainsi que le temps de déplacement aller-retour depuis le bureau, sur le site d'inspection ou entre différents sites sur un même lieu d'inspection. Il exclut le temps d'inactivité sur le site d'inspection, le temps administratif passé au bureau (rédaction du rapport d'inspection, etc.), le temps de préparation de l'inspection, de planification et de coordination ainsi que le temps de formation ou d'entraînement.

les concerne, groupes de travail de la Plateforme ESV pour les thématiques qui les concernent, comité de suivi de la SORE.

Les flux de données sont représentés en Figure 6 :

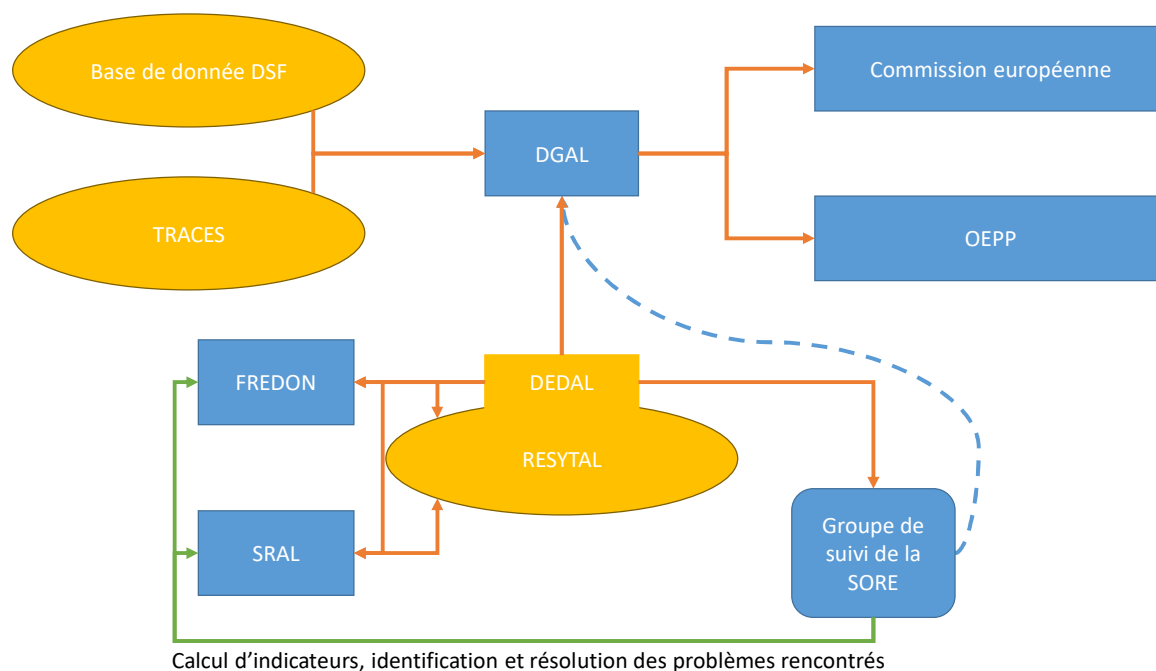


Figure 6: Flux de données

11.5.3 Outils informatiques de saisie et de collecte

Sur le terrain ou au bureau, l'inspecteur (« auteur de l'action SORE ») doit pouvoir saisir les données relatives à son action dans une *application de saisie*.

Pour la campagne 2022, comme c'était déjà le cas en 2021, c'est uniquement la brique PGI qui doit être utilisée pour les interventions de terrain, y compris la saisie des numéros de prélèvement. Dans l'attente du déploiement complet de la brique Prélèvements & analyses de RESYTAL, prévu pour la campagne 2023, c'est l'application Phytopass2 (ou le fichier Excel prévu par la note de service DGAL/SAS/2021-633) qui continue à être la base de référence pour les prélèvements et résultats d'analyses, en rattachant les numéros de prélèvement à l'intervention saisie dans PGI.

Dans les EPOM, l'utilisation de ces outils de saisie des données est optionnelle en 2022, elle deviendra obligatoire en 2023.

Les données saisies doivent ensuite être validées, collectées, et ainsi devenir consultables et valorisables. C'est la fonction remplie par une *application de gestion*.

Les applications de gestion pour la campagne 2022 sont DEDAL, au sein de RESYTAL, pour les inspections, et Phytopass2 pour les prélèvements et résultats d'analyses.

Deux cas particuliers peuvent être relevés : le DSF continue d'utiliser sa base de données pour les actions SORE, et le SIVEP utilise l'application TRACES pour gérer notamment les prélèvements effectués dans le cadre des contrôles officiels.

La Figure 7 décrit le schéma général de saisie, collecte et utilisation des données SORE.

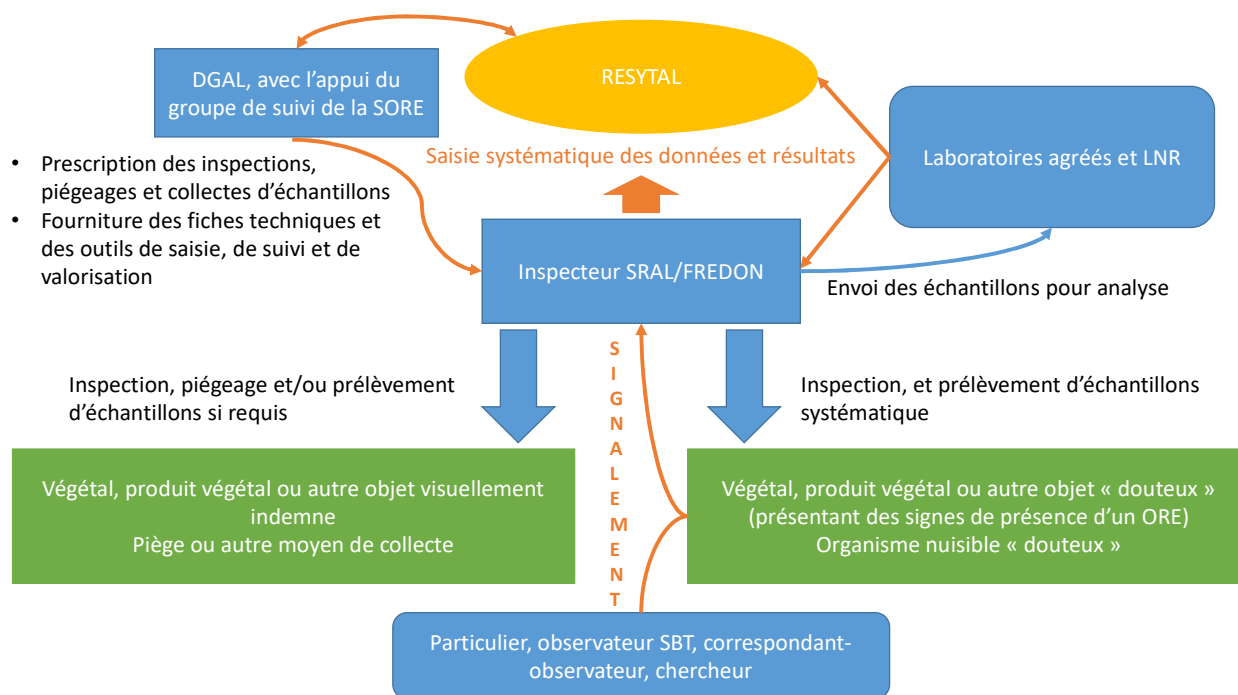


Figure 7: Schéma général de circulation des informations SORE

11.5.4 Saisie des actions SORE dans PGI

Le domaine technique PV8 de PGI permet la saisie des actions SORE. A compter de la campagne 2022, toutes les inspections réalisées dans le cadre de la gestion de foyers, y compris la surveillance des zones délimitées, relève du domaine technique PV7. Le paramétrage du domaine technique PV8 pour la campagne 2022 se compose de trois axes, eux-mêmes subdivisés en sous-axes :

- Axe « SORE », avec des sous-axes par filière, qui doivent être chacun systématiquement utilisés pour les actions SORE prévues par les instructions-filière du même nom **ou par le plan SORE - EPOM** :
 - Sous-axe « Arboriculture fruitière » ;
 - Sous-axe « Cultures légumières et PPAMC » ;
 - Sous-axe « Forêt et bois » ;
 - Sous-axe « Grandes cultures » ;
 - Sous-axe « JEVI » ;
 - Sous-axe « Pomme de terre » ;
 - Sous-axe « Vigne » ;
 - **Sous-axe « Cultures en zone tropicale », qui doit être utilisé pour la surveillance officielle dans les DROM, y compris pour les missions déléguées à l'OVS, toutes filières confondues, y compris en attendant la parution des plan SORE-EPOM.**
- Axe « **Délimitation** » avec **un** sous-axe :
 - Sous-axe « Délimitation » qui doit être utilisé pour les actions SORE déclenchées conformément aux paragraphes 4.3 et 5.4 de cet ordre de méthode, visant à délimiter une zone pour un organisme nuisible réglementé.
- Axe « Autre surveillance » avec deux sous-axes :
 - Sous-axe « Environnement des sites de production », qui doit être utilisé pour la surveillance officielle réalisée dans l'environnement de sites de production aux fins de la délivrance du PP ou du PP-ZP conformément au paragraphe 4.5 de cet ordre de méthode,

- Sous-axe « Autre surveillance », qui doit être utilisé pour toute autre activité de surveillance en santé végétale non incluse dans les sous-axes précédents **ni dans la surveillance des zones délimitées**.

Pour les sous-axes de l'axe « SORE » (sauf « Cultures en Zone tropicale »), la grille d'inspection commune à toutes les filières mise en place pour la campagne 2021 est reconduite. Elle se compose de 14 points de contrôle, dont 8 obligatoires, répartis en trois chapitres (examen visuel, piégeage, prélèvement asymptomatique), ainsi que de 13 informations complémentaires, dont 5 obligatoires et 11 duplicables.

Cette grille permet notamment le suivi de la réalisation de la programmation. Pour chaque inspection saisie, on comptabilisera l'ensemble des combinaisons entre cultures SORE et modalités de surveillance (toutes saisies au niveau des informations complémentaires), en leur affectant à chacune le nombre saisi en point de contrôle A1 pour l'examen visuel, en B1 pour le piégeage et en C1 pour le prélèvement asymptomatique. Si plusieurs cultures et/ou plusieurs modalités pour une même composante de surveillance ne sont pas associées au même nombre d'actions réalisées, il faut donc nécessairement constituer plusieurs rapports d'inspection distincts.

Exemple 1 : Si les cultures PV8 "Pommier", "Prunier" et "Poirier" ainsi que les modalités d'examen visuel "Sur fruits" et "Sur organes aériens" sont indiquées, et si la valeur renseignée au point de contrôle A1 est "4", alors on comptabilise la réalisation de $3 \text{ (cultures)} * 2 \text{ (modalités)} * 4 \text{ (unités épidémiologiques)} = 24$ examens visuels programmés. Par exemple, cela signifie que 4 unités épidémiologiques "Prunier" ont été inspectées à la fois "Sur fruits" et "Sur organes aériens".

Exemple 2 : si un examen visuel a été réalisé "Sur fruits" de "Poirier" d'une part, et "Sur fruits" ainsi que "Sur organes aériens" de "Pommier" d'autre part, alors il faut nécessairement constituer deux rapports d'inspection distincts : l'un sur "Poirier" et l'autre sur "Pommier", car les modalités d'examen visuel ne sont pas strictement identiques.

Pour la réalisation des bilans (prévus au paragraphe 11.5.2 de cette annexe) le même principe prévaudra au niveau des organismes nuisibles saisis, en y ajoutant le filtre de la compatibilité, définie dans les instructions filière, entre modalités de surveillance, cultures et organismes nuisibles. Tous les organismes nuisibles saisis seront réputés avoir été observés, piégés ou recherchés par prélèvement asymptomatique sur chaque couple modalité de surveillance x culture pour lequel cela est compatible.

Cas particulier de certains prélèvements asymptomatiques : dans certains cas, un protocole de surveillance peut prévoir une recherche de symptômes par examen visuel dans l'unité épidémiologique avec le prélèvement de végétaux de préférence symptomatiques, complétés et/ou remplacés par des végétaux asymptomatiques en cas d'absence de symptômes dans l'unité épidémiologique. Dans ce cas, il convient d'évaluer à « OUI » les points de contrôle A et C, en indiquant « 1 » aux points de contrôle A01 et C01 pour indiquer qu'une (1) unité épidémiologique a fait l'objet d'un examen visuel et qu'une (1) unité épidémiologique a fait l'objet d'un prélèvement asymptomatique. Le nombre d'échantillons réalisés sur végétaux symptomatiques sera indiqué au point de contrôle A05 (éventuellement 0 si pas de symptômes observés) tandis que le nombre d'échantillons réalisés sur végétaux asymptomatiques sera indiqué au point de contrôle C02 (éventuellement 0 si de fait tous les échantillons ont été réalisés sur végétaux symptomatiques). Ainsi cette inspection permettra de comptabiliser la réalisation du prélèvement asymptomatique qui avait été prescrit (et de l'examen visuel), même si tous les échantillons ont été réalisés suite à un examen visuel.

Le contexte d'inspection doit être :

- Soit « Programmation » si l'inspection est réalisée sur la base de la programmation.
- Soit « Inspection ciblée », pour tous les cas où l'inspection fait suite à un signalement ou une suspicion.
- Soit « Re-contrôle », lorsque l'inspection fait suite à une première inspection non conforme, sans qu'une zone ait été délimitée.

Pour le sous-axe « Cultures en Zone tropicale » de l'axe « SORE », une grille d'inspection « surveillance des organismes réglementés émergents en DROM » est mise en place depuis Octobre 2021. Elle se compose d'un point de contrôle obligatoire et 12 informations complémentaires.

Le tableau ci-dessous détaille les consignes pour la saisie de la grille qui doit obligatoirement être utilisée pour l'intégralité des actions SORE réalisées en métropole :

Niveau	Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Code	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications	Éléments à renseigner en commentaire ⁸
Eval. Globale	Obl	N/A	Etat phytosanitaire	C/NC		Si des échantillons ont été prélevés, leur analyse montre-t-elle l'absence d'organismes nuisibles réglementés ou émergents (conforme) ou, au contraire, leur présence (non conforme) ? Si l'examen visuel et/ou le piégeage réalisé n'ont pas donné lieu à la constitution par l'inspecteur d'échantillons pour analyse et qu'aucun échantillon asymptomatique n'a été réalisé, alors l'état phytosanitaire doit être jugé conforme. La non-conformité correspond donc exactement à la "confirmation officielle de présence d'un organisme de quarantaine dans une zone du territoire où sa présence n'était pas connue". NB : Seule la présence d'organismes nuisibles dont la détention est interdite par la réglementation (organisme de quarantaine, qu'il s'agisse d'un organisme de quarantaine de l'Union, d'un organisme de quarantaine de zone protégée dans une zone protégée, d'un organisme nuisible faisant l'objet de mesures de l'Union ou de mesure nationales au titre desquelles il est considéré provisoirement comme organisme de quarantaine) doit donner lieu à une non-conformité. En particulier, la présence d'un ORNQ détectée dans le cadre de la SORE, en dehors de la surveillance dans l'environnement des sites de production (pour laquelle une autre grille d'inspection doit être utilisée) ne fait pas l'objet d'une non-conformité.	
Chapitre	Obl	A	Examen visuel	O/N		Y a-t-il eu réalisation d'un examen visuel ?	

⁸ Optionnels en règle générale, mais pouvant être obligatoires selon les consignes des instructions filière.

Niveau	Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Code	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications	Eléments à renseigner en commentaire ⁸
Item	Obl	A01	Nombre d'unités épidémiologiques inspectées	Numérique	Sans unité	Nombre d'unités épidémiologiques distinctes. L'unité épidémiologique est définie par l'instruction-filière (parcelle, site, etc.). La limite globale est fixée à au moins un rapport d'inspection par commune (en cas de fusion de communes, par commune déléguée) et par date de réalisation de l'examen visuel SAUF dans le cas où une seule unité épidémiologique est concernée sur laquelle plusieurs examens visuels programmés, nécessairement sur des modalités distinctes, sont réalisés au cours de la campagne, auquel cas un unique RI peut être émis pour cette unité épidémiologique.	Description et/ou identification des ou de l'unité épidémiologique concernée(s) par l'examen visuel. Si couplage avec un piégeage, précision de la date d'examen visuel. Si plusieurs examens visuels à des dates différentes sur une même unité épidémiologique, précision des dates.
Item	Opt	A02	Surface totale concernée	Numérique	En hectares	Surface totale couverte par l'examen visuel.	Détails par unité épidémiologique, si disponibles
Item	Opt	A03	Nombre total de végétaux ou d'objets concernés	Numérique	Sans unité	Nombre total de végétaux, produits végétaux ou autres objets ayant fait l'objet d'un examen visuel	Description des végétaux, produits végétaux ou autres objets faisant l'objet de l'examen visuel (nom botanique, type de marchandise ou de matériel, etc.). Détails par unité épidémiologique, si disponibles.
Item	Opt	A04	Présence de symptômes ou signes de présence d'un ORE	O/N		Des symptômes ou signes de présence d'un ORE ont-ils été constatés lors de cet examen visuel ? Obligatoire si l'évaluation du point de contrôle A est égale à « OUI ».	Description des symptômes ou signes de présence observés et de l'ORE (ou du groupe taxonomique) suspecté, en indiquant leur prévalence.
Item	Obl	A05	Nombre d'échantillons réalisés sur examen visuel	Numérique	Sans unité	Combien d'échantillons ont été réalisés et analysés suite à l'examen visuel ? (0 si pas d'échantillons réalisés)	Description succincte de l'échantillon (matrice, ORE recherché, associés, si plusieurs échantillons ont été réalisés, à l'identifiant d'échantillon)
Item	Opt	A06	Présence d'un ORE	O/N		La présence d'un ORE a-t-elle été constatée par l'analyse réalisée sur un échantillon prélevé suite à l'examen visuel ? Obligatoire si l'évaluation du point de contrôle A5 est différente de 0	Description de l'ORE détecté et du support (végétal, produit végétal ou autre objet), du nombre de supports et du nombre d'individus concernés.
Chapitre	Obl	B	Piégeage	O/N		Y a-t-il eu réalisation d'un piégeage ?	

Niveau	Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Code	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications	Eléments à renseigner en commentaire ⁸
Item	Obl	B01	Nombre de sites de piégeage	Numérique	Sans unité	Nombre de sites ou parcelles distincts (selon l'instruction-filière) où des dispositifs de piégeage ont été posés et relevés. La limite globale est fixée à au moins un rapport d'inspection par commune concernée (en cas de fusion de communes, par commune déléguée) et par campagne de piégeage. 0 si pas de piégeage réalisé	Description et/ou identification du ou des sites où les pièges ont été posés et relevés
Item	Opt	B02	Nombre de pièges	Numérique	Sans unité	Nombre de dispositifs de piégeage posés et relevés. Obligatoire si l'évaluation du point de contrôle B est égale à « OUI ».	Description du placement des pièges
Item	Opt	B03	Nombre de relevés de pièges	Numérique	Sans unité	Nombre total de dates de relevé de dispositifs de piégeage (ne comptabilise pas la date de pose du piège)	Dates de la pose et des relevés des pièges. Détails par type de piège et/ou site de piégeage, si différent.
Item	Obl	B04	Nombre d'échantillons réalisés sur piégeage	Numérique	Sans unité	Combien d'échantillons ont été réalisés et analysés suite au piégeage (0 si pas d'échantillons)	Description succincte de l'échantillon (identifiant d'échantillon si plusieurs échantillons réalisés, matrice, ORE recherché)
Item	Opt	B05	Présence d'un ORE dans un piège	O/N		Un ORE a-t-il été détecté par l'analyse réalisée sur un échantillon constitué suite à un piégeage ? Obligatoire si l'évaluation du point de contrôle B4 est différente de 0.	Description de l'ORE piégé, du site, du type de piège, de la (ou des) date(s) de relevé et du nombre d'individus concernés.
Chapitre	Obl	C	Prélèvements asymptomatiques	O/N		Y a-t-il eu réalisation de prélèvements asymptomatiques ? La limite globale est fixée à au moins un rapport d'inspection par unité épidémiologique et par date de prélèvement asymptomatique.	
Item	Obl	C01	Nombre d'unités épidémiologiques concernées par le prélèvement asymptomatique	Numérique	Sans unité	Nombre d'unités épidémiologiques distinctes ayant fait l'objet d'une opération complète de prélèvement asymptomatique (cette opération est composée, selon les consignes des instructions filière, de la réalisation d'un ou de plusieurs échantillons). 0 si pas de prélèvements asymptomatiques	Description et/ou identification des ou de l'unité épidémiologique concernée(s) par le prélèvement asymptomatique.
Item	Obl	C02	Nombre d'échantillons	Numérique	Sans unité	Combien d'échantillons ont été réalisés de façon asymptomatique ? 0 si pas de prélèvements asymptomatiques	Description succincte de l'échantillon (identifiant d'échantillon si plusieurs échantillons réalisés, matrice, ORE recherché)

Niveau	Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Code	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications	Eléments à renseigner en commentaire ⁸
Item			asymptomatiques réalisés				
	Opt	C03	Présence d'un ORE dans un échantillon asymptomatique	O/N		Un ORE a-t-il été détecté dans un échantillon asymptomatique ? Obligatoire si l'évaluation du point de contrôle C est égale à « OUI ».	Description de l'ORE détecté.

Les consignes pour la saisie des informations complémentaires sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications
Opt	Identifiant de prélèvement	Saisie libre	Duplicable	Un identifiant alphanumérique exclusivement (pas de caractères spéciaux ni de commentaire ; duplication obligatoire de l'information complémentaire si plusieurs prélèvements). Information obligatoire en cas de réalisation d'échantillons.
Opt	Identifiant d'observation	Saisie libre	Duplicable	Un identifiant alphanumérique exclusivement (pas de caractères spéciaux ni de commentaire ; duplication obligatoire de l'information complémentaire si plusieurs observations rattachées à l'inspection). Obligatoire en cas d'utilisation conjointe d'Observations.
Opt	Identifiant de piège	Saisie libre	Duplicable	Un identifiant alphanumérique exclusivement (pas de caractères spéciaux ni de commentaire ; duplication obligatoire de l'information complémentaire si plusieurs identifiants de piège rattachées à l'inspection)

Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications
Opt	ON prioritaires PV8	Liste	Duplicable	Le ou les ORE recherchés lors de l'action SORE, parmi les ON faisant l'objet de mesures d'urgence de l'UE, les OQP, les OQ présents dans l'UE et les OQZP pour les ZP françaises (à dupliquer si plusieurs ORE concernés). L'une au moins des informations complémentaires listant des organismes nuisibles doit obligatoirement être renseignée.
Opt	Autres OQ hors insectes PV8	Liste	Duplicable	Le ou les ORE recherchés lors de l'action SORE, parmi les autres OQ, hors insectes et acariens (à dupliquer si plusieurs ORE concernés). L'une au moins des informations complémentaires listant des organismes nuisibles doit obligatoirement être renseignée.
Opt	Autres OQ insectes PV8	Liste	Duplicable	Le ou les ORE recherchés lors de l'action SORE, parmi les autres OQ insectes ou acariens (à dupliquer si plusieurs ORE concernés). L'une au moins des informations complémentaires listant des organismes nuisibles doit obligatoirement être renseignée.
Opt	Autres surveillances PV8	Liste	Duplicable	Le ou les autres surveillances réalisées lors de l'action SORE (à dupliquer si plusieurs surveillances concernées). Cet item liste notamment les ORE listés au niveau national et non au niveau de l'UE. L'une au moins des informations complémentaires listant des organismes nuisibles doit obligatoirement être renseignée.
Obl	Culture PV8	Liste	Duplicable	La (ou les) "Culture(s)" sur laquelle l' (ou les) action SORE a été programmée dans l'instruction-filière
Obl	Modalité d'examen visuel PV8	Liste	Duplicable	La (ou les) "Modalité(s)" sur la(les)quelle(s) l'examen visuel réalisé a été programmé dans l'instruction-filière. "Aucune" si non concerné.
Obl	Modalité de piégeage PV8	Liste	Duplicable	La (ou les) "Modalité(s)" sur la(les)quelle(s) le piégeage réalisé a été programmé dans l'instruction-filière. "Aucune" si non concerné.

Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications
Obl	Modalité de prélèvement asymptotique PV8	Liste	Duplicable	La (ou les) "Modalité(s)" sur la(les)quelle(s) le prélèvement asymptotique réalisé a été programmé dans l'instruction-filière. "Aucune" si non concerné.
Opt	Coordonnées GPS	Saisie libre	Non duplicable	Les coordonnées GPS (WGS84 ou Lambert93, au choix du SRAL - cette information n'est pas valorisée au niveau national) de l'unité épidémiologique
Obl	Temps passé	Numérique	Non duplicable	<p>En application des règles de l'Union européenne pour le cofinancement des activités de surveillance, ce temps inclut exactement le temps total passé sur le terrain pour réaliser un examen visuel, du piégeage et/ou des prélèvements ainsi que le temps de déplacement aller-retour depuis le bureau, sur le site d'inspection ou entre différents sites sur un même lieu d'inspection. Il exclut le temps d'inactivité sur le site d'inspection, le temps administratif passé au bureau (rédaction du rapport d'inspection, etc.), le temps de préparation de l'inspection, de planification et de coordination ainsi que le temps de formation ou d'entraînement.</p> <p>Le format de saisie est décimal et exprimé en heures, ce qui signifie par exemple que « 2,5 » doit être utilisé pour renseigner « 2h30 », ou encore 3,25 pour « 3h15 ».</p>
Obl	Type de site PV	Liste	Non duplicable	<p>La désignation du type de site où la surveillance est réalisée est une exigence des bilans réglementaires européens. La typologie est définie par le module EUROPHYT de la Commission européenne. Un unique type de site doit être saisi, qui correspond au site où la surveillance a été réalisé.</p> <p>Chaque type de site est identifié par un libellé (description succincte) et un code de la forme « X.Y(.Z) ». Le premier chiffre (X) est déterminé de la façon suivante : 1 = plein air (zone de production) ; 2 = plein air (autre) ; 3 = environnement fermé. Le deuxième chiffre (Y) est propre à chaque type de site au sein de ces catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la catégorie 1 : 1.1 = champ (culture, pâturage) ; 1.2 = verger/vigne ; 1.3 = pépinière ; 1.4 = forêt - pour la catégorie 2 (plein air) : 2.1 = jardins privés ; 2.2 = sites publics ; 2.3 = espaces réglementés pour la préservation de l'environnement ; 2.4 = plantes sauvages dans des aires non protégées ; 2.5 = autres - pour la catégorie 3 (environnement fermé) : 3.1 = serre ; 3.2 = site privé autre qu'une serre ; 3.3 = site public autre qu'une serre ; 3.4 = autres.

Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications
				<p>Les codes « 2.5 » et « 3.4 » sont complétés par un troisième chiffre Z qui précise différents sous-types de sites :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autres types de sites de plein air : <ul style="list-style-type: none"> ○ 2.5.1. plateforme logistique de transit, stockage ou revente de bois d'emballage (plein air) ○ 2.5.2. jardinerie (plein air) ○ 2.5.3. réseau d'irrigation ou de drainage ○ 2.5.4. zone humide ○ 2.5.5. industrie du bois (plein air) • Autres types de sites en environnement fermé : <ul style="list-style-type: none"> ○ 3.4.1. installations couvertes et closes de transit, stockage ou revente de bois d'emballage ○ 3.4.2. jardinerie (environnement fermé) ○ 3.4.3. industrie du bois (environnement fermé) <p>Pour les sites ne correspondant à aucune description parmi toutes celles-ci, ils peuvent être représentés par 2.5.6 autre (plein air) ou 3.4.4 autre (environnement fermé), selon le cas.</p>

Le tableau ci-dessous détaille les consignes pour la saisie de cette grille, qui peut être utilisée pour l'intégralité des actions SORE-DROM réalisées en 2022, et devra l'être à compter de 2023 :

Niveau	Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Code	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications	Eléments à renseigner en commentaire ⁹
Eval. Globale	Obl	N/A	Etat phytosanitaire	C/NC		Si des échantillons ont été prélevés, leur analyse montre-t-elle l'absence d'organismes nuisibles réglementés ou émergents (conforme) ou, au contraire, leur présence (non conforme) ? Si l'examen visuel et/ou le piégeage réalisé n'ont pas donné lieu à la constitution par l'inspecteur d'échantillons pour analyse et qu'aucun échantillon asymptomatique n'a été réalisé, alors l'état phytosanitaire doit être jugé conforme. La non-conformité correspond donc exactement à la "confirmation officielle de présence d'un organisme de quarantaine dans une zone du territoire où sa présence n'était pas connue".	
Chapitre	Obl	A	Présence d'un ORE	O/N		La présence d'un ORE a-t-elle été constatée par l'analyse réalisée sur un échantillon prélevé suite à l'examen visuel ?	Description de l'ORE détecté et du support (végétal, produit végétal ou autre objet), du nombre de supports et du nombre d'individus concernés.

Les consignes pour la saisie des informations complémentaires sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

⁹ Optionnels en règle générale, mais pouvant être obligatoires selon les consignes des instructions des filières.

Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications
Opt	Coordonnées GPS	Saisie libre	Non duplicable	Les coordonnées GPS (WGS84 ou Lambert93, au choix du SRAL - cette information n'est pas valorisée au niveau national) de l'unité épidémiologique
Opt	Numéro Prélèvement	Saisie libre	Duplicable	Un identifiant alphanumérique exclusivement (pas de caractères spéciaux ni de commentaire ; duplication obligatoire de l'information complémentaire si plusieurs prélèvements). Information obligatoire en cas de réalisation d'échantillons.
Obl	Prélèvement réalisé	Oui-Non		Indiquer si l'inspection a donné lieu à un prélèvement
Obl	Documents annexes	Oui-Non		Intégrer par exemple s'il y a des photos ou autres documents particuliers..
Opt	Description des symptômes	Saisie libre		Si prélèvement, description des symptômes observés. Si prélèvement asymptomatique, noter « échantillon asymptomatique »
Opt	Plan de surveillance SORE DROM			Noter l'OQ concerné par la SORE

Optionnel (Opt) ou Obligatoire (Obl)	Item	Type d'évaluation	Précisions	Explications
Opt	Type de site PV	Liste		21 différents types de lieux inspectés (champs, jardinerie, etc).

11.6 Lignes directrices pour l'analyse de risque et la programmation

Afin de programmer le nombre d'inspections à réaliser au niveau national, de piloter les activités et de les planifier au niveau régional, cette annexe explicite la stratégie de la SORE et rassemble des instructions et recommandations à destination des pilotes (SRAL ou délégataires).

11.6.1 Analyse de risque au niveau national

Les éléments d'entrée pris en compte pour analyser le risque et programmer la surveillance d'un organisme nuisible réglementé ou émergent (ORE) sont :

- sa **distribution** : où a-t-il été détecté ?, sur quels hôtes ?, comment sa distribution a-t-elle évolué à court ou moyen terme (la présence sur le territoire européen ou national sont des facteurs de risque très importants en général) ? ;
- sa **biologie** et son **écologie** : quels symptômes ou stades sont susceptibles d'être observés ?, quelle est l'utilité du piégeage ou du prélèvement d'échantillons sur des végétaux asymptomatiques ?, à quelle période (conditions climatiques notamment), à quel stade de développement végétal, sur quelles espèces, dans quelles régions ? ;
- ses **voies d'introduction** (*pathways*) : on peut citer la propagation naturelle, les échanges commerciaux de végétaux ou produits végétaux, les végétaux destinés à la plantation, etc.
- son **mode de propagation** : par l'air (vol), par le sol, par un vecteur, par le vent, par l'eau, etc.

Ces données, concernant l'ensemble des ORE, sont rassemblées dans les fiches de reconnaissance mises à jour régulièrement sous la responsabilité du groupe de suivi de la SORE.

A l'aide de ces informations, l'ONPV avec l'appui de la Plateforme ESV évalue :

- l'étendue spatiale des cultures et types de sites concernés sur le territoire national, leur répartition régionale,
- l'exposition des végétaux concernés aux voies d'introduction, différenciée selon les sites et les facteurs de risque identifiés,
- les modalités de surveillance à mettre en œuvre en fonction des sites (inspection – y compris de produits végétaux, de matériel, d'outils–, analyse, piégeage), et une estimation de la sensibilité des méthodes.

Ces jeux d'informations permettent de construire une carte du risque ou au moins une typologie des sites à risque, ainsi qu'une ventilation régionale du risque.

Une approche harmonisée a été adoptée à partir de la campagne 2020 pour les filières grandes cultures, cultures légumières, pomme de terre, arboriculture fruitière et vigne. Elle repose sur le calcul de quatre indicateurs pour chaque triplet culture x organisme nuisible x département, dont le produit est considéré comme le *score de risque* du triplet :

- un score de proximité climatique, basé sur la comparaison entre le climat du département et le climat de l'aire de distribution actuelle de l'organisme nuisible (mode de calcul développé par l'Anses pour le projet de hiérarchisation BioR2, et adapté par l'équipe opérationnelle de la Plateforme ESV pour prendre en compte le climat à une échelle plus fine que celle du *pays*) ;
- un score de proximité géographique (1 si l'organisme nuisible est présent dans un pays limitrophe, 0,5 s'il se trouve dans la zone OEPP, 0,25 sinon) ;
- un score de hiérarchisation, sur la base du score entre 1 et 4 attribué par l'expert référent national au couple organisme nuisible x culture (conversion : 1 donne 1 ; 2 donne 0,7 ; 3 donne 0,4 ; 4, ou pas de score attribué par l'expert mais association identifiée par ailleurs donne 0,1) ;

- un score d'importance du département pour la culture (part du département ou de la région dans la surface de la culture au niveau national).

Pour chaque couple culture x organisme nuisible, ces scores de risque sont sommés pour l'ensemble des départements de chaque région, puis divisés par la somme nationale de l'ensemble des scores de risque du couple. Ce calcul permet d'obtenir une *part régionale du risque* liée au couple culture x organisme nuisible, qui est portée par la région.

Cette approche a vocation à être améliorée au fil des années avec l'appui du comité de suivi de la SORE, et en particulier à intégrer au mieux les différentes voies d'introduction et flux afférents.

Pour les filières n'intégrant pas cette approche harmonisée (Forêt et Bois et JEVI), les modalités spécifiques de programmation sont explicitées dans les instructions-filière.

11.6.2 Calcul de la programmation nationale

Pour les filières faisant l'objet d'une approche harmonisée en 2020, l'outil RiBESS+ développé par l'EFSA a été utilisé afin d'établir des tailles d'échantillons au niveau national intégrant le risque relatif des différentes cultures, tel qu'évalué par les experts référents nationaux (sur une échelle allant de 1 = le plus à risque, à 4 = le moins à risque).

Les données d'entrée sont les niveaux de confiance et de détection prévus au paragraphe 3.1, la sensibilité de la méthode de détection, lorsqu'elle peut être quantifiée (par défaut, 80 %), les risques relatifs portés par les différentes cultures, les surfaces nationales de chaque culture (issues d'Agreste) ainsi que des contraintes additionnelles (*convenience sampling*) par lesquelles l'effort de surveillance relatif peut être pondéré (en général pour donner plus de poids à des « petites » cultures et ainsi éviter un effet de seuil donnant lieu à une programmation d'un trop petit nombre d'actions SORE pour pouvoir être réparti efficacement entre les régions sur ces cultures à faibles surfaces).

La prise en compte du risque relatif entre les unités épidémiologiques permet d'obtenir un même niveau de performance statistique (niveau de détection et niveau de confiance) pour une taille d'échantillon moindre (voir la Figure 8), mais surtout elle permet de répartir au mieux l'effort de surveillance entre les différentes cultures pour les organismes nuisibles polyphages.

Le dimensionnement national de la surveillance pour chaque culture est ensuite ventilé par simple pondération à l'aide des parts régionales de risque développées au paragraphe 11.6.1.

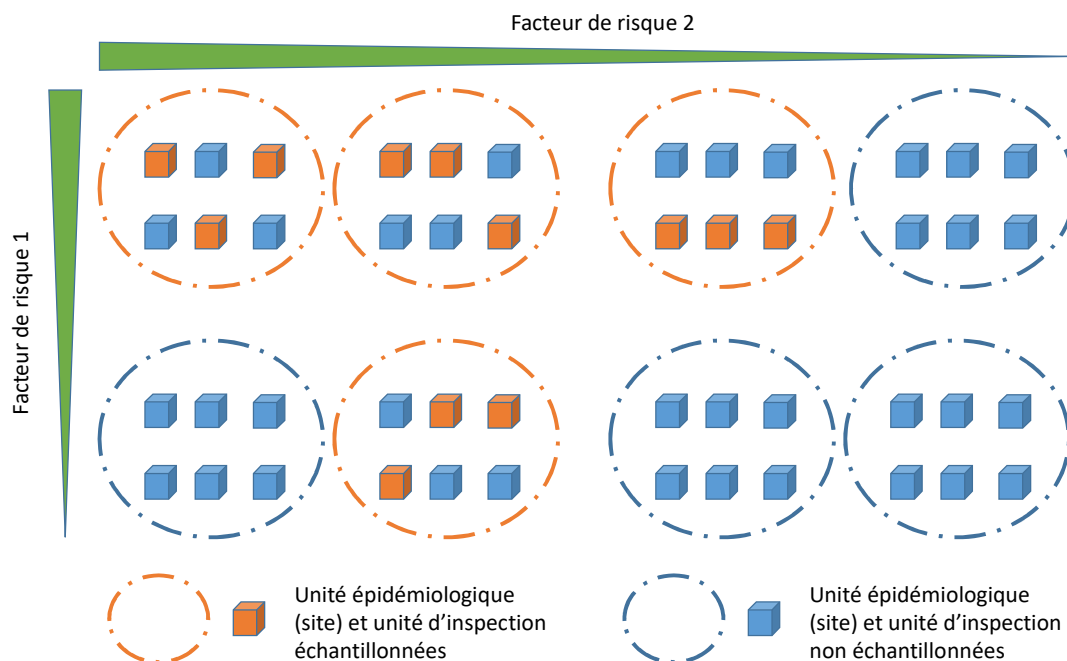


Figure 8: Principe de l'échantillonnage fondé sur le risque

Ces objectifs de moyens identifiés au niveau national sont ensuite à mettre en regard de leur efficacité et des moyens humains et matériels disponibles afin de planifier leur mise en œuvre à moyen terme (cadre pluriannuel de 5 ans pour la surveillance de l'ensemble des ORE).

11.6.3 Analyse de risque au niveau régional

Il est crucial que les SRAL ou SALIM alimentent continuellement une analyse de risque menée au niveau régional sur l'ensemble des ORE pertinents, leur permettant d'identifier pour chaque filière les *risques* d'introduction (activités, sites et zones à risque) et les *vulnérabilités* spécifiques à leur territoire (importance économique, sociale ou environnementale de végétaux, de cultures ou d'activités liées aux végétaux et produits végétaux).

Pour chaque filière, l'instruction filière afférente décrit les risques et vulnérabilités principaux, ce qui doit servir de base à l'analyse régionale mais ne peut s'y substituer.

Cette première analyse de risque doit être complétée par le recensement aussi systématique que possible des sites à risque, qui feront prioritairement l'objet d'actions SORE. A cette fin, l'accès mutualisé en consultation à des bases de données nationales (y compris la base Usagers de RESYTAL qui accueille à compter de la campagne 2021 les déclarations annuelles d'activité), doit être privilégié, sans exclure la consultation de bases locales ou régionales en lien avec les administrations compétentes (douanes notamment). Lorsque des ressources de cette nature existent dans une filière, elles sont identifiées par le comité de suivi ou la cellule technique de la filière et figurent systématiquement dans l'instruction filière pertinente.

Par ailleurs, tant dans l'organisation que dans le fonctionnement opérationnel, les synergies doivent être recherchées dans chaque région entre SORE et épidémiosurveillance, en prenant garde à ne pas introduire de confusion : les activités du réseau d'épidémiosurveillance ne peuvent pas être des contrôles officiels, et ne peuvent être considérées comme d'autres activités officielles que si les conditions prévues à l'article 31 du règlement 2017/625 sont respectées. Cependant, le réseau de surveillance biologique du territoire est un outil essentiel de maillage du territoire et des acteurs d'une

filière donnée, qui permet par une boucle d'informations à la fois de faire remonter des signalements d'événements phytosanitaires inhabituels, et d'augmenter la vigilance des observateurs et des lecteurs du BSV sur certains dangers sanitaires. De plus, une bonne connaissance des organismes nuisibles et symptômes courants observables dans une culture et une région données, ce dont les BSV donnent une bonne notion, sont indispensables à l'exercice de la SORE.

Sur la base de cette analyse de risque régionale, chaque SRAL peut, en amont des dialogues de gestion, faire valoir auprès du Bureau de la santé des végétaux des propositions de ré-allocation des exigences minimales de surveillance entre (sous)-filières ou des demandes d'augmentation de moyens en vue de faire face à des risques ou des vulnérabilités spécifiques et dûment documentées.

11.6.4 Planification régionale

Il appartient aux SRAL [ou SALIM](#) de mettre en œuvre les moyens leur permettant de remplir les exigences minimales de surveillance demandées, et le cas échéant de déployer de surcroît les efforts nécessaires pour anticiper des risques ou vulnérabilités spécifiques.

Afin de mettre en œuvre une surveillance programmée effective de l'ensemble des ORE, l'attention des SRAL est attirée sur l'optimisation nécessaire des visites effectuées. Les instructions [filières ou plan SORE EPOM](#) qui complètent cet ordre de méthode indiquent, par type de site (défini par la filière végétale à laquelle il se rattache), l'ensemble des ORE à surveiller tout en mettant en lumière des mutualisations possibles.

Cette manière de procéder nécessite une formation continue à la reconnaissance des symptômes. Les fiches techniques mises à disposition et faisant l'objet de mises à jour régulières, sont un outil à favoriser.

11.7 Liste des filières et sous-filières

Filière	Sous-filière
Arboriculture fruitière	Agrumes
	Figuier
	Fruits à coque
	Fruits à noyau (dont amandier)
	Fruits à pépins
	Olivier
	Petits fruits
Cultures légumières et PPAMC	BTR
	Cucurbitacées
	Fraisier
	Haricot
	Légumes feuilles
	PPAMC
	Solanacées
Forêt et bois	Bois
	Forêt
Grandes cultures	Céréales hors maïs et riz, oléagineux et protéagineux
	Cultures industrielles et fourragères
	Maïs
	Riz

JEVI	Aéroports internationaux
	Arboretums, parcs botaniques et jardins remarquables
	Campings
	Collections botaniques sous abris, orangeries, serres d'acclimatation...
	Gazons sportifs
	Infrastructures, zones industrielles, zones commerciales, cimetières
	MIN
	Ports de commerce
	Parcs de loisirs
	Roseraies
	JEVI des villes + 10 000 hab.
	Zones naturelles et semi-naturelles
Pomme de terre	Pomme de terre
	Pomme de terre intro UE
	Morelles et adventices hôtes
Vigne	Vigne de production
Cultures en zone tropicale (à définir par chaque EPOM)	Agrumes
	Canne à sucre
	Cultures vivrières
	JEVI et plantes ornementales
	Cultures maraichères
	Musa
	Autres fruits tropicaux
	Cacao/épices et plantes stimulantes
	Bois et Forêt

11.8 Liste des organismes réglementés ou émergents, avec précision de statut et filières concernées

Légende des statuts réglementaires : OQ-A = organisme de quarantaine absent de l'Union européenne ; OQ-B = organisme de quarantaine présent dans l'Union européenne ; OQP = organisme de quarantaine prioritaire ; ONMU = organisme nuisible faisant l'objet de mesures d'urgence de la Commission européenne ; ORNQ = organisme réglementé non de quarantaine ; NR = non réglementé. Légende du statut de la fiche de reconnaissance : Publiée = en ligne à la date de finalisation du présent ordre de méthode-ordre de service d'inspection ; Validation = en attente de la validation du contenu de la fiche avant publication ; Contribution = en attente de contributions sur le contenu de la fiche ; Non initiée = en attente de priorisation et de définition d'une liste de contributeurs et d'un valideur. [Les fiches de reconnaissance des OQ ou OQZP des EPOM \(dès stabilisation des listes d'ON\) seront élaborées ultérieurement.](#)

Nom ON SORE	Code OEPP	Statut réglementaire	Catégorie taxonomique	Fiche de reconnaissance	Arboriculture fruitière	Cultures légumières	Forêt-Bois	Grandes cultures	JE VI	Pomme de terre	Vigne
Acleris	1ACLRG	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Acrobasis pirivorella	NUMOPI	OQ-A	Insecte	Non initiée	X						
Agrilus anxius	AGRLAX	OQ-A; OQP	Insecte	Publiée					X		
Agrilus planipennis	AGRLPL	ONMU;OQ-A; OQP	Insecte	Publiée					X		
Aleurocanthus citriferdus	ALECCT	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Aleurocanthus spiniferus	ALECSN	OQ-B	Insecte	Contribution	X				X		
Aleurocanthus woglumi	ALECWO	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Anastrepha ludens	ANSTLU	OQ-A; OQP	Insecte	Publiée	X				X		
Anisogramma anomala	CRSPAN	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Anoplophora chinensis	ANOLCN	ONMU;OQ-B; OQP	Insecte	Publiée	X				X		
Anoplophora glabripennis	ANOLGL	ONMU;OQ-A; OQP	Insecte	Publiée	X				X		
Anthonomus eugenii	ANTHEU	OQ-A; OQP	Insecte	Validation		X					
Anthonomus grandis grandis	ANTHGR	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Anthonomus quadrigibbus	TACYQU	OQ-A	Insecte	Non initiée	X						
Aphis citricidus	TOXOCI	OQ-B	Insecte	Non initiée	X						
Apriona cinerea	APRICI	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Apriona germari	APRIGE	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Apriona rugicollis	APRIJA	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Arceuthobium	1AREG	OQ-A	Plante parasite	Non initiée					X		

Statut réglementaire	Catégorie taxonomique	Fiche de reconnaissance	Arboriculture fruitière	Cultures légumières	Forêt-Bois	Grandes cultures	JE VI	Pomme de terre	Vigne
ONMU;OQ-B; OQP	Insecte	Publiée	X				X		
OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
OQ-A; OQP	Insecte	Validation		X				X	
OQ-A; OQP	Insecte	Publiée	X	X					
OQ-A	Insecte	Validation	X						
OQ-A	Insecte	Publiée	X						
OQ-A; OQP	Insecte	Publiée	X						
OQ-A	Virus ou viroïde	Non initiée				X			
OQZP	Virus ou viroïde	Contribution		X		X			
OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
OQ-A	Champignon	Publiée					X		
ONMU;OQ-B; OQP	Nématode	Publiée					X		
OQ-A	Bactérie	Validation	X				X		
OQ-A	Bactérie	Validation	X				X		
OQ-A	Bactérie	Validation	X				X		
OQ-A	Insecte	Non initiée	X						
OQ-A	Insecte	Publiée	X						
OQ-A	Insecte	Publiée	X						
OQ-B	Champignon	Validation					X		
OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
OQ-A	Virus ou viroïde	Non initiée					X		
OQ-A	Virus ou viroïde	Non initiée					X		

Statut réglementaire	Catégorie taxonomique	Fiche de reconnaissance	Arboriculture fruitière	Cultures légumières	Forêt-Bois	Grandes cultures	JE VI	Pomme de terre	Vigne
OQ-A	Virus ou viroïde	Contribution	X				X		
OQ-B	Bactérie	Contribution						X	
OQ-A	Virus ou viroïde	Non initiée					X		
OQ-A	Bactérie	Non initiée					X		
OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
OQ-A; OQP	Insecte	Publiée	X						
OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
OQ-A	Bactérie	Non initiée		X					
OQ-A	Insecte	Non initiée		X					
OQ-A; OQP	Insecte	Publiée					X		
OQ-A	Insecte	Publiée				X			
OQ-A	Insecte	Non initiée				X			
OQ-A	Insecte	Non initiée				X			
OQ-A	Insecte	Non initiée				X			
OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
OQ-A	Acarien	Validation	X						
ONMU	Insecte	Contribution						X	
ONMU	Insecte	Contribution						X	
ONMU	Insecte	Contribution						X	
ONMU	Insecte	Contribution						X	
ONMU	Insecte	Contribution						X	
OQZP	Bactérie	Contribution	X				X		
ONMU;OQ-B	Champignon	Non initiée					X		

Nom ON SORE	Code OEPP	Statut réglementaire	Catégorie taxonomique	Fiche de reconnaissance	Arboriculture fruitière	Cultures légumières	Forêt-Bois	Grandes cultures	JE VI	Pomme de terre	Vigne
Geosmithia morbida	GEOHMO	OQ-B	Champignon	Publiée	X				X		
Globodera pallida	HETDPA	OQ-B	Nématode	Validation						X	
Globodera rostochiensis	HETDRO	OQ-B	Nématode	Validation						X	
Grapevine flavescence dorée phytoplasma	PHYP64	OQ-B	Bactérie	Publiée							X
Grapholita inopinata	CYDIIN	OQ-A	Insecte	Non initiée	X						
Gymnosporangium	1GYMNG	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Haplaxius crudus	MYNDCR	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Helicoverpa zea	HELIZE	OQ-A	Insecte	Validation		X		X			
Hirschmanniella	1HIRSG	OQ-A	Nématode	Non initiée				X			
Homalodisca vitripennis	HOMLTR	OQ-A	Insecte	Validation	X						X
Keiferia lycopersicella	GNORLY	OQ-A	Insecte	Non initiée		X					
Large spectre ¹¹		N/A	Insecte	Non initiée					X		
Liriomyza sativae	LIRISA	OQ-A	Insecte	Non initiée		X			X		
Listronotus bonariensis	HYROBO	OQ-A	Insecte	Non initiée				X			
Lopholeucaspis japonica	LOPLJA	OQ-A	Insecte	Publiée	X				X		
Melampsora farlowii	MELMFA	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Melampsora medusae f. sp. tremuloidae	MELMMT	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Meloidogyne chitwoodi	MELGCH	OQ-B	Nématode	Validation		X		X		X	
Meloidogyne enterolobii	MELGMY	OQ-A	Nématode	Non initiée		X		X			
Meloidogyne fallax	MELGFA	OQ-B	Nématode	Validation		X		X		X	
Meloidogyne graminicola	MELGGC	ONMU	Nématode	Non initiée				X			
Monochamus ¹²	1MONCG	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Mycodiella laricis-leptolepidis	MYCOLL	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Nemorimyza maculosa	AMAZMA	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		

¹¹ Voir instructions-filière forêt-bois et JEVI pour la liste des organismes nuisibles ciblés par le piégeage large spectre.

¹² Populations non européennes

Nom ON SORE	Code OEPP	Statut réglementaire	Catégorie taxonomique	Fiche de reconnaissance	Arboriculture fruitière	Cultures légumières	Forêt-Bois	Grandes cultures	JE VI	Pomme de terre	Vigne
Neoleucinodes elegantalis	NEOLEL	OQ-A	Insecte	Contribution		X					
Oemonia hirta	OEMOHI	OQ-A	Insecte	Non initiée	X						
Oligonychus perditus	OLIGPD	OQ-A	Acarien	Non initiée					X		
Pantoea stewartii	ERWIST	OQ-A	Bactérie	Publiée				X			
Phyllosticta citricarpa	GUIGCI	ONMU;OQ-A; OQP	Champignon	Publiée	X				X		
Phyllosticta solitaria	PHYSSL	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Phytophthora ramorum	PHYTRA	OQ-A	Oomycète	Publiée					X		
Pissodes	1PISOG	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Pityophthorus juglandis	PITOUJ	OQ-B	Insecte	Validation	X				X		
Pomacea	1POMAG	ONMU;OQ-B	Mollusque	Publiée				X	X		
Popillia japonica	POPIJA	OQ-B; OQP	Insecte	Publiée	X	X		X	X		X
Premnotrypes	1PREMG	OQ-A	Insecte	Validation						X	
Pseudocercospora angolensis	CERCAN	OQ-A	Champignon	Non initiée	X				X		
Pseudocercospora pini-densiflorae	CERSPD	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Pseudopityophthorus minutissimus	PSDPMI	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Pseudopityophthorus pruinosus	PSDPPR	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Ralstonia solanacearum	RALSSL	OQ-B	Bactérie	Contribution		X				X	
Ralstonia syzygii subsp. celebesensis	RALSSC	OQ-A	Bactérie	Non initiée					X		
Rhagoletis indifferens	RHAGIN	OQ-A	Insecte	Non initiée	X						
Rhagoletis pomonella	RHAGPO	OQ-A; OQP	Insecte	Publiée	X				X		
Rhynchophorus palmarum	RHYCPA	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Ripersiella hibisci	RHIOHI	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Rose rosette virus	RRV000	ONMU	Virus ou viroïde	Contribution					X		
Saperda candida	SAPECN	OQ-A	Insecte	Publiée	X				X		
Satsuma dwarf virus	SDV000	OQ-A	Virus ou viroïde	Validation					X		
Scaphoideus titanus	SCAPLI	NR	Insecte	Non initiée							X
Scirtothrips aurantii	SCITAU	OQ-A	Insecte	Non initiée	X	X					

Nom ON SORE	Code OEPP	Statut réglementaire	Catégorie taxonomique	Fiche de reconnaissance	Arboriculture fruitière	Cultures légumières	Forêt-Bois	Grandes cultures	JE VI	Pomme de terre	Vigne
Scirtothrips citri	SCITCI	OQ-A	Insecte	Validation					X		
Scirtothrips dorsalis	SCITDO	OQ-A	Insecte	Validation		X			X		
Scolytidae ¹³	1SCOLF	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Sphaerulina musiva	MYCOPP	OQ-A	Champignon	Publiée					X		
Spodoptera eridania	PRODER	OQ-A	Insecte	Non initiée		X			X		
Spodoptera frugiperda	LAPHFR	ONMU;OQ-A; OQP	Insecte	Publiée		X		X	X		
Spodoptera litura	PRODLI	OQ-A	Insecte	Non initiée				X	X		
Stegophora ulmea	GNOMU L	OQ-A	Champignon	Non initiée					X		
Synchytrium endobioticum	SYNCEN	OQ-B	Champignon	Contribution						X	
Tecia solanivora	TECASO	OQ-A	Insecte	Validation						X	
Thaumotobia leucotreta	ARGPLE	OQ-A; OQP	Insecte	Validation	X	X		X	X		
Tilletia indica	NEOVIN	OQ-A	Champignon	Validation				X			
Tobacco ringspot virus	TRSV00	OQ-A	Virus ou viroïde	Non initiée				X			
Tomato brown rugose fruit virus	TOBRFV	ONMU	Virus ou viroïde	Validation		X					
Tomato leaf curl New Delhi virus	TOLCND	OQ-B	Virus ou viroïde	Contribution		X					
Tomato ringspot virus	TORSV0	OQ-A	Virus ou viroïde	Contribution					X		
Toxoptera citricidus	TOXOCI	OQ-B	Insecte	Contribution					X		
Trioza erytreae	TRIZER	OQ-B	Insecte	Contribution	X				X		
Trirachys sartus	AELSSA	OQ-A	Insecte	Non initiée					X		
Unaspis citri	UNASCI	OQ-A	Insecte	Validation					X		
Xanthomonas citri pv. aurantifolii	XANTAU	OQ-A	Bactérie	Non initiée	X						
Xanthomonas citri pv. citri	XANTCI	OQ-A	Bactérie	Non initiée	X				X		
Xanthomonas oryzae pv. oryzae	XANTOR	OQ-A	Bactérie	Non initiée				X			
Xanthomonas oryzae pv. oryzicola	XANTTO	OQ-A	Bactérie	Non initiée				X			
Xylella fastidiosa	XYLEFA	ONMU;OQ-B; OQP	Bactérie	Publiée	X	X		X	X		X

¹³ Espèces non européennes

11.9 Trame d'instruction-filière

- 1) Description de la filière
 - a) Population cible
 - b) Catégories d'unité épidémiologiques
 - c) Organisation et acteurs de la filière
 - d) Autres dispositifs de contrôle ou de surveillance concernant la filière
- 2) Organismes nuisibles concernés par la surveillance
 - a) Priorités de la filière
 - b) Autres ORE sous surveillance
- 3) Modalités de surveillance
 - a) Description et quantification des objets à inspecter
 - b) Période de prospection
 - c) Composantes de la surveillance et protocoles de diagnostic
 - d) Articulation avec la gestion de foyer
- 4) Organisation/programmation de la surveillance
 - a) Centrale
 - b) Régionale
 - c) De terrain
 - d) Laboratoires
- 5) Gestion et valorisation des données
 - a) Socle de données à collecter
 - b) Outils et modalités de saisie
 - c) Détail des bilans demandés
 - d) Acteurs qui valorisent, qui traitent les données et produisent les supports
- 6) Évaluation et animation du dispositif
 - a) Actualités annuelles
 - b) Communication interne
 - c) Communication externe
 - d) Enquêtes
- 7) Annexes
 - a) Fiches protocole pour l'examen visuel, le piégeage et le prélèvement asymptomatique
 - b) Éléments spécifiques relatifs aux prélèvements
 - c) Éléments spécifiques relatifs à l'analyse de risque
 - d) Éléments spécifiques relatifs aux laboratoires

11.10 Trame du plan SORE –EPOM

- 1) Description de la filière DROM
 - a) Population cible
 - b) Catégories d'unité épidémiologiques
 - c) Organisation et acteurs des filières prioritaires
 - d) Autres dispositifs de contrôle ou de surveillance concernant les filières de l'EPOM
- 2) Organismes nuisibles concernés par la surveillance
 - a) Priorités par sous-filière
 - b) Autres ORE sous surveillance
- 3) Modalités de surveillance
 - a) Description et quantification des objets à inspecter

- b) Période de prospection
- c) Composantes de la surveillance et protocoles de diagnostic
- d) Détection et Articulation avec la gestion de foyer
- 4) Organisation/programmation de la surveillance
 - a) Centrale
 - b) Régionale
 - c) De terrain
 - d) Laboratoires
- 5) Gestion et valorisation des données
 - a) Socle de données à collecter
 - b) Outils et modalités de saisie
- 6) Annexes

11.11 Trame de fiche de reconnaissance

- 1) Éléments généraux – Quoi observer ?
 - a) Nom scientifique de l'organisme nuisible et code OEPP, taxonomie, nom français, le cas échéant nom(s) de la ou des maladies provoquées (photos si pertinentes)
 - b) Filières concernées, plantes hôtes (sensibilité si connue)
 - c) Taxonomie et synonymes (noms vernaculaires)
 - d) Aire de distribution géographique connue (France, Europe et pourtour méditerranéen) en cas de présence en France ou en Europe
 - e) Vecteurs (ou pathogènes vectorisés), le cas échéant avec photos (pour le plus prépondérant en France)
 - f) Biologie/Mode de transmission/dissémination
- 2) Éléments relatifs à l'observation – Comment observer ?
 - a) Période d'observation (y compris vecteur si c'est justifié) de symptômes et/ou de collecte d'échantillons (prélèvements ou piégeage)
 - b) Éléments de diagnostic / reconnaissance, dégâts / symptômes (en précisant le stade observé le cas échéant, avec photos)
 - c) Confusions possibles quand c'est justifié (avec photos et précisions)
- 3) Éléments complémentaires – Que prélever, quelles analyses demander ?
 - a) Modalités d'échantillonnage, de prélèvement et d'analyses (conditions de stockage, d'expédition)
- 4) Mentions obligatoires
 - a) Littérature (sources)
 - b) Logo des instituts/noms des personnes ayant contribué à la fiche, crédits photos/images
 - c) Date de dernière mise à jour (ou d'édition)